



البركة تجمعنا

١٤٠٠٢ + ٢٠٢١

Partageons le Progrès

Sharing Progress

RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2021

Sommaire



01 Présentation de COSUMAR

- 06 Un modèle dans l'industrie agroalimentaire marocaine
- 12 Un modèle d'agrégateur unique
- 16 Un modèle résilient de création de valeur solide
- 18 Une forte dynamique nationale et internationale
- 22 Chiffres clés 2021
- 24 Performances 2021

02 Rapport d'activité

- 28 Principales réalisations 2021
- 32 Analyse des principaux indicateurs opérationnels et financiers

03 Rapport ESG

- 38 Performances extra-financières
- 40 Certifications et reconnaissances
- 42 La Gouvernance du Groupe COSUMAR
- 70 L'éthique et la conformité : le socle des engagements du Groupe
- 73 Pour un progrès partagé, au cœur de la démarche RSE du Groupe COSUMAR
- 85 Pour les femmes et les hommes de COSUMAR
- 95 Pour la protection et la préservation de la planète
- 103 Pour nos agriculteurs et les acteurs de nos territoires d'ancrage
- 115 Pour nos clients et nos consommateurs
- 118 Tables de concordance

04 Comptes et rapports annuels

- 134 Rapport de gestion
- 152 Comptes sociaux
- 162 Comptes consolidés
- 170 Rapports des commissaires aux comptes



Présentation de COSUMAR

01



Un modèle dans l'industrie agroalimentaire marocaine

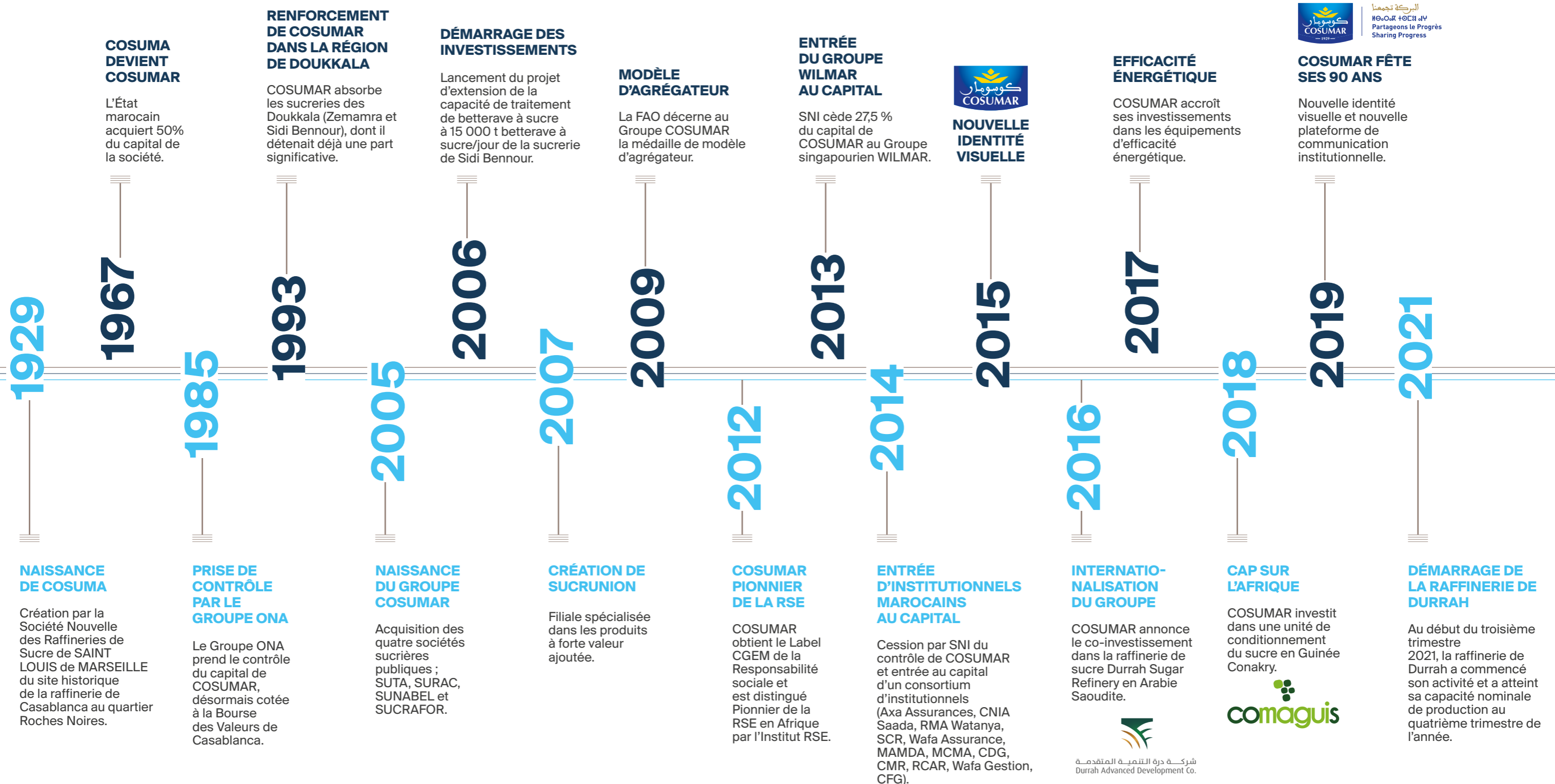


Créé en 1929, COSUMAR est une des premières entreprises industrielles marocaines. Avec plus de 90 ans d'activité, l'entreprise figure aujourd'hui parmi les acteurs les plus dynamiques opérant dans l'agro-industrie à l'échelle du Royaume. Au-delà de l'approvisionnement régulier du marché national en sucre blanc, COSUMAR, l'agrégateur de la filière sucrière, œuvre quotidiennement à l'avancée de l'ensemble de la chaîne, que ce soit à travers l'introduction de nouvelles techniques agricoles, l'accroissement des rendements des parcelles cultivées, ou encore l'amélioration des revenus et des conditions de vie des partenaires de son écosystème.

COSUMAR a initié une nouvelle étape dans sa stratégie de développement, avec une ambition de croissance à l'international portée par des projets d'implantation en Arabie Saoudite et en Guinée Conakry, ainsi qu'une croissance de ses activités à l'export, par le développement de son portefeuille de clients à l'international.

Dans son processus de transformation, COSUMAR a très tôt pris en compte les attentes de ses parties prenantes, en déployant différentes actions en faveur de la préservation de l'environnement et du développement social, tout en intégrant les objectifs de développement durable au cœur de ses activités.

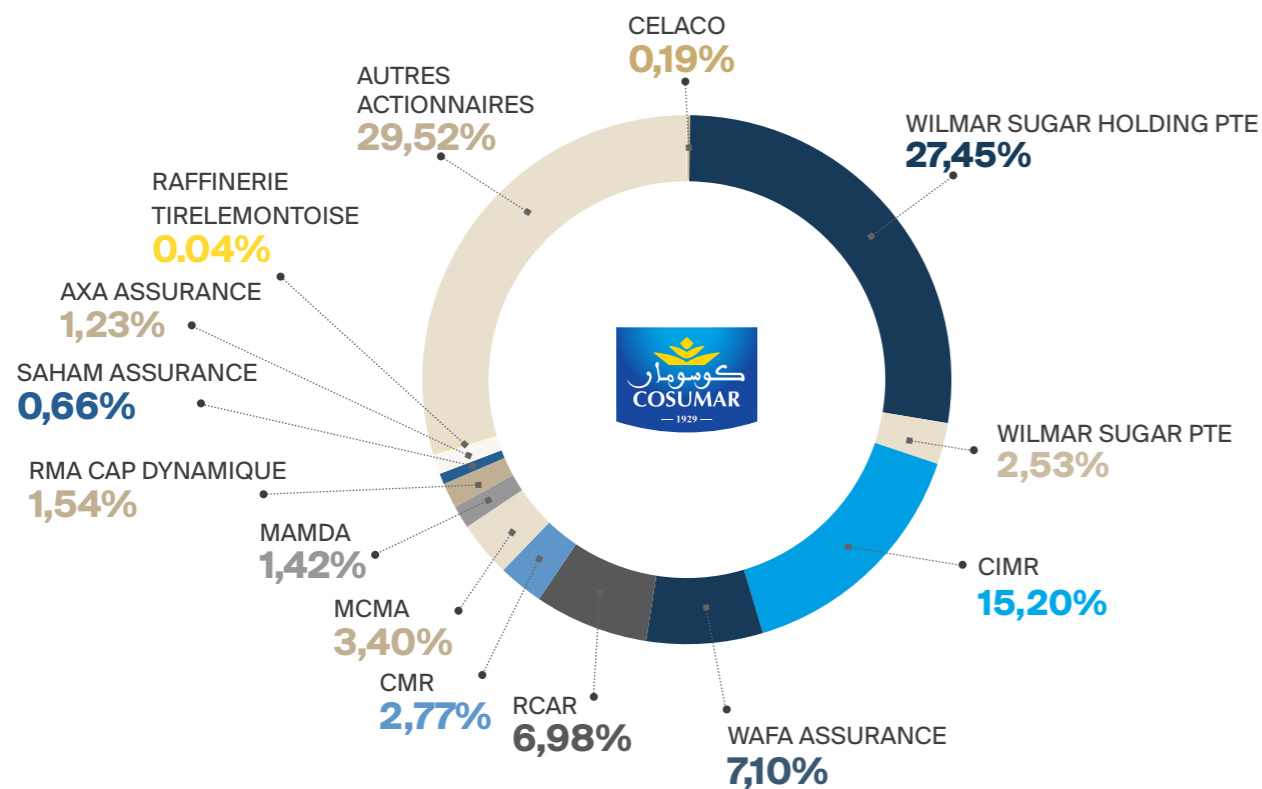
Notre histoire



Une gouvernance solide au service du Groupe

Le Groupe COSUMAR dispose d'une structure de gouvernance moderne qui lui assure le respect de la réglementation en vigueur et la réalisation de ses ambitions. La représentation des actionnaires au sein du Conseil d'Administration est équilibrée, elle permet une prise de décision efficace pour la bonne marche de la société.

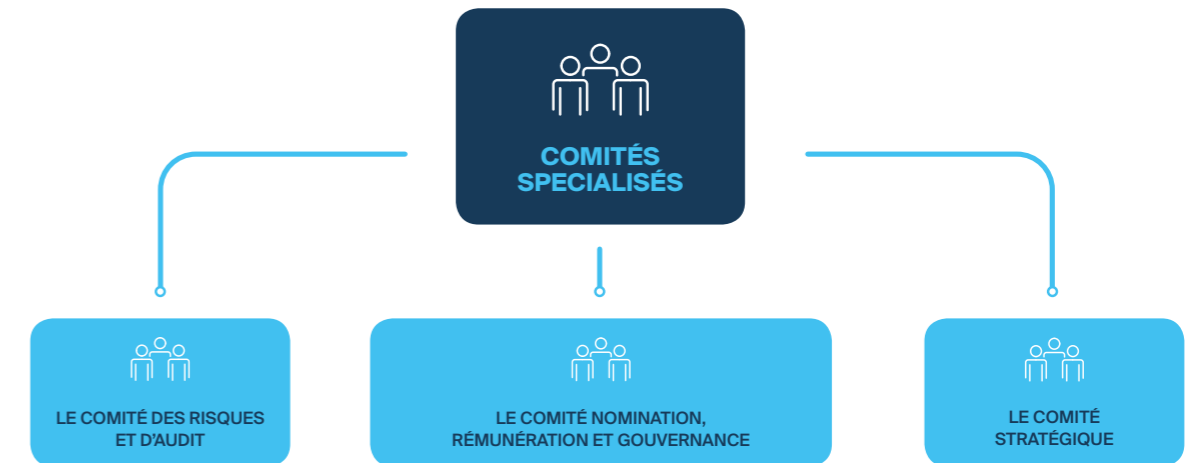
Structure du capital au 31/12/2021



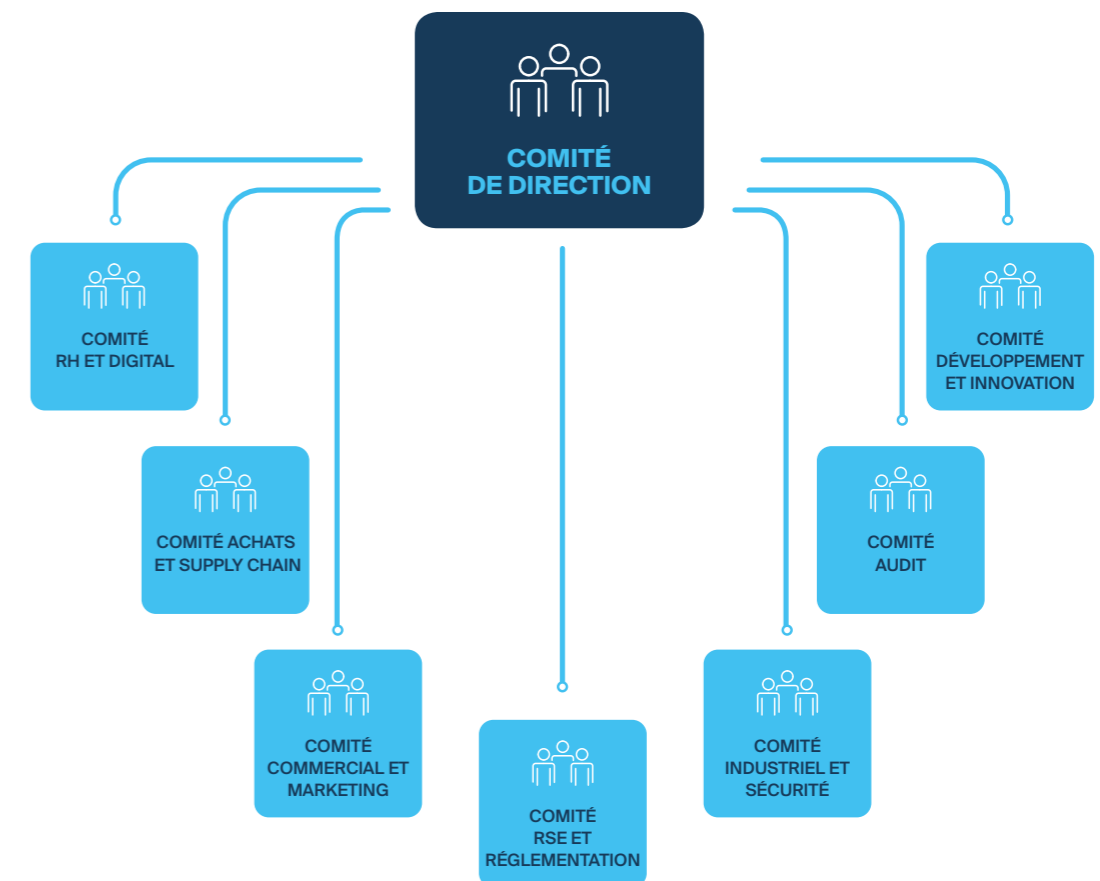
Représentation des actionnaires dans le Conseil d'Administration



Le Conseil d'Administration de COSUMAR s'appuie sur des comités spécialisés qui garantissent la transparence dans la gestion du Groupe.



Le Comité de Direction s'appuie sur des comités de management qui permettent d'exécuter les directives stratégiques décidées en comité de Direction.



Un modèle d'agrégateur unique

L'agrégation est un modèle novateur d'organisation des petits exploitants, dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant entre l'amont productif (agrégés) et l'aval commercial et/ou industriel (agrégateur). COSUMAR est l'agrégateur agricole sucrier de référence au Maroc, reconnu comme modèle et primé par la FAO en 2009. Il est lié aux producteurs des plantes sucrières par des contrats d'agrégation sur cinq ans, conformément à la loi 04-12 sur l'agrégation. Le soutien apporté aux agriculteurs agrégés s'articule autour de trois volets :

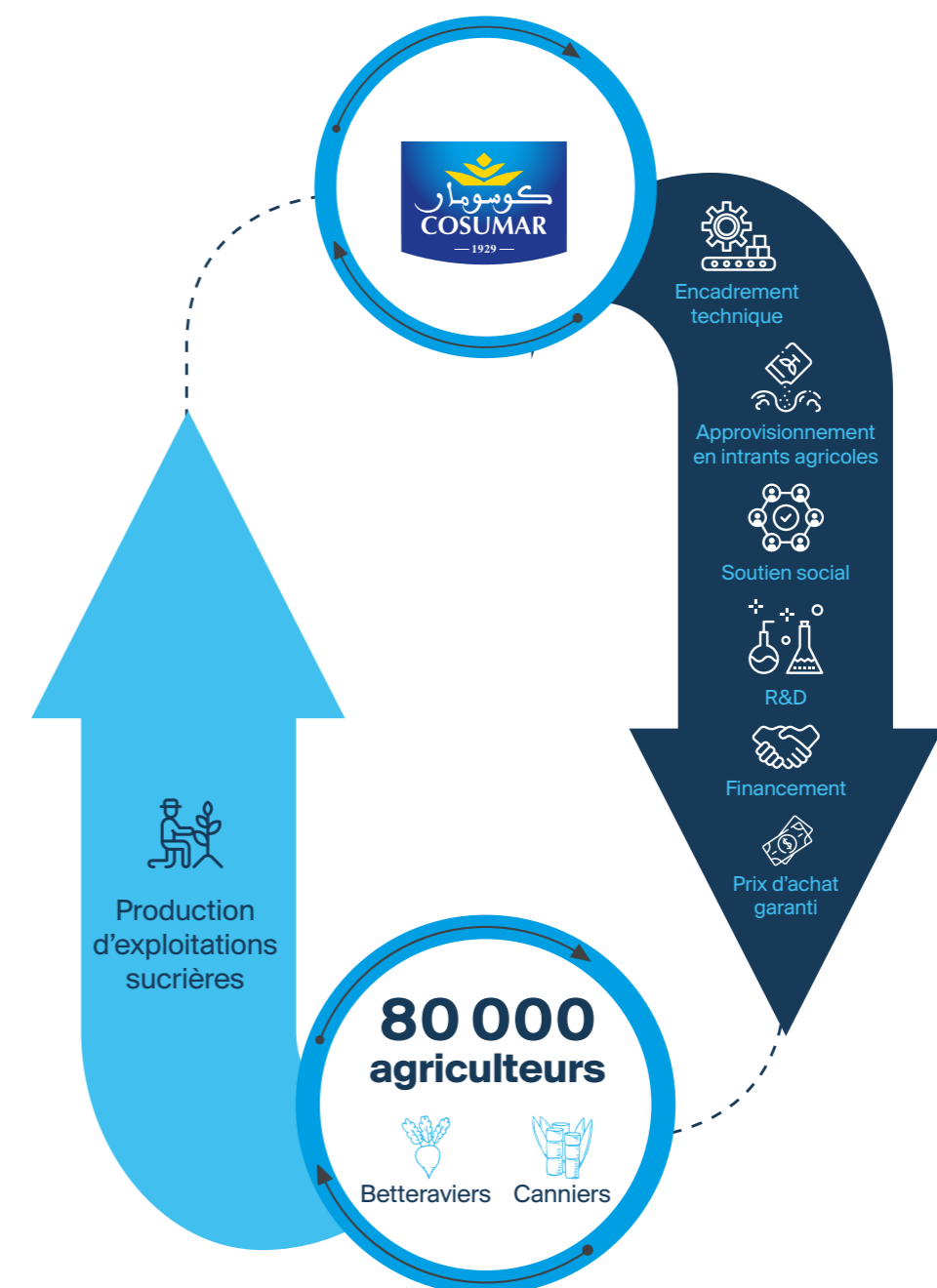
UN MODÈLE D'AGRÉGATEUR RECONNU PAR LA FAO



Depuis la mise en place de la nouvelle forme relationnelle liant COSUMAR aux agriculteurs producteurs de cannes à sucre et de betteraves à sucre par des contrats d'agrégation, le nombre d'agriculteurs agrégés n'a cessé de progresser pour atteindre près de 80 000 agriculteurs. Ils sont accompagnés à plusieurs échelles par COSUMAR, notamment au niveau de l'approvisionnement en intrants agricoles, du financement, du soutien social et de l'encadrement technique.

COSUMAR partage également les fruits de ses travaux en recherche & développement avec les agriculteurs, qu'il s'agisse des pratiques techniques ou encore des intrants agricoles.

PRINCIPAUX APPORTS DE L'AGREGATION



Une transition vers la modernité réussie

Ancré dans l'histoire du Maroc et tourné vers l'avenir, COSUMAR a su se moderniser et investir à tous les niveaux de la chaîne de valeur pour inscrire son activité de manière durable et responsable, en intégrant dans sa stratégie de développement les questions sociales et environnementales comme axe de progrès.

Dès 2006, le Groupe COSUMAR a lancé un programme d'investissements de grande envergure s'élevant à près de 10 milliards de dirhams, qui lui a permis de moderniser son outil industriel et d'en améliorer les performances, tout en accompagnant les différents acteurs de la filière et principalement les agriculteurs dans leur professionnalisation.

Cette stratégie a pu se concrétiser grâce à un modèle d'agrégation unique, à l'accompagnement et à l'implication quotidienne des techniciens et ingénieurs agronomes de COSUMAR sur le terrain et d'importants efforts menés en matière d'innovation par les équipes de recherche et développement.

C'est pendant cette phase de transition vers la modernisation que COSUMAR a engagé les chantiers nécessaires pour améliorer ses performances environnementales par l'adoption d'une stratégie qui intègre la maîtrise de l'impact des activités sur l'environnement.



UNE TRANSITION VERS LA MODERNITÉ RÉUSSIE

04

LA R&D ET L'INNOVATION AU SERVICE DE LA PERFORMANCE

- Semences monogermes
- Boutures performantes
- Fertilisation intelligente
- Mécanisation
- Digitalisation de l'activité agricole

UN IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT MAÎTRISÉ

- Amélioration des performances environnementales
- Réduction continue des consommations d'eau et d'énergie
- Réduction de l'empreinte environnementale

03

02

DES INVESTISSEMENTS CONSÉQUENTS

- Augmentation de la capacité de traitement des sucreries
- Extension de la raffinerie
- Augmentation de la capacité de stockage
- Amélioration du conditionnement
- Implantations à l'international

UN MODÈLE D'AGRÉGATION UNIQUE

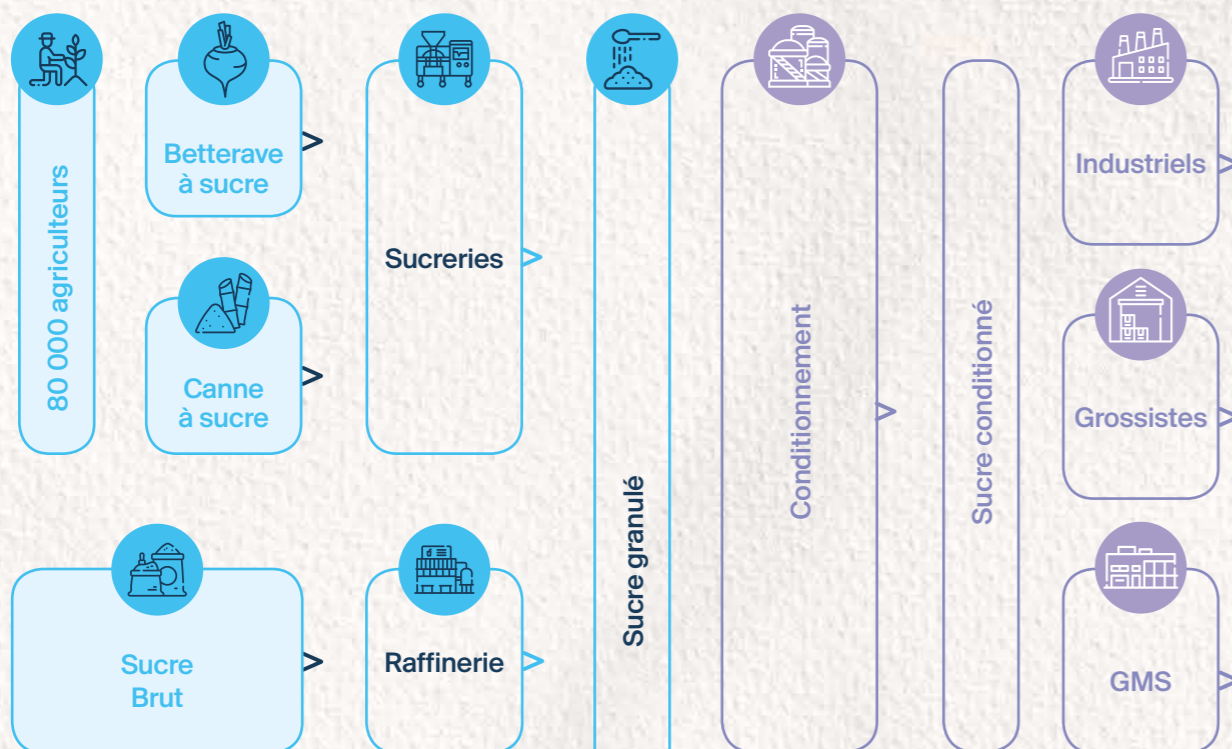
- Accompagnement financier
- Encadrement technique
- Accompagnement social

01

Un modèle résilient de création de valeur solide

COSUMAR fait partie des rares opérateurs sucriers mondiaux à intervenir sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la production de sucre.

MARCHÉ LOCAL

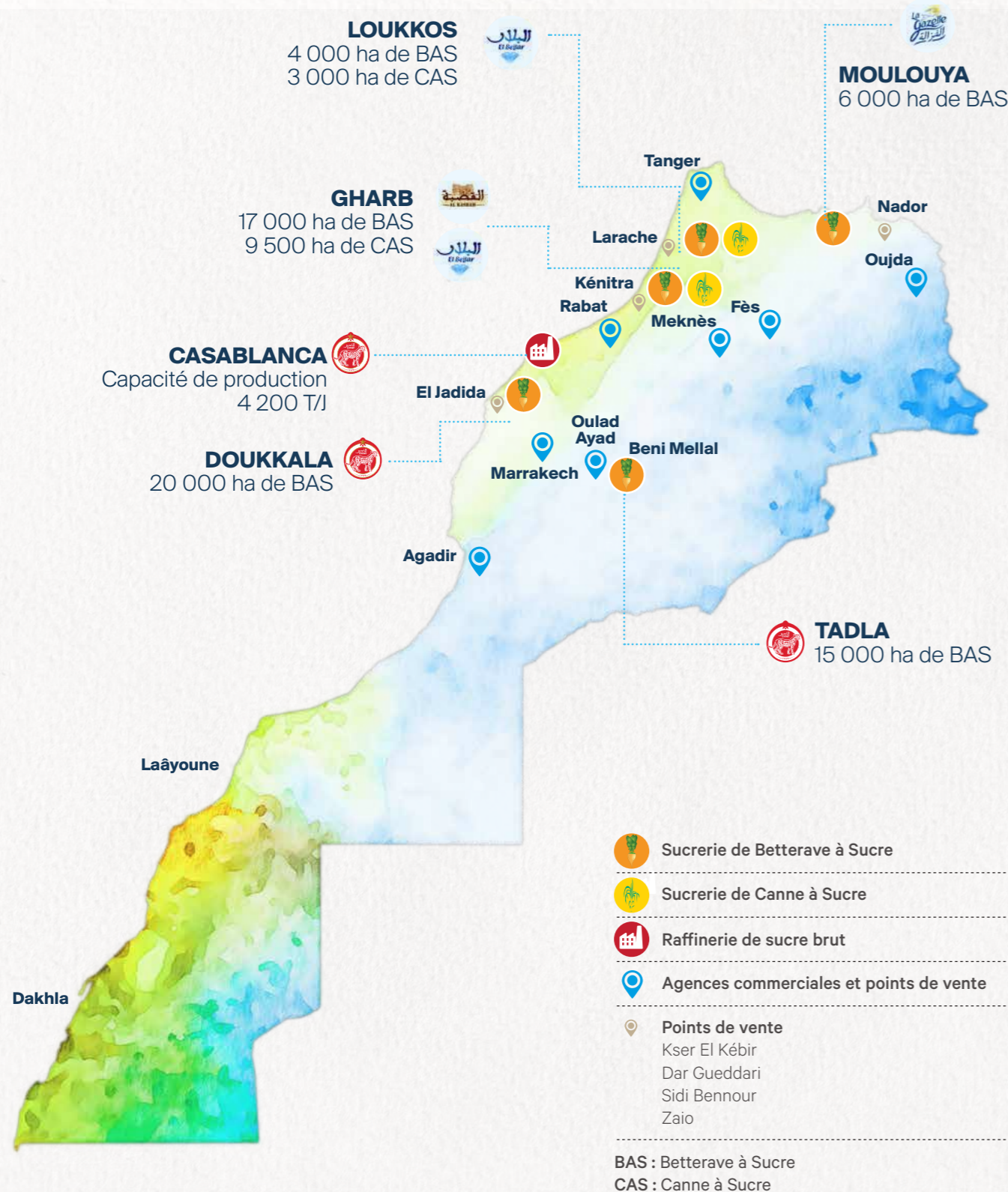


MARCHÉ À L'EXPORT

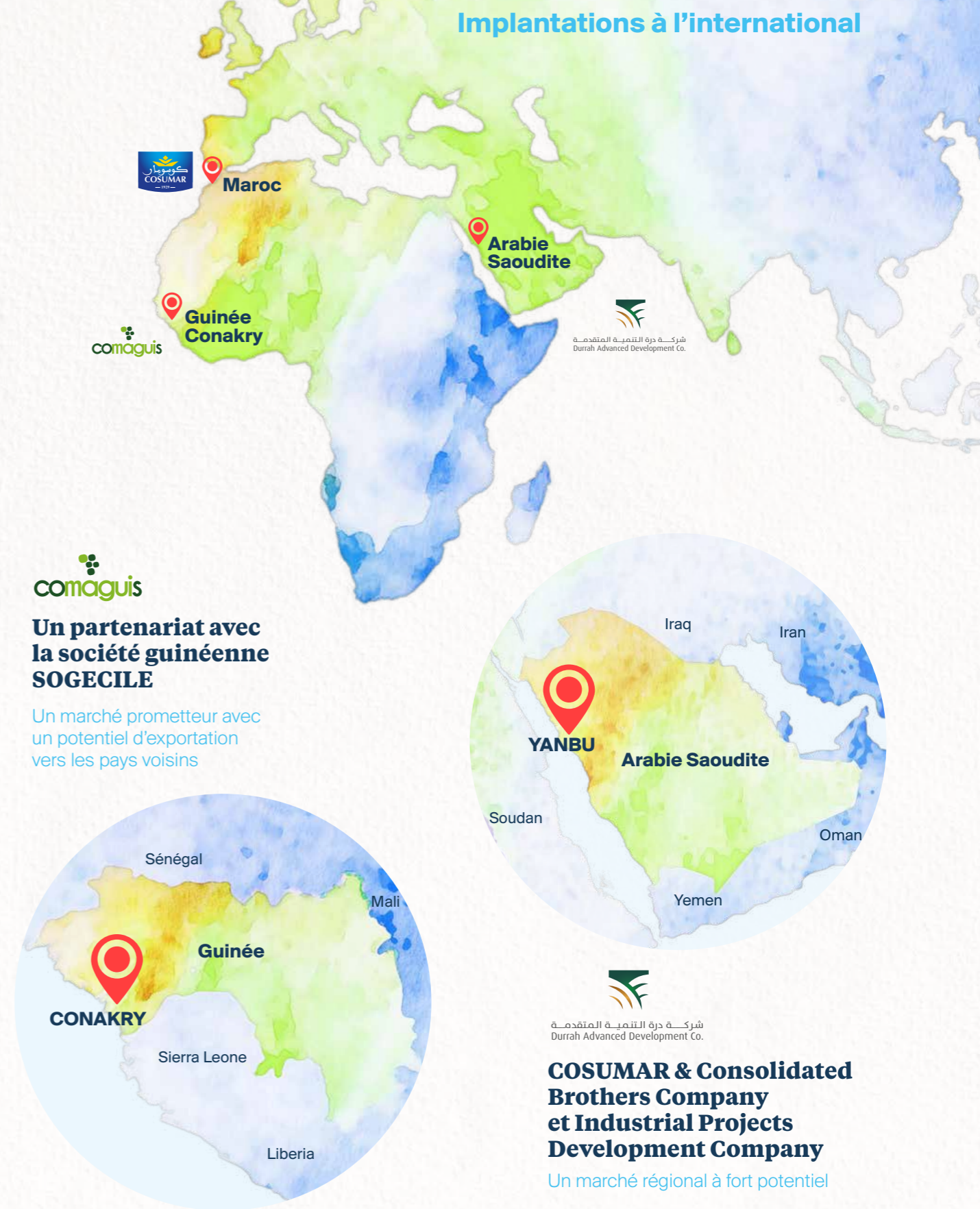


Une forte dynamique nationale et internationale

Présence territoriale



Implantations à l'international



Une dynamique soutenue du commerce à l'international

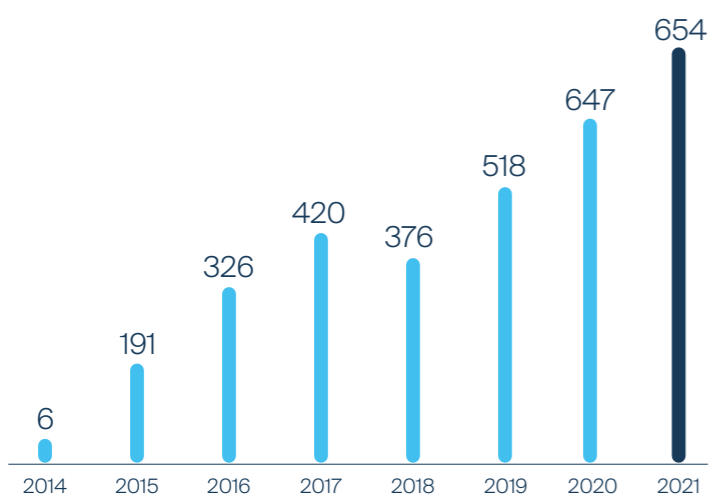
Destinations des exportations

Volumes cumulés entre 2015 et 2021 de 3 132 Kt



Volumes exportés

(Kt : 2014-2021)



Chiffres clés 2021



8

UNITÉS INDUSTRIELLES
DONT UNE RAFFINERIE
AU MAROC



10

MILLIARDS DE DIRHAMS
D'INVESTISSEMENTS
DEPUIS 2006

MARCHÉ NATIONAL



1 197

MILLE TONNES DE
SUCRE BLANC

VOLUME À L'EXPORT



654

MILLE TONNES DE
SUCRE BLANC
(dans le cadre du système
d'admission temporaire hors
système de subvention)

UNE PRÉSENCE DANS



3

PAYS

UNE PRÉSENCE DANS



5

RÉGIONS À TRAVERS
LE ROYAUME



5 000

EMPLOIS DIRECTS ET
INDIRECTS



1 380

COLLABORATEURS



CAPACITÉ GLOBALE
DE TRAITEMENT DES
PLANTES SUCRIÈRES

5

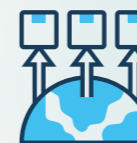
MILLIONS DE TONNES



CAPACITÉ GLOBALE
DE PRODUCTION
DE SUCRE BLANC

2

MILLIONS DE TONNES



40

PAYS DE DESTINATION
DES EXPORTATIONS

PRÈS DE



80 000

AGRICULTEURS
PARTENAIRES

Performances 2021

Performances agricoles



2,3

MILLIONS DE TONNES
DE BETTERAVES
SUCRIÈRES TRAITÉES



652,7

MILLE TONNES
DE CANNES À SUCRE
TRAITÉES



32%

TAUX DE COUVERTURE EN
SUCRE PRODUIT À PARTIR
DES PLANTES LOCALES



2 300

MACHINES AGRICOLES
CONNECTÉES AU
SERVEUR DE COSUMAR



8,6

TONNES/HA
DE RENDEMENT SUCRE
POUR LA BETTERAVE À SUCRE



9

TONNES/HA
DE RENDEMENT SUCRE
POUR LA CANNE À SUCRE

Performances industrielles



PRODUCTION ISSUE
DES PLANTES LOCALES

388,4

MILLE TONNES



PRODUCTION DU
SUCRE BLANC ISSUE
DU RAFFINAGE

1 390,9

MILLE TONNES

Performances financières



CHIFFRE
D'AFFAIRES

9 112

MILLIONS DE DIRHAMS



EBE

1 847

MILLIONS DE DIRHAMS



RÉSULTAT
NET - PART
DU GROUPE

763

MILLIONS DE DIRHAMS



Principales réalisations 2021

Amont agricole

Smart Blender, la technologie au service de la fertilisation sur mesure

Fruit d'un partenariat entre COSUMAR, OCP et l'Université Polytechnique Mohammed VI de Benguerir, le Smart Blender a permis dès ses premiers essais en 2019 une amélioration de la productivité de la betterave à sucre et une réduction sensible des charges de fertilisation. Au cours de l'année 2021, ce dispositif innovant a été étendu à d'autres périmètres sucriers.

Lancement de la Digital Factory de COSUMAR

Lancée au cours de l'année 2021, la Digital Factory de COSUMAR qui fonctionne selon un esprit start-up se caractérise par son agilité à piloter des projets qui lui sont confiés par différentes entités du Groupe. Grâce à son autonomie et à sa capacité d'innovation, cette nouvelle entité est à même d'apporter des solutions nouvelles au Groupe. Depuis son démarrage, la Digital Factory a permis notamment de digitaliser les laboratoires des sucreries.

Digitalisation des laboratoires des sucreries

Grâce aux solutions apportées par la Digital Factory de COSUMAR, les premiers laboratoires digitalisés des sucreries sont désormais opérationnels. Outre le fait de permettre l'accès rapide à l'information et de disposer de tableaux de bord personnalisables, cette solution digitale permet d'améliorer l'exploitation des données et un meilleur pilotage de l'action des équipes sur le terrain.



Conférence Internationale du Sucre

La filière sucrière a organisé en collaboration avec l'Organisation Internationale du Sucre en mars 2021, en format hybride, la 4ème édition de la Conférence Internationale du Sucre avec la présence de plus de 430 professionnels dont 50 personnes en présentiel. Grâce à la plateforme de suivi en ligne, 30 pays ont été représentés lors de cette messe de la filière sucrière mondiale.

Les débats ont concerné, dans un premier temps, l'impact de la crise du Covid sur la filière mondiale avant que les participants ne détaillent les solutions alternatives à apporter au défi de l'eau dans l'agriculture, le soutien et la protection de l'amont agricole ou encore la sécurité alimentaire. Il a aussi été question des enjeux futurs de la filière comme la diversification, la digitalisation et la R&D.

Développement

Digitalisation de l'interface COSUMAR-Fournisseur

Une nouvelle étape dans l'optimisation de la relation COSUMAR-Fournisseurs a été franchie avec le déploiement d'une interface entièrement digitalisée nommée "E-Buy". Celle-ci, a permis de fluidifier les étapes de processus achats du référencement jusqu'à la finalisation de l'acte d'achat. Les partenaires fournisseurs de COSUMAR pourront y répondre en ligne et suivre leur état d'avancement ou simplement accéder à la mise à jour de leur dossier en toute transparence. Ce nouveau portail est une des solutions du programme « Excellence Achats », qui vise à faire avancer les processus et les outils vers l'excellence et optimiser la collaboration entre toutes les parties prenantes.

Optimisation énergétique et transition bas carbone

COSUMAR a déployé une nouvelle installation de production d'énergie dans les sucreries de Oulad Ayad, s'inscrivant ainsi dans sa dynamique de modernisation de son outil industriel, d'optimisation énergétique et de préservation de l'environnement. La mise en route de ces nouvelles installations au premier trimestre 2021 dans la région sucrière des Tadla a pour vocation de répondre aux meilleurs standards internationaux en termes d'émissions, à travers un système de filtration des fumées et de combustion qui permet de réduire les émissions atmosphériques.

Marché



COSUMAR à la rencontre des consommateurs de pain de sucre dans le monde rural

Au cours du 1er trimestre de l'année, les équipes marketing et commerciales ont mené une opération d'activation commerciale du pain de sucre en sillonnant avec un dispositif incluant un camion brandé aux couleurs de la marque ENMER et d'un stand d'animation promotionnelle, 26 souks dans 5 régions cibles. Près de 20 000 consommateurs cibles ont été approchés lors de cette opération.

Principales réalisations 2021 (suite)

Croissance

Démarrage des activités de la raffinerie de Durrah

La raffinerie de Durrah en Arabie Saoudite a démarré son activité au début du troisième trimestre 2021 et a atteint sa capacité nominale de production au quatrième trimestre 2021. Dotée d'une capacité de production de 840.000 tonnes, la raffinerie s'étend sur 150 mille m2 au port de Yanbu. Le renforcement des actions commerciales en cours de déploiement va permettre au Groupe de gagner des parts de marché sur le marché saoudien et le marché régional.



Renforcement des capacités de stockage

Au cours de l'année 2021, le Groupe a lancé un grand projet pour étendre ses capacités de stockage. Après le premier silo de sucre blanc, d'une capacité de 40 000 tonnes, mis en service en 2020, un nouveau de 340 000 tonnes de sucre brut a été inauguré.



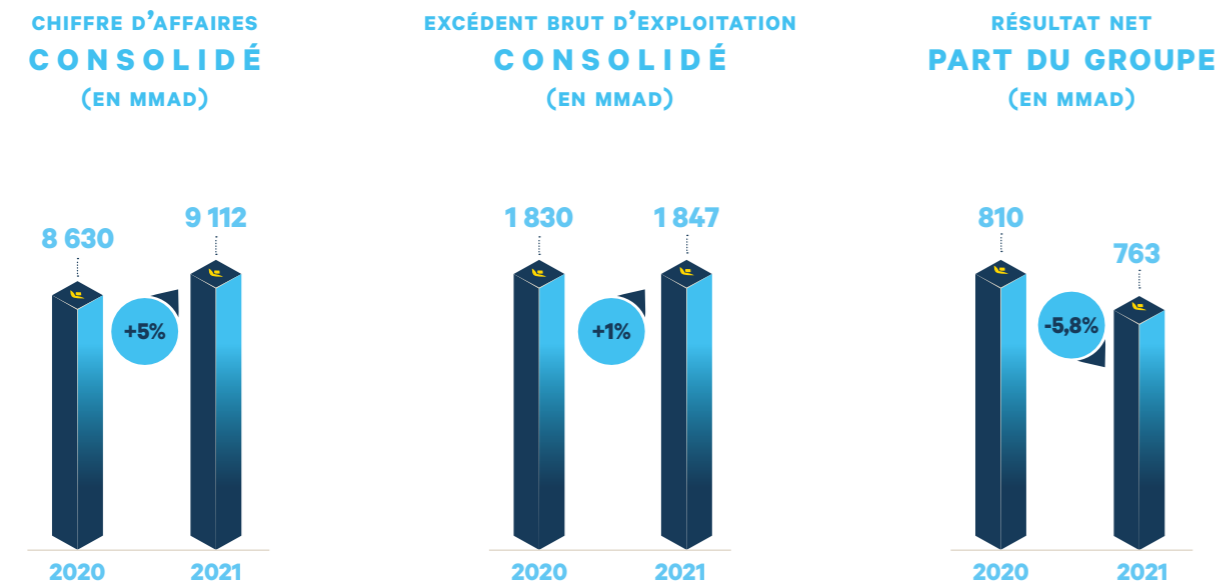
Analyse des principaux indicateurs opérationnels et financiers

Indicateurs de résultats consolidés

Le Chiffre d'Affaires consolidé à fin décembre 2021 ressort en hausse de + 5,6% pour s'établir à 9 112 MDh contre 8 630 MDh à fin 2020. Le volume des ventes sur le marché local affiche une croissance de + 5% par rapport à l'année précédente pour revenir à un niveau normatif de 2019. Le volume des ventes à l'export, dans le cadre du régime d'admission temporaire hors système de subvention, s'établit à 654 Kt à fin décembre 2021 contre 647 Kt à la même période en 2020, soit une croissance de 1,2% malgré un contexte de marché international difficile caractérisé par un manque de disponibilité et un coût élevé du fret.

L'Excédent Brut d'Exploitation consolidé IFRS s'établit à fin 2021 à 1 847 MDh, en hausse de +1 % par rapport à son niveau à la même période de l'année précédente. En effet, l'évolution du chiffre d'affaires et les bonnes performances industrielles ont permis de compenser l'impact de la baisse de la production locale en raison des conditions climatiques difficiles.

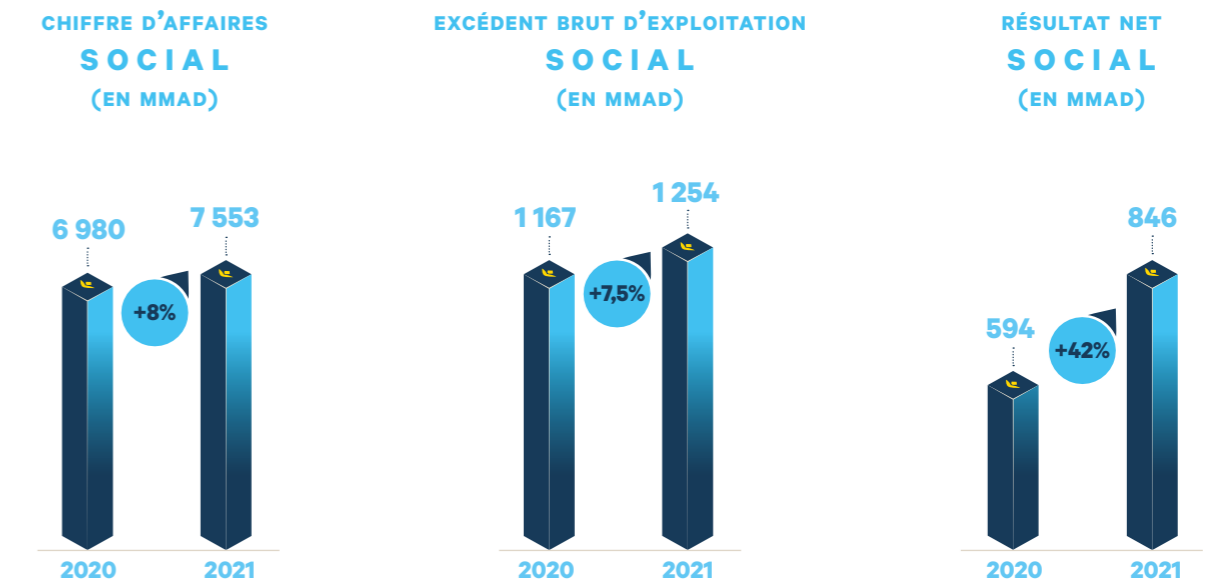
Le Résultat Net Part du Groupe à fin 2021 ressort à 763 MDh, soit une baisse de - 5,8 % par rapport à 2020 impacté par les coûts de démarrage de la nouvelle raffinerie de Durrah.



Indicateurs de résultats sociaux

L'excédent Brut d'exploitation social de COSUMAR SA au 31 décembre 2021 s'établit à 1 254 MDh, marquant une augmentation de + 7,5% par rapport à la même période de l'année écoulée. Cette évolution est expliquée principalement par la croissance du chiffre d'affaires et l'amélioration des performances industrielles des sites de production.

Le résultat net ressort à 846 MDh, en augmentation de + 252 MDh par rapport aux réalisations de 2020, expliquée principalement par l'amélioration de l'excédent brut d'exploitation et par la participation de COSUMAR en 2020 à l'élan de solidarité nationale à travers un don de 100 millions de dirhams au Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie du COVID-19.



Perspectives

- Les opérations de plantation de canne et de semis de betterave sont finalisées dans un contexte où dans la grande partie des périmètres sucriers, la sécheresse, les retards de pluie et le niveau faible des barrages dédiés à l'eau d'irrigation ont rendu les préparatifs de la campagne très difficiles. Une forte mobilisation de l'ensemble de l'écosystème (pouvoirs publics, équipes de l'amont agricole et des partenaires agriculteurs et institutionnels) a permis d'atténuer l'impact des conditions climatiques sur le programme de semis qui a enregistré une baisse de 13,7% des superficies semées par rapport à la campagne précédente.
- Le Groupe COSUMAR maintiendra ses efforts et mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'accompagnement de ses partenaires agriculteurs afin d'assurer un meilleur déroulement de la campagne sucrière 2021-2022.
- La raffinerie de Durrah en Arabie Saoudite a démarré son exploitation et sa commercialisation au début du troisième trimestre 2021 et a atteint sa capacité nominale de production au quatrième trimestre 2021. Le renforcement des actions commerciales en cours de déploiement va permettre de gagner des parts de marché sur le marché saoudien et le marché régional.



Note méthodologique et périmètre du rapport ESG

Périmètre du rapport ESG

Le rapport ESG exercice 2021 intègre les indicateurs sociaux, sociétaux, environnementaux et de bonne gouvernance de l'ensemble des activités du Groupe COSUMAR au Maroc sauf quand des exceptions sont mentionnées explicitement. Il comprend l'ensemble des filiales du Groupe basées au Maroc : COSUMAR SA (sociétés anonymes), SUTA, SURAC, SUNABEL, SUCRUNION.

Exercice

L'ensemble des indicateurs contenus dans le présent rapport couvrent l'exercice du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021. Les années de référence sont communiquées selon la disponibilité et la complétude des données. L'évolution des indicateurs est indiquée à périmètre constant en termes de géographie et de modalité de calcul des indicateurs.

Référentiels

Les indicateurs reportés sont conformes aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019, relative aux opérations et informations extra-financières en termes de pertinence pour le secteur d'activité et la spécificité de ses opérations.

Pour assurer son devoir de redevabilité, COSUMAR s'appuie également sur des référentiels internationaux

- La norme ISO 26000
- Les normes du Global Reporting Initiative (GRI)
- Les Objectifs du Développement Durable des Nations Unies

Les tables de concordance de chaque référentiel se situent à la fin de ce document.



Recueil des données

- Les indicateurs sociaux relatifs à la formation et à l'effectif sont extraits des systèmes d'information SIRH, ceux relatifs à la santé et à la sécurité au travail proviennent du système de reporting établi par la Direction RH et la Direction Sûreté et Sécurité.
- Les indicateurs environnementaux sont remontés selon un processus de calcul harmonisé par chaque unité industrielle puis sont consolidés par la Direction Industrielle du Groupe.
- Les indicateurs sociétaux sont remontés par la direction de chaque site et consolidés par la Direction Communication, Sponsoring, Mécénat et RSE du Groupe.
- Les indicateurs de gouvernance sont communiqués par la Division des Actes Sociaux du Groupe.

Une fois l'ensemble des indicateurs remontés, la Direction Communication, Sponsoring, Mécénat et RSE procède à un nouveau contrôle afin d'évaluer la cohérence et le respect du périmètre du reporting.

Performances extra-financières



1 349

JOURS/HOMME
DE FORMATION
EN 2021



360

PME CRÉÉES DANS
L'ACTIVITÉ AGRICOLE
JUSQU'EN 2021

87%

Taux des
Partenaires et fournisseurs
locaux du Groupe



40

MILLE TONNES DE BAGASSE
ISSUE DE CANNE À SUCRE
REVALORISÉES
EN COMBUSTIBLE EN 2021
VS 38 MILLE TONNES EN 2020



-90%*

DE CONSOMMATION
D'EAU ENTRE
2005 ET 2021

+900

Parties prenantes consultées
dans le cadre de l'analyse de
matérialité RSE du Groupe

3 000

Emplois indirects générés dans
les secteurs industriels et de
prestations de services.

20

Catégories de parties prenantes
visées dans le cadre de
l'analyse de matérialité

26%

Taux de recrutement de
femmes en 2021

10 MMAD

Investis pour la réhabilitation de la
filière sucrière et la réduction de
l'impact des activités industrielles
sur l'environnement



269,5

MILLE TONNES DE PELLET/
PULPE REVALORISÉES EN
ALIMENT DE BÉTAIL EN 2021



117,1

MILLE TONNES DE MÉLASSE
REVALORISÉES EN 2021

1 000

Nouveaux
auto-entrepreneurs



-30%*

DE CONSOMMATION
ÉNERGÉTIQUE ENTRE
2005 ET 2021



-38%

DE L'EMPREINTE
CARBONE ENTRE
2016 À 2021

* au niveau du processus de traitement de la betterave à sucre

Certifications et reconnaissances

Les certifications du Groupe COSUMAR

Raffinerie

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; ISO 50001; Accréditation laboratoire ISO 17025; FSSC 22000; SMETA 4 Pillard et ASR; HALAL; Kashar

Direction commerciale

ISO 9001 V 2015

DOUKKALA

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; ISO 50001

SUTA

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; ISO 50001; FSSC 22000; NM 00.5.601; NM 00.5.601; Accréditation laboratoire ISO 17025; Certification ISO 9001 v 2015 de la direction Amont Agricole

SUNABEL MECHRAA BEL KSIRI

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; ISO 50001; Accréditation laboratoire ISO 17025; NM 00.5.601

SUNABEL KSER EL KEBIR

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; ISO 50001; Accréditation laboratoire ISO 17025; NM 00.5.601

SURAC MECHRAA BEL KSIRI

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; Accréditation laboratoire ISO 17025

SURAC KSIBIA

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; Accréditation laboratoire ISO 17025; NM 00.5.601

ZAIO

ISO 9001; ISO 14001; ISO 45001; Accréditation laboratoire ISO 17025

SUCRUNION

FSSC 22000

L'ensemble des sucreries COSUMAR ont été labellisées « TAHCEINE », référentiel de bonnes pratiques élaboré par IMANOR (Institut Marocain de Normalisation) pour accompagner la reprise et la continuité des activités, dans le cadre de la crise sanitaire.

Le Groupe COSUMAR s'est également vu décerner, en 2020, par la FAO, le prix de la meilleure initiative de protection des agriculteurs contre COVID-19 dans la région NENA, dans le cadre du projet "ATTAISSIR" relatif à la digitalisation de son activité agricole.

Un ancrage de la RSE reconnu

COSUMAR bénéficie de nombreuses distinctions et certifications nationales et internationales venant confirmer la pertinence de sa stratégie et son engagement au plus haut niveau en matière de responsabilité sociétale.

Modèle d'agrégateur de la filière sucrière récompensé par la FAO en 2009, le Groupe est également détenteur du label RSE de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), renouvelé pour la deuxième fois en 2019, et est classé « Top Performers RSE 2021 » par Vigeo Eiris Maroc, pour la 8^{ème} année consécutive.



TÉMOIGNAGE

M. Abdelhadi HASSNAOUI

Directeur de la sucrerie de Doukkala

“Notre responsabilité a été portée, depuis plusieurs années, par des actions diverses, qui nous ont valu plusieurs reconnaissances.”

La Gouvernance du Groupe COSUMAR

Instances de Gouvernance

Le Conseil d'Administration (au 31/12/2021)

COSUMAR est une société anonyme à Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration de COSUMAR définit les orientations stratégiques et veille à assurer le suivi de leur mise en œuvre et en contrôler la bonne gestion avec l'appui de 3 Comités spécialisés : le Comité Stratégique, le Comité des Risques et Audit et le Comité des Nominations, Rémunérations et Gouvernance. Il procède également aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et se saisit de toute question relative à la bonne marche de la société.

Le Conseil d'Administration de COSUMAR a connu un remaniement en octobre 2021 avec la nomination d'un nouveau Président du Conseil d'Administration en la personne de M. Hicham BELMRAH.

Cette nomination entre dans le cadre de l'intégration des bonnes pratiques de gouvernance avec la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général. Désormais composé de 13 administrateurs dont 3 personnes morales et 2 membres indépendants, le Conseil d'Administration de COSUMAR tient compte des spécificités de la structure de son capital tout en garantissant les intérêts de l'ensemble de ses actionnaires. Fortement impliqué et équilibré dans sa composition, il reflète une complémentarité d'expériences et de nationalités.

Le Conseil d'Administration est composé de 13 administrateurs, dont :

- 1 Président du Conseil d'Administration
- 6 Administrateurs représentant les actionnaires industriels
- 3 Administrateurs représentant les actionnaires institutionnels
- 1 Administrateur représentant les autres actionnaires
- 2 Administrateurs indépendants

Président du Conseil d'Administration	Hicham BELMRAH
Administrateurs	Jean Luc BOHBOT MAMDA représentée par M. Hicham BELMRAH RCAR représentée par Mme Ouafae MRIOUAH Wafa ASSURANCE représentée par M. Ramses ARROUB Khalid CHEDDADI Ju-Yang Kwek, MARK Vishesh KATHURIA Loo Cheau LEONG Virgilio LOPES FAGUNDES Régis Karim SALAMON
Administrateurs indépendants	Mohammed Hicham CHEBIHI HASSANI Abdelaziz ABARRO



Critères d'indépendance des Administrateurs

Le Conseil d'Administration a adopté les critères d'indépendance tels qu'ils sont définis par l'article 41 bis de la loi 20-19, modifiant et complétant la loi 17-95 sur les SA pour la désignation des administrateurs indépendants.

Parité au sein des instances de gouvernance

- Le Conseil d'Administration comprend parmi ses membres une femme (1/13).
- Le Comité des Risques et d'Audit comprend parmi ses membres une femme (1/4).
- Le Comité de Direction comprend parmi ses membres deux femmes (2/9).

Dates de nomination des membres de l'organe de gouvernance et date d'expiration de leur mandat

Membres du Conseil d'Administration	Mandat	Date de première nomination	Date de renouvellement	Date d'expiration Du mandat actuel
M. Hicham BELMRAH	Président du Conseil d'Administration	23/11/2021		AGO (Assemblée Générale Ordinaire) statuant sur les comptes de l'exercice 2026
M. Abdellaziz ABARRO	Administrateur indépendant	16/05/2014	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
M. Jean-Luc Robert BOHBOT	Administrateur (Non exécutif)	10/06/2013	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
M. Mohamed Hicham CHEBIHI HASSANI	Administrateur Indépendant	23/11/2021		AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2026
M. Khalid CHEDDADI	Administrateur (Non exécutif)	10/06/2013	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
M. Kwek Ju-Yang, MARK	Administrateur (Non exécutif)	23/11/2021		AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2026
M. Loo Cheau LEONG	Administrateur (Non exécutif)	23/11/2021		AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2026
M. Régis Karim SALAMON	Administrateur (Non exécutif)	10/06/2013	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
M. Virgilio LOPES FAGUNDES	Administrateur (Non exécutif)	08/01/2018	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
M. Vishesh KATHURIA	Administrateur (Non exécutif)	23/11/2021		AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2026
MUTUELLE MAROCAINE D'ASSURANCES "MAMDA (Mutuelle agricole marocaine d'assurances)", représentée par son Président M. Hicham BELMRAH	Administrateur (Non exécutif)	16/05/2014	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
REGIME COLLECTIF D'ALLOCATION DE RETRAITE "RCAR", représenté par Mme Ouafae MRIOUAH Directeur Général de CDG (Caisse de Dépôt et de Gestion) Capital Gestion	Administrateur (Non exécutif)	16/05/2014	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024
Wafa ASSURANCE, représentée par son Président Directeur Général M. Mohamed Ramses ARROUB	Administrateur (Non exécutif)	16/05/2014	29/05/2019	AGO statuant sur les comptes de l'exercice 2024

Nombre de mandats par administrateur

M. Abdellaziz ABARRO

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
AFRIMINES	Gérant
AB2 CONSULT	Gérant

M. Hicham BELMRAH

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
MAMDA	Président Directeur Général
MCMA	Président Directeur Général
Mutuelle Attamine Chaabi	Président du Directoire
MAMDA RE	Administrateur Directeur Général
RYAD RESORT DEVELOPPEMENT	Président du Conseil d'Administration
OLEA CAPITAL	Président du Conseil d'Administration
SUNABEL	Président du Conseil d'Administration
SURAC	Président du Conseil d'Administration
SUTA	Président du Conseil d'Administration
SUCRUNION	Président du Conseil d'Administration
COMAGUIS	Président du Conseil d'Administration
DURRAH ADVANCED DEVELOPMENT COMPANY	Vice-Président du Conseil d'Administration
WILMACO	Administrateur
MCR	Vice-Président du Conseil d'Administration
EURESA	Membre du Conseil de la Gérance

MAMDA, représentée par M. Hicham BELMRAH

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
BCP	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
RISMA	Membre du Conseil de Surveillance
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
Afriquia SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA Africa	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
Resort Co	Administrateur
UIR	Membre du Conseil de Surveillance
FUIR	Administrateur
SURAC	Administrateur
SUNABEL	Administrateur
ODYSSEY INTERNATIONAL	Membre du Conseil de Surveillance
OPCI EDUCAPITAL	Administrateur
ALHIF	Membre du Conseil de Surveillance
YAMED EDUCATION	Administrateur
MSF	Administrateur
AM INVEST	Administrateur
MASSSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur
NEBETOU	Membre du Conseil de Surveillance
AMLAK DEV	Administrateur
ACI	Administrateur
3P FUND	Membre du Conseil de Surveillance
UPLINE INVEST FUND	Administrateur
CAP MEZZANINE	Administrateur

M. Jean-Luc Robert BOHBOT

Entité	Administrateur/ emplois ou fonctions
CHELSEA ESTATES NZ PTY LIMITED	Administrateur
PIONEER SUGAR MILLS PTY. LTD	Administrateur
WILMAR AUSTRALIA PTY LIMITED	Administrateur
WILMAR AUSTRALIA HOLDINGS PTY LIMITED	Administrateur
WILMAR SUGAR PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN AUSTRALIA PTY LTD)	Administrateur
WILMAR BIOETHANOL (AUSTRALIA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN BIOETHANOL PTY LTD)	Administrateur
WILMAR ETHANOL (AUSTRALIA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN ETHANOL PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA HOLDINGS PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN HOLDINGS PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (HERBERT) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (HERBERT) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA INVESTMENTS PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN INVESTMENTS PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (INVICTA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (INVICTA) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (KALAMIA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (KALAMIA) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA LIMITED (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN LIMITED)	Administrateur
WILMAR SUGAR PLANE CREEK PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN PLANE CREEK PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (PROSERPINE) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (PROSERPINE) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR REFINING INVESTMENTS PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN REFINING INVESTMENTS PTY LTD)	Administrateur
SUGAR AUSTRALIA PTY LIMITED	Administrateur
THE HAUGHTON SUGAR COMPANY PTY. LIMITED	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA TRADING PTY. LTD.	Administrateur
RAIZEN E WILMAR AÇUCAR LTDA	Administrateur
CSC SUGAR, LLC	Administrateur
WILMAR SUGAR AMERICA INC.	Administrateur et Président
SHREE RENUKA SUGARS LIMITED (LISTED ON BSE LTD & NATIONAL STOCK EXCHANGE OF INDIA LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR INDIA PRIVATE LIMITED	Administrateur
NEW ZEALAND SUGAR COMPANY LIMITED	Administrateur
WILMAR SUGAR PTE. LTD.	Administrateur et Directeur Général
WILMAR SUGAR HOLDINGS PTE. LTD.	Administrateur
RAIZEN AND WILMAR SUGAR PTE. LTD.	Président Directeur Général
WILMAR AGRI TRADING DMCC	Administrateur et Directeur

M. Mohamed Hicham CHEBIHI HASSANI

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
La COMPAGNIE FINANCIERE HOLDING ATLAS	Président Directeur Général Représentant de l'Administrateur Sefin Holding
Atlas CAPITAL FINANCE	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
ATLAS CAPITAL MANAGEMENT	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
ATLAS CAPITAL BOURSE	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
ATLAS PORTOFOLIO MANAGEMENT	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
VIDAL ASSURANCES	Président Directeur Général
ATLAS CAPITAL REAL ESTATE MANAGEMENT	Président Directeur Général
JARDIN DE SAFI	Président Directeur Général
INETUM CONSULTING MAROC	Président Directeur Général

M. Khalid CHEDDADI

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
AFMA	Représentant de la CIMR Administrateur
AL MADA HOLDING	Représentant de la CIMR Administrateur
AKILAM	Président Directeur Général
AKWA AFRICA	Représentant de la CIMR Administrateur
A6 IMMOBILIER	Représentant de la CIMR Administrateur
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
AUTO HALL	Administrateur
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
BANQUE POPULAIRE	Représentant de la CIMR Administrateur
SOCIETE DES BOISSONS DU MAROC	Représentant de la CIMR Administrateur
CFG BANK	Représentant de la CIMR Administrateur
CIMENTS DU MAROC	Représentant de la CIMR Administrateur
CIMR	Président Directeur Général
CREDIT IMMOBILIER & HOTELIER	Administrateur
EQDOM	Représentant de la CIMR Administrateur
HPARTNER	Représentant de la CIMR membre
IMC	Président du Conseil d'administration
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Représentant de la CIMR Administrateur
LAFARGE HOLCIM MAROC	Représentant de la CIMR Administrateur
LARBEL	Gérant
LESIEUR CRISTAL	Président du Conseil d'administration
OLEA CAPITAL FUND	Représentant de la CIMR Administrateur
OLEA TRADING	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE BERTIN	Administrateur
OLEA CAPITAL SOCIETE CENTRALE D'EXPLOITATION	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE III	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE II	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE I	Administrateur
RAMICAL	Président Directeur Général
RISMA	Représentant de la CIMR Administrateur
SAPRESS	Représentant de la CIMR Administrateur
SICAV CIMR AJIAL	Président Directeur Général
SICAV CIMR ATTADAMOUN	Président Directeur Général
SICAV CIMR FONCIA	Gérant
SICAV CIMR IDDIKHAR	Président Directeur Général
SICAV PREVOYANCE	Président Directeur Général
SICAV TRESO PLUS	Président Directeur Général
SOCHPRESS	Représentant de la CIMR Administrateur
SOMED	Représentant de la CIMR Administrateur
SONASID	Représentant de la CIMR Administrateur
UPLINE VENTURES	Représentant de la CIMR Administrateur
WARAK PRESS	Représentant de la CIMR Administrateur

M. Loo Cheau LEONG

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Leverian Holding Pte Ltd Singapore	Administrateur
Josovina Commodities Trading Ltd Labuan - Malaysia	Administrateur
Wilmar Tea Pte. Ltd.- Singapore	Administrateur
Olenex Holdings B.V. The Netherlands	Member of Supervisory Board
Wilmar Trading (Thailand) Co., Ltd.	Administrateur
Wilmar-Delta Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Delmar Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Sona Oils Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Shun Yi Holdings Limited - British Virgin Islands	Administrateur
Kenspot International Pte Ltd Singapore	Administrateur
Kerry Oils & Grains (China) Private Limited Singapore	Administrateur
Wilmar China Investments (Yihai) Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar China Investments Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar China New Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar China Northeast Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Consultancy Services Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Fujian Investments Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Golden Sea Investment Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Great Ocean Investment Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Trading (Asia) Pte. Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Trading (China) Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Yihai China Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Yihai Flour Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Yihai Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
WCP Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
WCL Holdings Limited Bermuda	Administrateur
Wilmar China Holdings Limited Mauritius	Administrateur
Wii Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Equatorial Africa Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Africa Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Africa Resources Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Tanzania Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar PZ International Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
African Oil Palm Limited Mauritius	Administrateur
Wilmar GF Singapore Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Trading Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar Pte. Ltd. Singapore	Administrateur

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Wilmar Sugar Australia Limited Australia	Administrateur
Wilmar Sugar SA Switzerland	Administrateur et Président
Alfa Trading Limited	Administrateur
Wilmar Agri Trading DMCC UAE	Administrateur
Shree Renuka Sugars Limited (listed on BSE Ltd and the National Stock Exchange of India Limited) Indida	Administrateur et membre du Comité d'Audit
Wilmar Sugar Americas Trading Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Josovina Commodities Pte Ltd Singapore	Administrateur
Yihai Kerry-Hysecs Trading Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar USA Inc. Delaware	Administrateur et trésorier
Wilmar Sugar Americas, S. de R.L. de Mexico	Administrateur
PT Sinar Meadow International Indonesia - Indonesia	Administrateur
Investment Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
CK Investment Holdings Pte.Ltd. - Singapore	Administrateur

M. Kwek Ju-Yang, MARK

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Wilmar Sugar Pte Ltd	Senior Manager
Wilmar Sugar USA Inc.	Administrateur et Secrétaire
Wilmar Sugar India Private Limited	Administrateur
Wilmar Sugar Americas, S. de R.L. de C.V.	Administrateur
COSUMAR S.A (Sociétés Anonymes)	Administrateur
Raizen and Wilmar Sugar Pte. Ltd.	Administrateur
Wilmar Sugar Americas Trading Pte. Ltd. (formerly known as Wilmar Sugar Americas Pte. Ltd.)	Administrateur

M. Vishesh KATHURIA

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Durrah Advanced Development Co	Membre du Comité de Risque et d'Audit

M. Régis Karim SALAMON

Aucun mandat

M. Virgilio LOPES FAGUNDES

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Raizen and Wilmar Sugar Pte Ltd	Administrateur et Chief Marketing Officer
CSC Sugar LLC	Administrateur

RCAR, représentée par Mme Ouafae MRIOUAH

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Marsa Maroc	Administrateur Membre du Comité Stratégie et Investissements Présidente du Comité Nomination, Rémunération et Gouvernance
JFC V	Administrateur
Chwiter Jdid (Ex SAI Mdiq)	Administrateur
FUIR	Administrateur
Cap Mezzanine II	Administrateur

Wafa Assurance, représentée par M. Mohamed Ramses ARROUB

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
LA COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCE (ATTIJARI ASS. TUNISE)	Administrateur
Wafa Assurance VIE SENEGAL	Administrateur
Wafa Assurance SENEGAL SA Non Vie	Administrateur
Wafa Assurance Vie CAMEROUN	Administrateur
PRO Assurance SA CAMEROUN	Administrateur
Wafa Assurance Vie Côte d'Ivoire	Administrateur
Wafa Assurance SA Côte d'Ivoire	Administrateur
A6 Immobilier	Administrateur
ACAMSA	Administrateur
Inter Mutuelles Assistance	Membre du Conseil de Surveillance
SUTA	Administrateur
SUCRUNION	Administrateur
MOROCCAN INFRASTRUCTURE FUND (MIF)	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
MARSA MAROC	Membre du Conseil de Surveillance
Wafa TAKAFUL	Administrateur

Assiduité aux séances du Conseil : nombre de réunions du Conseil pendant la période, taux de présence effective de chaque Administrateur

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration a tenu 5 réunions.

Administrateurs	Taux de présence effective aux séances du Conseil
M. Mohammed FIKRAT (démissionnaire au cours de la quatrième réunion)	80%
M. Abdellaziz ABARRO	100%
M. Jean-Luc Robert BOHBOT	100%
M. Khalid CHEDDADI	100%
M. Régis Karim SALAMON	100%
M. Virgilio LOPES FAGUNDES	60%
MUTUELLE MAROCAINE D'ASSURANCES "MAMDA", représentée par son Président Directeur Général, M. Hicham BELMRAH	100%
REGIME COLLECTIF D'ALLOCATION DE RETRAITE "RCAR", représenté par Mme Ouafae MRIOUAH, Directeur Général de CDG Capital Gestion	100%
Wafa ASSURANCE, représentée par son Président Directeur Général M. Mohamed Ramses ARROUB	100%
M. Mohamed Hicham CHEBIHI HASSANI (Nommé par l'AGO du 23/11/2021)	20%
M. Kwek Ju-Yang, MARK (Nommé par l'AGO du 23/11/2021)	0%
M. Loo Cheau LEONG (Nommé par l'AGO du 23/11/2021)	0%
M. Vishesh KATHURIA (Nommé par l'AGO du 23/11/2021)	0%

Rémunération des Administrateurs

Au titre de l'exercice 2021, il a été versé aux Administrateurs à titre de jetons de présence une somme brute maximum de 1.550.000 DH.

Processus d'évaluation de la performance de l'instance de gouvernance par rapport aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux

Le processus d'évaluation de la performance de l'instance de gouvernance par rapport aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux est en cours de mise en place.

Biographie / CV des Administrateurs

M. Abdellaziz ABARRO

Diplômé de l'Ecole Supérieure des Mines de Paris. Solide expérience dans la gestion des activités minières et industrielles. Plusieurs postes de grande responsabilité occupés au sein du Groupe ONA (devenu SNI en 2010 et ensuite Almada en 2018) en tant que Directeur Général du pôle Mines de 1993 à 1999, Directeur Général ONA chargé du Pôle agroalimentaire et Président Directeur Général de plusieurs filiales dans le même secteur de 1999 à 2004 et Président Directeur Général du Groupe Managem de 2004 à 2016.

Expérience	
2019 – présent	AB2 CONSULT Associé Gérant <ul style="list-style-type: none"> Conseil stratégique Gestion du changement Evaluation technico-économique et due diligence Gestion de la performance Conseil en Ressources Humaines
2016 – présent	AFRIMINES Associé Gérant <ul style="list-style-type: none"> Holding minier
2004 – 2016	MANAGEM Président Directeur Général <ul style="list-style-type: none"> Gestion de 12 filiales opérant sur 7 sites miniers avec un effectif de 5000 personnes Augmentation du chiffre d'affaires de 170 MM\$ à 450 MM\$ Consolidation du portefeuille minier avec l'acquisition de nouveaux permis et la découverte de nouvelles ressources Lancement de nouveaux projets miniers au Maroc et en Afrique subsaharienne
1999 – 2004	Groupe ONA Directeur Général du Pôle Agroalimentaire puis Président Directeur Général des filiales COSUMAR, BIMO, MARONA & LA MONÉGASQUE <ul style="list-style-type: none"> Gestion des activités agroalimentaires totalisant plus de 1000 MM\$ Modernisation et rationalisation des outils industriels Lancement d'investissements importants Développement de nouveaux produits
1993 – 1999	Groupe ONA Directeur Général du Pôle Mines <ul style="list-style-type: none"> Croissance externe par l'acquisition de la mine d'argent d'Imiter Augmentation du chiffre d'affaires de 65 MM\$ à 140 MM\$ Amélioration de la rentabilité des actifs
1987 – 1993	Groupe ONA Directeur Technique puis Directeur Général Adjoint du Pôle Mines <ul style="list-style-type: none"> Gestion de projets miniers Optimisation des méthodes d'exploitation et des procédés de traitement Réduction des coûts
1984 – 1987	Groupe ONA Directeur d'exploitation de la mine d'El Hammam <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la productivité Extension de la capacité de la mine
1979 – 1984	Groupe ONA Responsable du service d'exploitation de la mine de Beida <ul style="list-style-type: none"> Réalisation dans les délais et budget des travaux préparatoires et d'infrastructure d'un projet cuprifère d'une capacité de 50000 tonnes de concentrés par an Démarrage réussi de la production
Formation	
1976 – 1979	Diplôme d'Ingénieur Ecole Nationale Supérieure des Mines de Paris
Autres responsabilités	
1999 – 2020	Administrateur de plusieurs sociétés
2001 – 2004	Président de l'Association Professionnelle Sucrière (A.P.S)
1994 – 2002	Président de la Fédération de l'Industrie Minérale (FDIM)
1994 – 2002	Membre du Bureau de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM)

M. Hicham BELMRAH

Président du Conseil d'Administration et Représentant Permanent de la MAMDA

Monsieur Hicham Belmrah est Président Directeur Général de la MAMDA-MCMA. Expert-comptable et commissaire aux comptes, diplômé de l'Université de Bordeaux, M. Belmrah a effectué une carrière de plus de 25 ans en audit et Conseil auprès du cabinet Ernst & Young. Il assure également les fonctions de Président du Directoire de MAC - Mutuelle Attamine Chaabi et Administrateur Directeur Général de MAMDA RE –Société de réassurance.

M. Jean-Luc Robert BOHBOT (non communiqué)

M. Mohamed Hicham CHEBIHI HASSANI Senior Partner

Diplômé de l'Ecole Nationale des Travaux Public de l'Etat, et Sciences Po Paris, Mr Hicham Chebihi Hassani a plus de 25 ans d'expérience dans le secteur de la création, du rachat, du développement et de la restructuration d'entreprises.

Il a, entre autres, travaillé pour le compte du bureau parisien du cabinet Andersen, fondé et participé à plusieurs missions de Conseil au sein de Inetum Consulting et collaboré à plein temps au sein du prestigieux organisme public à Rabat dans le cadre d'une mission opérationnelle. Il est Senior Partner d'Atlas Capital depuis 2008.

M. Khalid CHEDDADI

Expérience	
Depuis octobre 2004	Président du Conseil d'Administration de la CIMR
Depuis septembre 2003	Directeur Général de la CIMR
De 2001 à 2003	Développement d'une affaire personnelle
De 1992 à 2000	Administrateur Directeur Général de la compagnie d'assurances L'Alliance Africaine, filiale du Groupe français GAN (Groupe des Assurances Nationales)
De 1981 à 1983	Enseignant de mathématiques à l'Ecole Hassania des Ingénieurs (dans le cadre du service civil)
Formation	
1981	Ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines - Paris
1979	Maîtrise en mathématiques appliquées - Paris VI
Autres activités professionnelles	
Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental Administrateur de plusieurs sociétés	

M. Charles Loo CHONG

M. Charles Loo CHONG est Directeur Financier du Groupe Wilmar International Limited. Nommé en juin 2020, il est responsable des comptes du Groupe, de la fiscalité, des finances, de la trésorerie et des risques fonctions de gestion du Groupe de sociétés Wilmar. Charles rejoint le Groupe en 2010 en tant que directeur financier principal et a été nommé directeur financier adjoint en janvier 2020.

Charles a 48 ans et est singapourien. Avant de rejoindre Wilmar, il a travaillé en tant que contrôleur financier du Groupe chez Allied Technologies Limited, assistant financier contrôleur chez Nippecraft Limited et senior manager (Assurance) chez Ernst et Young.

Charles a obtenu son baccalauréat en comptabilité de Nanyang Technological University.

Il est également comptable agréé à l'Institute of Singapore Chartered Accountants.

M. Kwek Ju-Yang, MARK

M. Kwek Ju-Yang, MARK, est Senior Manager chez Wilmar Sugar Pte Ltd, Wilmar International de la branche du commerce du sucre, supervisant les risques mondiaux, les opérations, la finance, la durabilité et le développement des affaires. Il est également responsable du portefeuille mondial de filiales d'exploitation, de coentreprises et d'associés de Wilmar International dans le segment du sucre.

Avant d'occuper son poste actuel, il était responsable du développement des affaires pour Wilmar International et a travaillé chez Bain & Company en tant que Senior Associate Consultant.

M. Kwek Ju-Yang, MARK est titulaire d'un baccalauréat en politique, philosophie et économie de l'Université de Pennsylvanie, où il a obtenu son diplôme avec mention.

M. Vishesh KATHURIA

Troisième cycle en finance et ingénieur de qualification, avec une expérience diversifiée de plus de 15 ans dans divers domaines de gestion dans le développement des affaires, la stratégie, les relations avec les investisseurs, les services bancaires d'investissement et le financement d'entreprise pour les clients de l'ensemble du pays.

Expérience professionnelle	
Juil 18 – Présent	<p>Wilmar Agri Trading DMCC - Dubai, U.A.E Gestionnaire du développement des affaires Les responsabilités comprennent le développement des affaires pour la division sucre de Wilmar, le partenaire financier pour les activités commerciales, et la gestion des actifs du portefeuille sucre pour le Groupe.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier et évaluer les opportunités d'investissement pour le Groupe dans le segment du sucre et le développement commercial pour le secteur sucrier dans la région Asie et CCG ; • Partenaire financier pour l'activité de négoce de sucre dans la région du CCG, de l'Asie et des Amériques, aidant à évaluer les risques, fournir des conseils sur la structure commerciale, négocier les limites bancaires et maintenir les relations entre les banques et les banques pour le bureau de commerce de sucre blanc basé à Dubai ; • Travailler avec des sociétés de portefeuille et gérer l'investissement Wilmar dans ces sociétés, en préparant une stratégie pour maximiser les retours sur investissement et le pont entre les équipes locales et l'équipe mondiale pour les opérations commerciales ; • Représenter Wilmar au sein de Comités clés de la société de portefeuille afin d'aider la haute Direction dans la gestion des risques, évaluation de la performance des entreprises et orientation stratégique.
Jun 16 – Jul 18	<p>IMAP Inde (Banque d'investissement) - Mumbai, India Vice-Président, Services bancaires d'investissement Les responsabilités comprennent le conseil aux clients sur la collecte de fonds par le biais d'actions / dettes structurées / dette privée, fusions et acquisitions ou dettes restructuration</p> <p>Origination de la transaction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les entreprises ayant des opportunités potentielles en termes de redimensionnement du capital, de réorganisation de la dette, levée/déploiement d'exigences de fonds sous forme de financement structuré, d'opportunités de fusions et acquisitions, etc. • Préparation de la documentation de pitch et analyse des clients potentiels pour la présentation de services appropriés. <p>Exécution de la transaction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion et coordination avec des tiers, y compris des cabinets d'avocats, des agences de diligence et d'autres tiers tout au long du cycle de vie de la transaction ; • Équipes de négociation dirigées et supervisées dans les domaines de la structuration des transactions, des négociations avec les investisseurs, de la modélisation financière, de l'évaluation, des interactions avec les clients et de la diligence raisonnable sur environ 10 transactions sur 2 ans.
Mai 10 – Mar 16	<p>Shree Renuka Sugars Limited - Mumbai, India Directeur général adjoint, Stratégie d'entreprise et finances Les responsabilités comprennent le financement de l'entreprise, la stratégie, la levée de fonds et les relations avec les investisseurs et les actionnaires pour le Groupe.</p> <p>Fusions et acquisitions et levée de fonds :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisé et travaillé de bout en bout sur plus de 8 transactions de désinvestissement / investissement, y compris les fusions et acquisitions de Filiales brésiliennes, cession de participation, processus de vente stratégique, etc. • Gestion de l'ensemble du processus, y compris la structuration des transactions, la due diligence des actifs (en Inde et au Brésil), négociation d'ententes, clôture et approbations réglementaires. • Relations avec les investisseurs et stratégie d'entreprise • Responsable de la gestion de la communication avec les parties prenantes externes, y compris le partenaire de la coentreprise, actionnaires, investisseurs, gestionnaires de fonds et analystes.
Formation	
2010	M.M.S. (Finance) Institut Jamnalal Bajaj d'études de gestion - Mumbai (JBIMS)
2009	(CFA) – Niveau 2 Analyste financier agréé Institut CFA - États-Unis
2005	B. Tech (ICT) Dhirubhai Ambani Institut d'information et Technologie de la communication (DA-IICT)

M. Régis Karim SALAMON (non communiqué)

M. Virgilio LOPES FAGUNDES

Expérience	
1 ^{er} Avr 2017 - Présent	Membre du Conseil, RAIZEN AND WILMAR PTE. LTD. Directeur Marketing, RAIZEN AND WILMAR PTE. LTD.
1 ^{er} Juin 2013	Actionnaire Unique, SMF28 SERVIÇOS EM AGRONEGOCIOS EIRELI
31 Janvier 2011	Directeur Général, WILMAR SUGAR BRASIL COMERCIAL LTDA.
2007 - 2010	Directeur Général, SUCDEN DO BRASIL LTDA. Directeur Général, ARAÇATUBA LOGISTICA PARTICIPAÇÕES LTDA.
2003 - 2007	Commerçant, SUCDEN DO BRASIL LTDA.
Formation	
1999 – 2000	UNIVERSITE CATHOLIQUE PONTIFICALE DE SAO PAULO Brazil Incomplete, opportunité d'emploi à Paris, France.
2002-2003	CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS - PARIS. Incomplete, opportunité d'emploi à Sao Paulo, Brazil.

Mme Ouafae MRIOUAH représentant permanent RCAR

22 ans d'expérience dans les domaines : Banque – Marchés des Capitaux – Gestion d'Actifs – Transformation & Conduite de projets complexes

Administrateur de Sociétés : Certificat IMA - UIR 2019

Compétences clés

Marché des Capitaux, Gestion d'actifs, Custody, Activités Bancaires
Private Equity
Gestion de grands projets de transformation, Organisation, Conduite de changement
Système d'information, Ressources Humaines, ...

Expérience

Directeur Général de « CDG Capital Gestion »
Directeur Général Déléguée de « CDG Capital »
9 Mandats d'Administrateur : 2 Sociétés Cotées, 1 Foncière, 1 Société Industrielle, 4 Sociétés de Gestion de Fonds
Membre de Comité d'Audit d'une société cotée
Membre de Comité Stratégique, d'Investissement, Nomination et Rémunération d'une société cotée
PDG d'une Société d'investissement

Depuis Septembre 2013	<p>Directeur Général de « CDG Capital Gestion » & Directeur Général Adjoint de « CDG Capital »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion de 140 Gdhs de Fonds institutionnels sur différentes classes d'actifs : Actions, Obligations, Immobilier, Private Equity, ... • Gestion de 70 Gdhs en OPCVM (Grand Public et dédiés) • Couverture de diverses stratégies d'investissements : Liability Driven Investment, gestion benchmarkée, performance absolue, produits à garantie, investissement à l'international ... • Conduite de plusieurs transactions d'investissement et désinvestissement dans des secteurs variés : immobilier, industrie, infrastructures...
2010 – 2013	<p>Directeur Délégué en charge du Pôle Ressources & Opérations de CDG Capital - Membre du Comex</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un schéma directeur informatique et conduite des projets de transformation IT • Refonte du système RH et déploiement d'un système de classification, politique rémunération, dispositif d'évaluation de performance • Centralisation des back office (bancaire, crédits, change, titres, ...) • Pilotage des activités de support : Finances, Achats & Logistique, Organisation & Qualité
2006 - 2010	<p>Directeur Custody et Services Bancaires - CDG Capital</p> <p>Développement et consolidation de l'activité custody du Groupe CDG : Près de 300 Gdhs d'actifs en conservation avec développement de la sous-traitance</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de l'activité commercial banking : monétique, télécompensation, gestion des engagements, ... • Participation active à l'élaboration et la conduite du plan stratégique de la Banque
2003 - 2006	Responsable Opérations & Services Financiers - CDG
2000 - 2003	Organisateur Senior – Organisation et Audit - CDG Refonte du système d'information bancaire de la CDG : rôle d'AMOA
1998 - 2000	Organisatrice - Organisation et Informatique - BMCI
Formation	
2004	Cycle Supérieur de Gestion – ISCAE
1998	Ecole Mohammadia d'Ingénieurs - Génie Informatique 1
1995	Classes Préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs, Lycée My Driss, Fès
1993	Baccalauréat Sc.Maths, Mention Bien
Certificats	Administrateur, Manager Coach

M. Mohamed Ramses Arroub représentant Wafa Assurance

M. Mohamed Ramses ARROUB est diplômé de l'école Polytechnique et l'école des Mines de Paris en 1991. M. ARROUB a entamé sa carrière en tant qu'Auditeur et Consultant Financier chez Arthur Andersen à Paris.

Depuis 1996 à 1999, il occupe les fonctions de responsable du département Finances et Contrôle de gestion. En parallèle, il enseigne à la faculté de Bordeaux et Pau.

En 2000, il rejoint CFG Group au Maroc en tant que Secrétaire Général et Directeur Délégué du métier « Corporate Finance » ;

En 2003, il est nommé Directeur Général Adjoint de la Compagnie CNIA Assurances (Maroc) ;

En décembre 2007, M. Ramses ARROUB est nommé Président Directeur Général de Wafa Assurance ;

En 2014, il devient Président Directeur Général d'Optorg, entreprise de distribution d'équipements industriels et de distribution automobile en Afrique, filiale du Groupe Al Mada ;

Depuis mai 2018, M. ARROUB est Président Directeur Général de Wafa Assurance.

Comités spécialisés

Comité Stratégique

Les missions du Comité stratégique se déclinent comme suit :

- Les orientations stratégiques majeures du Groupe et de ses principales filiales proposées par le management ou par le Conseil ;
- Les plans pluriannuels du Groupe et de ses principales filiales ;
- Les projets industriels, commerciaux ou techniques qui ont un impact significatif sur l'activité de l'entreprise et/ou ses principales filiales ;
- Les accords industriels, de partenariats ou de coopération avec des associés et dont l'impact sur l'activité de l'entreprise et/ou ses principales filiales est significatif ;
- Le budget annuel de l'entreprise et de ses principales filiales ;
- Les acquisitions, cessions, apports, baux ou crédit-bail qui constituent des questions réservées ou des questions réservées importantes.

Composition	
M. Hicham BELMRAH	Président du Conseil d'Administration
M. Jean-Luc Robert BOHBOT	Membre
M. Mohamed Ramses ARROUB	Membre, représentant Wafa Assurance
M. Régis Karim SALAMON	Membre
M. Ju-Yang Kwek, MARK	Membre
Réunions	
Au cours de l'exercice 2021, le Comité a tenu 2 réunions	

Comité des Risques et d'Audit

Les missions du Comité des Risques et d'Audit se déclinent comme suit:

- Revoir les méthodes et procédures d'audit et de comptabilité, s'assurer de leur pertinence et cohérence et du respect par la société et ses principales filiales de ces procédures ;
- Adresser des recommandations sur le contrôle juridique des états sociaux et financiers consolidés et la formulation d'avis sur les projets d'états financiers sociaux et consolidés annuels et intermédiaires établis par la direction et à soumettre au Conseil d'Administration ;
- Revoir les comptes et formuler des opinions sur les comptes annuels et semestriels préparés par le management et destinés à être soumis au Conseil pour approbation ;
- Revoir les plans d'actions annuels et rapports d'activité du service d'audit interne de la société et veiller à la mise en œuvre des recommandations antérieures ;
- Proposer au Conseil toute recommandation susceptible de renforcer le contrôle interne de la société y compris le risque management ;
- Mandater, le cas échéant, un expert indépendant pour effectuer une ou plusieurs missions d'audit sous les conditions déterminées par ce comité ;
- Faire des recommandations en relation avec toutes décisions d'investissement en relation avec les décisions importantes ;
- Préparer l'information à fournir aux actionnaires, au public et à l'AMMC ;
- Veiller à l'indépendance des commissaires aux comptes, notamment en ce qui concerne les services supplémentaires qui peuvent être fournis à toute entité contrôlée par la société, étant précisé que le Comité des Risques et d'Audit émet une recommandation spécifique à l'assemblée des actionnaires sur les contrôleurs légaux des comptes dont la nomination est proposée à l'assemblée des actionnaires.

Composition	
M. Mohamed Hicham CHEBIHI HASSANI	Président
M. Abdellaziz ABARRO	Membre
M. Virgilio LOPES FAGUNDES	Membre
Mme. Ouafae MRIOUAH	Membre, représentante permanente RCAR
Réunions	
Au cours de l'exercice 2021, le Comité a tenu 2 réunions	

Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance

Les missions du Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance se déclinent comme suit:

- Donner une opinion sur les critères utilisés pour la détermination de la rémunération (salaire de base, prime, méthode de calcul et d'indexation, programme de stock option) du management de la société et de ses principales filiales;
- Donner une opinion sur les règles et procédures relatives au recrutement, rémunération et les contrats de travail du management de la société et de ses principales filiales ;
- Revoir la politique ressources humaines de la société et de ses principales filiales en ce compris celle relative au recrutement, à la rémunération, à la formation et aux relations avec les salariés;
- Revoir l'organigramme du management supérieur de la société et de ses principales filiales ;
- Donner des recommandations concernant toute rémunération (que ce soit un salaire ou des honoraires) supérieure à 500 000 Dh net par an ;
- Proposer la charte du Conseil d'Administration et les autres politiques de gouvernance de la société sur une base périodique, à la demande du Conseil d'Administration ;
- Formuler des recommandations concernant la taille et la composition du Conseil, en tenant compte de la participation équilibrée des femmes et des hommes à la composition du Conseil ;
- Adopter la politique de diversité de l'entreprise et, dans le cadre de ce processus, recommander des objectifs mesurables pour atteindre la diversité des genres conformément à la loi n° 17-95 ;
- Proposer les processus organisationnels d'évaluation de la performance du Conseil et des Comités et assister le Conseil dans la mise en œuvre de ces processus.

Composition

M. Hicham BELMRAH	Président et représentant MAMDA
M. Jean-Luc Robert BOHBOT	Membre

Réunions

Au cours de l'exercice 2021, le Comité a tenu une réunion

Communication aux actionnaires au cours de l'exercice 2021

En ligne avec sa politique de communication financière, COSUMAR veille à assurer une communication régulière et transparente et met à disposition de ses actionnaires l'ensemble des communiqués et documents financiers sur son site web www.cosumar.ma

Communiqués de Presse	Journaux de Publication	Dates de Publication
Communiqué financier des indicateurs trimestriels au 31 décembre 2020	L'Economiste	26/02/2021
Communiqué financier semestriel des résultats au 31 décembre 2020	Les Inspirations ECO	18/03/2021
Avis de Réunion AGO	Finance News	30/04/2021
Communiqué financier des indicateurs trimestriels au 31 mars 2021	Les Inspirations ECO	31/05/2021
Communiqué post AGO	Les Inspirations ECO	11/06/2021
Communiqué financier des indicateurs trimestriels au 30 juin 2021	Finance News	31/08/2021
Communiqué financier semestriel des résultats au 30 juin 2021	Le Matin	11/09/2021
Communiqué de presse (Gouvernance)	Le Matin	16/10/2021
Avis de réunion AGM	L'Economiste	22/10/2021
Communiqué Financier des indicateurs trimestriels au 30 septembre 2021	L'Economiste	30/11/2021
Communiqué post AGM	Les Inspirations ECO	06/12/2021

Le Comité de Direction

Responsable du pilotage de la stratégie du Groupe, le Comité de Direction est une équipe de 9 membres aux compétences complémentaires et variées. Il réunit à la fois des directions opérationnelles et des fonctions support, représentant l'ensemble des activités et missions du Groupe COSUMAR.

Membres du Comité de Direction au 30 avril 2022

M. Hassan MOUNIR	Directeur Général
M. Abdelhamid CHAFAI EL ALAOUI	Directeur Général Adjoint
Mme Samira ABARAGH	Directrice de la Communication, de la RSE, du Mécénat, et du Sponsoring et Marketing par intérim
M. Moulay Ali ALAOUI	Directeur Commercial
M. Safouane CHIKHAOUI	Directeur Performances, Développement Projets Industriels et Innovation
M. Jaâfar EL AMRANI	Directeur de la Finance et du Contrôle de Gestion Directeur Général de la société Comaguis
M. Imad GHAMMAD	Directeur de la Supply Chain, des Achats et du Trading
Mme Sofia IFRAH	Directrice du Capital Humain
M. Ahmed MAHROU	Directeur Industriel Groupe COSUMAR

État des honoraires versés aux contrôleurs de comptes

En dirhams	E & Y						DELOITTE & PRICEWATERHOUSE					
	Montant/Année			Pourcentage/Année *			Montant/Année			Pourcentage/Année *		
	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019	2021	2020	2019
Commissariat aux Comptes, Certification, Examen des comptes individuels et consolidés	1 090 000,00	1 090 000,00	1 090 000,00	99,6%	99,9%	98,9%	770 000,00	770 000,00	620 000,00	98,8%	100%	98,1%
Émetteur	490 000,00	490 000,00	490 000,00	45%	45%	45%	490 000,00	490 000,00	340 000,00	64%	64%	54%
Filiales	600 000,00	600 000,00	600 000,00	55%	55%	55%	280 000,00	280 000,00	280 000,00	36%	36%	44%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	4 556,65	1 234,92	12 535,00	0,4%	0,1%	1,1%	9 052,00	-	12 000,00	1,2%	0,0%	1,9%
Émetteur	2 288,21	1 234,92	8 488,00	0%	0%	1%	5 020,00	-	12 000,00	1%	0%	2%
Filiales	2 268,44	-	4 047,00	0%	0%	0%	4 032,00	-	-	1%	0%	0%
Sous-total	1 094 556,65	1 091 234,92	1 102 535,00	100%	100%	100%	779 052,00	770 000,00	632 000,00	100%	100%	100%
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	1 094 556,65	1 091 234,92	1 102 535,00	100%	100%	100%	779 052,00	770 000,00	632 000,00	100%	100%	100%

Une gouvernance adaptée à une croissance durable

La démarche RSE du Groupe COSUMAR irrigue l'ensemble de ses activités, visant à une performance globale et une création de valeur partagée avec ses parties prenantes internes et externes.

Les actions RSE sont validées et suivies par le Comité de Direction, qui assure également le rôle de Comité de pilotage RSE.

À ce titre, une gouvernance et une organisation dédiées à la RSE ont été mises en place pour piloter les ambitions du Groupe et en assurer la cohérence et la coordination, des instances dirigeantes, aux équipes opérationnelles.

- Pour garantir la dimension stratégique et globale de la RSE, le Directeur Général du Groupe COSUMAR est le référent RSE au sein du Conseil d'Administration, afin que les enjeux sociaux, environnementaux et de bonne gouvernance soient pris en compte au plus haut niveau décisionnel de l'entreprise. Il est le garant de l'intégration et de la mise en œuvre des enjeux RSE au sein de la stratégie du Groupe.
- La Direction Communication, RSE, Mécénat et Sponsoring, dirigée par Madame Samira ABARAGH, assure le pilotage, la coordination et l'accompagnement des différentes fonctions opérationnelles et supports du Groupe dans la mise en œuvre de la stratégie RSE : Direction des Ressources Humaines, Direction Sûreté et Sécurité au travail, Direction de l'Amont agricole, Direction Industrielle, Direction Commerciale, Direction Supply chain, Direction Audit, Risk management et Contrôle interne, Direction des Achats du Groupe ...

Des Comités spécialisés transverses contribuent par ailleurs à la feuille de route et aux performances RSE et ce, sur des enjeux spécifiques. Ils assurent la mise en œuvre des différents volets de la stratégie RSE du Groupe et font remonter les informations extra-financières essentielles.

Comités spécialisés	Missions	Fréquence
Comité RSE, Réglementation et Communication	Définir la stratégie RSE et la stratégie Communication du Groupe Analyser les risques réputationnels et mettre en œuvre les actions de prévention/corrections Piloter et suivre le déploiement du plan d'action RSE Évaluer l'efficacité des actions mises en place Assurer le reporting des actions mécénat dans les territoires Piloter et suivre les actions de communication du Groupe Suivi des évolutions réglementaires	Mensuel
Comité Alerte et Vigilance	Organiser et piloter la gestion de la crise sanitaire	Hebdomadaire
Comité Industriel et Sécurité	Définir la stratégie de sécurité au travail Piloter et suivre les indicateurs sécurité et proposer les actions de prévention et de correction Coordonner les actions sécurité au travail avec les différentes entités Définir la stratégie environnementale du Groupe Définir la stratégie qualité Groupe Piloter et évaluer la mise en œuvre des plans d'action	Mensuel
Comité RH et Digital	Définir la stratégie de gestion du capital humain en alignement sur la stratégie du Groupe Piloter les actions mises en œuvre et assurer le reporting des indicateurs RH	Mensuel
Comité Commercial et Marketing	Définir la stratégie de relations clients Assurer le reporting des enquêtes de satisfaction clients	Mensuel
Comité Opérationnel	Assurer le reporting des réclamations des parties prenantes et évaluer l'efficacité des actions	Hebdomadaire

Cette organisation s'accompagne d'une politique active de communication et de sensibilisation aux enjeux de la RSE et du développement durable à l'égard de l'ensemble du capital humain du Groupe.

En 2021, le Groupe COSUMAR a participé au premier Baromètre de la perception de la RSE au sein des grandes entreprises marocaines mis en place par le cabinet de Conseil en RSE, Déclit, et la plateforme d'innovation durable, Les Rencontres Responsabilité & Performance.

Les résultats de cette consultation montrent que 93% de ses collaborateurs répondants souhaitent être impliqués dans la stratégie RSE de COSUMAR, principalement par l'accompagnement et le soutien d'initiatives sociales et sociétales. La majorité plébiscitent plus d'informations concrètes pour pouvoir s'engager davantage.

84% déclaraient que leur fonction comporte une dimension RSE et 85% estiment que la RSE représente un facteur d'attachement au Groupe COSUMAR.

L'éthique et la conformité : le socle des engagements du Groupe

Un engagement collectif et responsable

Les engagements exprimés dans la démarche relative à la responsabilité sociétale du Groupe COSUMAR sont guidés par les plus hauts standards d'intégrité et de loyauté des pratiques. Portées au plus haut niveau, ses valeurs sont déclinées en principes éthiques qui servent de guide à l'action au sein de toutes ses activités.

En se conformant à la réglementation marocaine et aux meilleurs standards en la matière, COSUMAR s'est doté :

- D'un code de déontologie qui définit un certain nombre de règles et de conduite applicables aux personnes initiées, notamment la conformité aux lois et réglementation en vigueur au Maroc, la lutte contre les abus de marché, la gestion des conflits d'intérêt ainsi que la lutte contre la corruption.
- D'un code d'éthique qui définit les règles de conduites minimales communes lesquelles doivent guider les comportements de l'ensemble des collaborateurs du Groupe COSUMAR tant en son sein qu'à l'égard des personnes et entités tierces qui sont en relation avec le Groupe. Ce code définit également les droits et procédures d'alerte mis en place pour garantir, au profit de chacun, l'application effective de ces règles.

Les principes de loyauté des pratiques et de transparence sont portés par l'ensemble des collaborateurs grâce à l'ancrage d'une culture de responsabilité fondée sur des valeurs fortes, développée à toutes les échelles du Groupe et diffusée à ses parties prenantes externes.

Conscient de sa responsabilité vis à vis de l'écosystème au sein duquel il opère, COSUMAR soutient et respecte les principes universels des Droits Humains et s'engage à prévenir et réparer toutes situations présentant une atteinte aux droits de l'Homme tels que stipulés dans la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail.

L'ensemble de ses engagements et principes d'action s'inscrivent dans la trajectoire des 17 Objectifs du Développement Durable développés par les Nations Unies en 2015 et sur lesquels le Groupe s'appuie pour assurer son devoir de redevabilité.

Une ambition d'exemplarité éthique réaffirmée

En 2021, le Groupe COSUMAR a renouvelé son engagement pour l'intégrité et la loyauté de ses pratiques, à travers la mise à jour de son code d'éthique et de conduite des affaires.

En conformité avec le référentiel international ISO 26000, le code d'éthique et de conduite des affaires apporte un cadre de référence sur ce qui est attendu de chacun dans les activités professionnelles et les comportements vis-à-vis de l'ensemble des interlocuteurs du Groupe : clients, collaborateurs, fournisseurs, partenaires...

Il définit également l'engagement de COSUMAR en faveur de l'environnement vers lequel il souhaite minimiser ses impacts, et vis-à-vis de la société civile au sens large, au sein de laquelle il entend jouer pleinement son rôle d'entreprise citoyenne et responsable.

Y sont décrits notamment :

- les dispositions relatives au respect des droits de l'Homme,
- les obligations en matière de prévention de la corruption,
- les dispositions relatives à la gestion du capital humain,
- la conduite éthique des affaires : le respect des lois, les relations avec le client, les relations avec les fournisseurs, le respect de la libre concurrence, la prévention des conflits d'intérêts, la prévention de la corruption, la protection des biens,
- la conduite en matière d'éthique financière,
- les dispositions relatives au comportement vis-à-vis des communautés.

Le code d'éthique et de conduite des affaires est destiné et accessible à l'ensemble des collaborateurs dès leur intégration au sein du Groupe. Il leur incombe de connaître, respecter et mettre en œuvre les principes d'actions et règles de conduite qui y sont édités.

Le code précise, à cet effet, que tout manquement à cette obligation expose le collaborateur à des sanctions disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement ainsi qu'à des poursuites civiles et pénales, le cas échéant.

La mise en œuvre de la démarche éthique du Groupe COSUMAR se renforce progressivement, avec notamment, la formation de son Comité de Direction au système de management anti-corruption ISO 37001 opérée en 2021.

La norme ISO 37001 exige que les organisations mettent en œuvre une série de mesures et de contrôles de manière raisonnable et proportionnée pour aider à prévenir, détecter et traiter la corruption. Ces mesures comprennent :

- L'adoption d'une politique et de procédures de lutte contre la corruption
- La démonstration par la Direction de son leadership et son engagement
- La désignation d'une personne ou fonction chargée de superviser la conformité à cette politique
- Une formation anti-corruption
- Des actions correctives et d'amélioration continue
- Un devoir de vigilance et l'évaluation des risques de corruption relatifs à certains projets ou partenaires commerciaux
- La mise en œuvre de moyens de contrôle financiers, commerciaux et contractuels, ainsi qu'en matière d'achats
- L'engagement de procédures de signalement, de suivi, d'enquête et d'audits

Pour soutenir sa politique éthique et conformité, le Groupe COSUMAR a prévu un dispositif d'alerte professionnelle qui sera déployé en 2022, permettant à chacun d'être acteur de la prévention des risques éthiques et des entraves aux principes du code déontologique.

Fort des initiatives et des engagements de COSUMAR en matière d'éthique et de loyauté dans la conduite des affaires, aucun incident de corruption n'est à signaler en 2021.

Pour un progrès partagé, au cœur de la démarche RSE du Groupe COSUMAR

Entretien avec Mme Samira ABARAGH

Directrice de la Communication, de la RSE, du Mécénat, et du Sponsoring et Marketing par intérim

En 2021, COSUMAR a mené sa première analyse de matérialité, quels sont les principaux enseignements que vous en avez tiré ?

S-A L'analyse de matérialité a constitué pour COSUMAR une étape importante dans la montée en maturité de notre engagement RSE. Elle a permis d'identifier de façon très claire les principaux enjeux que nous devons prioriser pour les années à venir. Il s'agit du premier exercice de ce genre pour notre Groupe et de cette ampleur. Les attentes de nos parties prenantes sont en corrélation étroite avec les objectifs stratégiques de notre Groupe, ce qui en quelque sorte nous conforte et nous permettra d'adresser ces enjeux de façon plus efficace.

Quels impacts a eu l'analyse de matérialité sur la formalisation de la nouvelle politique RSE ?

S-A Les résultats de cette première analyse de matérialité sont pour nous des données fondamentales dans la revue de notre politique RSE. Il faut savoir que des nouveaux enjeux ont émergé et qui sont influencés par le contexte que nous vivons. Le changement climatique et ses conséquences sur la question de l'eau, la sécurité alimentaire ou encore la santé et la sécurité au travail sont devenus aujourd'hui des axes prioritaires pour COSUMAR.

« L'analyse de matérialité a constitué pour COSUMAR une étape importante dans la montée en maturité de notre engagement RSE. »

Comment COSUMAR compte mettre en place et déployer les prochaines actions de sa politique RSE ?

S-A Le déploiement des nouvelles ambitions de COSUMAR en termes de durabilité a déjà commencé. Les résultats de cette consultation ont été d'abord challengés par le Comité de Direction avant d'être partagés avec l'ensemble des collaborateurs.

Un plan d'action global a été élaboré afin d'être déployé dans l'ensemble de nos sites. Bien sûr, les parties prenantes internes, la Direction du Capital Humain, l'Amont agricole, le Commercial, les Achats, le Marketing entre autres, sont les acteurs de la réussite de notre stratégie RSE.

Au coeur de l'écosystème de COSUMAR

Un engagement fondé sur l'écoute, le dialogue et la confiance

Engagé à créer de la valeur durable pour l'ensemble de son écosystème, tout en assurant sa performance globale, le Groupe COSUMAR entretient depuis de nombreuses années une politique de dialogue structurée tant en interne avec ses collaborateurs et ses partenaires sociaux, qu'en externe avec les agriculteurs, les fournisseurs, les consommateurs, les actionnaires, les communautés ...

COSUMAR s'attache à conduire ses projets structurants en tenant compte des attentes de ses parties prenantes dans une démarche d'écoute, de transparence et de proximité afin de mieux répondre à leurs attentes, favoriser la création de valeur partagée et renforcer les liens de confiance qui les unit aux acteurs de son écosystème.

La cartographie ci-après représente schématiquement l'écosystème des parties prenantes du Groupe ainsi que la diversité des outils d'information et des modes de dialogue déployés pour chaque catégorie.

Cartographie des parties prenantes du Groupe COSUMAR

	Collaborateurs	Fournisseurs	ONG-Associations	Institutions	Actionnaires et investisseurs	Agriculteurs
Outils de communication	<ul style="list-style-type: none"> Newsletter Réseau social d'entreprise Intranet (Digital RH) Conventions Site web Formations et sensibilisations 	<ul style="list-style-type: none"> Plateforme digitale E-Buy COSUMAR Formations et sensibilisations Salons Réunions fournisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> Site web Réseaux sociaux Rapport Financier Rapport Annuel Rapport ESG 	<ul style="list-style-type: none"> Site web 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports financiers annuels Résultats financiers semestriels et annuels Communiqués de presse Site web 	<ul style="list-style-type: none"> Site web Plateforme digitale "Attaissir" Séminaires Formations et sensibilisations
Modalités de dialogue	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue quotidien et en continu avec la hiérarchie Dialogue via les représentants du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> Formation E-Buy COSUMAR (Arabe, Français et Anglais) Assistance en continue 	<ul style="list-style-type: none"> Réunion avec les partenaires associatifs Réunions sur sites Réponses aux sollicitations 	<ul style="list-style-type: none"> Participation aux réunions des fédérations professionnelles : interprofessions, sectorielles Réunions de dialogue avec les autorités publiques 	<ul style="list-style-type: none"> Assemblée Générale des Actionnaires Conférences 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagnement et soutien au quotidien Réunions sur sites
Accord / partenariat	<ul style="list-style-type: none"> Formations internes et externes Financement de formations certifiantes 	<ul style="list-style-type: none"> Politique « Achat responsable » 	<ul style="list-style-type: none"> Mécénat (dons) Partenariat avec des associations 			<ul style="list-style-type: none"> Contrat d'agrégation

	Partenaires sociaux	Enseignement et recherche	Client	Communautés riveraines	Médias	Agences de notations financières et extra-financières
Outils de communication		<ul style="list-style-type: none"> Forum grandes écoles Actions de sensibilisation auprès des écoles environnantes Réseaux sociaux Site internet 	<ul style="list-style-type: none"> Site web corporate et marques Enquête de satisfaction Réunions planifiées Séminaires et salons Salesforces pour traitement des réclamations 	<ul style="list-style-type: none"> Évènements spécifiques : réunions d'écoute 	<ul style="list-style-type: none"> Évènements spécifiques : réunions d'écoute Site web Rapport Financier Rapport Annuel Rapport ESG 	<ul style="list-style-type: none"> Publication des indicateurs ESG Site web corporate Rapport Financier Annuel Rapport ESG
Modalités de dialogue	<ul style="list-style-type: none"> Agenda social élaboré avec la Direction du capital humain Sessions de dialogues spécifiques dans chaque site 	<ul style="list-style-type: none"> Accueil de stagiaires, Projet de fin d'études Projet de recherche et d'innovations avec des instituts de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> Séminaires Adresse directe de réclamation Numéro vert pour réception des réclamations Saisie des réclamations en direct par les chefs d'agences sur le CRM 	<ul style="list-style-type: none"> Dialogues avec les autorités locales Journée portes ouvertes des sites 	<ul style="list-style-type: none"> Réunions et entretiens Points presse Conférence de presse 	<ul style="list-style-type: none"> Réponse aux questionnaires et aux sollicitations ponctuelles Prise en compte des attentes des agences de notation
Accord / partenariat		<ul style="list-style-type: none"> Partenariats tripartites avec les académies régionales d'éducation 	<ul style="list-style-type: none"> Contrats avec les clients 	<ul style="list-style-type: none"> Axe de mécénat : développement local 		



Évaluation de la satisfaction de l'amont agricole

En 2019, COSUMAR a reconduit son Baromètre amont agricole initié lors de la campagne 2013-2014, avec pour objectif d'une part, de mesurer la satisfaction des partenaires de l'amont agricole au niveau des 5 régions sucrières que sont Doukkala, Gharb, Loukkos, Tadla et Moulouya et d'autre part, de déterminer les leviers d'amélioration de la qualité de service et des prestations assurées par le Groupe.

Des entretiens qualitatifs et quantitatifs ont été réalisés auprès de panels d'agriculteurs, de Conseillers, de distributeurs, de sociétés de transport, de prestataires de travaux et de partenaires institutionnels.

Ce sondage, à large échelle, a permis à COSUMAR d'identifier de nouveaux axes de progrès et de mettre en place les dispositifs d'accompagnement nécessaires en tant qu'agrégateur.

Perception des enjeux RSE par le capital humain de COSUMAR

En 2021, COSUMAR a participé au premier baromètre de la perception de la RSE au sein des grandes entreprises marocaines lancé par le cabinet conseil en RSE, Déclic, et la plateforme d'innovation durable, "Les Rencontres Responsabilité & Performance", à travers la contribution d'un panel de 47 collaborateurs répondants dont 53 managers et 57 non managers.

En engageant cette démarche, COSUMAR a pu évaluer le niveau d'appropriation des enjeux de la durabilité et identifier les leviers d'action à engager pour renforcer leurs engagements en faveur d'une croissance durable.

85 % des répondants estiment que la RSE représente un facteur d'attachement au Groupe COSUMAR et 84% déclarent que leur fonction comporte une dimension RSE.

COSUMAR précise le périmètre de ses engagements : Analyse de matérialité

Pour nourrir et consolider sa stratégie RSE, le Groupe COSUMAR a initié en 2021, une première étude de matérialité, afin de redéfinir et de hiérarchiser ses enjeux en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise.

Cette étape essentielle a permis de mener une large consultation avec ses parties prenantes internes et externes afin de vérifier la pertinence des enjeux prioritaires à adresser et de poser les jalons des ambitions stratégiques du Groupe, en termes de croissance durable.

Afin de garantir la méthodologie de l'ensemble du processus d'analyse de matérialité, COSUMAR a fait appel à un cabinet d'experts indépendant pour l'accompagner dans la mise œuvre de cet exercice.

Pour ce faire, COSUMAR a suivi une méthodologie en trois temps :

- **Une phase préparatoire d'identification des enjeux**, au cours de laquelle a été élaborée une liste de 17 enjeux significatifs pour COSUMAR. L'identification des enjeux RSE de COSUMAR sur l'ensemble de sa chaîne de valeur s'est basée sur différents référentiels internationaux (ISO 26000, GRI), une analyse documentaire interne, un diagnostic des macro-tendances RSE impactant le Groupe et son activité ainsi qu'un benchmark sectoriel.

Ces enjeux sont répartis en cinq thématiques :

Environnement

- Agriculture durable et protection de la biodiversité
- Gestion durable des ressources et de l'eau
- Emballages responsables, éco-conception et économie circulaire relative aux emballages
- Gestion des déchets et impact environnemental

Engagement territorial et relations avec les parties prenantes

- Engagement communautaire et impact socio-économique
- Promotion de la RSE dans la chaîne de valeur
- Développement des technologies et accès à la technologie
- Sensibilisation et intégration de la RSE dans les relations clients – consommateurs

Capital humain

- Relations employeurs – employés et bien être au travail
- Gestion et développement du capital humain
- Dialogue social et respect des droits de l'Homme
- Santé et sécurité au travail

Responsabilité liée aux produits

- Accessibilité des produits et sécurité alimentaire
- Qualité, sécurité et traçabilité des produits
- Diversité et qualité nutritionnelle des produits

Gouvernance et Éthique des affaires

- Communication transparente et étiquetage des produits
- Gouvernance responsable et éthique des affaires

■ **Une phase de consultation** menée auprès d'un large panel de 19 catégories de parties prenantes selon une approche mixte : 94 entretiens qualitatifs conduits auprès de 67 parties prenantes externes et 27 parties prenantes internes ainsi qu'une enquête en ligne quantitative administrée auprès de plus de 900 parties prenantes internes et externes.

Les parties prenantes consultées sont les suivantes : collaborateurs; partenaires sociaux ; actionnaires; fournisseurs; clients grande et moyenne surface; prestataires stratégiques; clients industriels; partenaires; agriculteurs; grossistes; chambres d'agriculture; partenaires académiques; ONG environnementales; associations locales; associations nationales; associations de consommateurs; associations de détaillants; départements ministériels.

Cette approche mixte a permis de recueillir leur évaluation sur les différents enjeux ainsi que leur perception et propositions.

La consultation a porté sur les périmètres suivants:

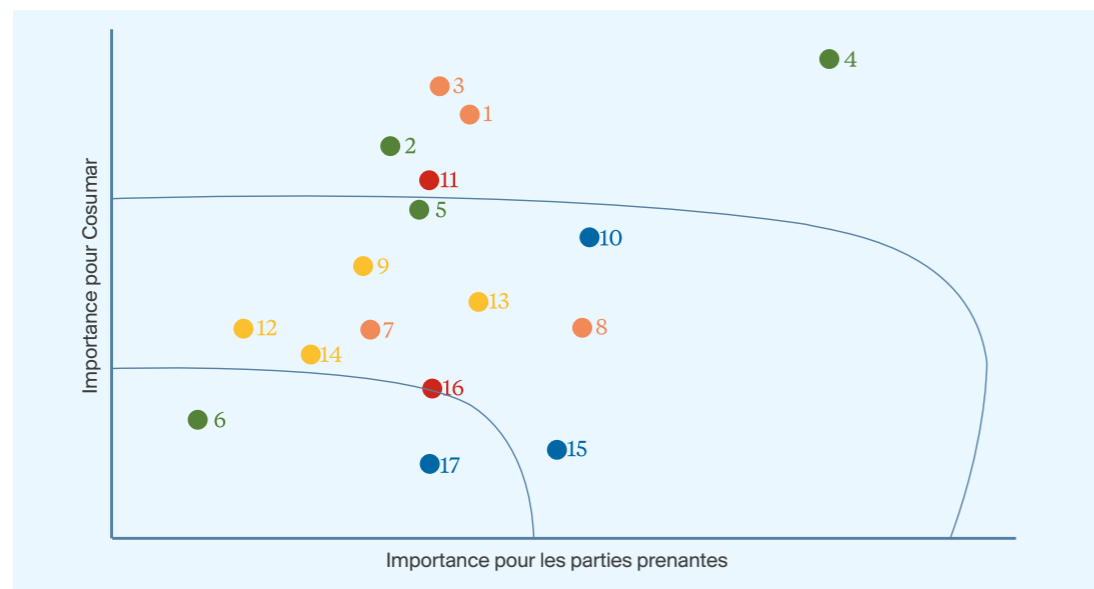
- L'importance de l'enjeu pour la partie prenante ;
- La perception de la performance de COSUMAR sur l'enjeu ;
- Le niveau de connaissance des actions entreprises par COSUMAR pour répondre à l'enjeu ;
- La perception de l'efficacité des actions entreprises pour répondre à l'enjeu ;
- Les propositions d'amélioration pour mieux adresser l'enjeu.

■ **Une phase de hiérarchisation des enjeux et leur priorisation selon trois niveaux**

(très élevé, élevé, modéré), tenant compte à la fois de l'importance qu'ils revêtent pour les parties prenantes et de l'impact sur l'activité du Groupe.

Cette priorisation des enjeux, confortée par les évaluations des agences de notation extra-financières a permis de formaliser les nouvelles ambitions de COSUMAR en termes de croissance durable.

L'illustration de la matrice ci-dessus permet d'identifier 3 grandes catégories au sein des 17 enjeux identifiés.



- Enjeux Sociaux
- Enjeux Environnementaux
- Responsabilité liée aux produits
- Ethique des affaires
- Engagement territorial et relations avec les parties prenantes

ENJEUX

- | | | |
|--|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Gestion et développement du Capital Humain 2. Agriculture durable et à la biodiversité 3. Relations employeurs-employés et le bien-être au travail 4. Gestion durable des ressources et de l'eau 5. Gestion durable des déchets et d'impact environnemental 6. Éco-conception et à l'économie circulaire relative aux emballages 7. Dialogue social et au respect des droits de l'Homme | <ol style="list-style-type: none"> 8. Santé et la sécurité au travail 9. Engagement communautaire et aux impacts socio-économiques 10. Qualité, la sécurité et la traçabilité des produits 11. Gouvernance responsable et l'éthique des affaires 12. Promotion de la RSE dans la chaîne de valeur 13. Développement des technologies et l'accès à la technologie 14. Sensibilisation et l'intégration de la RSE dans les relations avec les clients/consommateurs | <ol style="list-style-type: none"> 15. Accessibilité des produits et la sécurité alimentaire 16. Communication transparente et l'étiquetage des produits 17. Diversité et la qualité nutritionnelle des produits |
|--|--|---|

IMPORTANCE TRÈS ÉLEVÉE

- Gestion durable des ressources et de l'eau
- Gestion et développement du Capital Humain
- Agriculture durable et biodiversité
- Relations employeurs / employés et bien-être au travail
- Gouvernance responsable et éthique des affaires

IMPORTANCE ÉLEVÉE

- Gestion durable des déchets et impact environnemental
- Qualité, sécurité et traçabilité des produits
- Santé et sécurité au travail
- Accessibilité des produits et sécurité alimentaire
- Développement des technologies et accès à la technologie
- Communication transparente et étiquetage des produits
- Engagement communautaire et impacts socio-économiques
- Dialogue social et respect des Droits de l'Homme
- Sensibilisation et intégration de la RSE dans les relations clients-consommateurs
- Promotion de la RSE dans la chaîne de valeur

IMPORTANCE MODÉRÉE

- Eco-conception et économie circulaire relative aux emballages
- Diversité et qualité nutritionnelle des produits

Caring 4 the future : la démarche RSE du Groupe COSUMAR

Convaincu qu'une croissance n'est pérenne que si elle est partagée, le Groupe COSUMAR place les enjeux du développement durable au cœur de son projet d'entreprise et de sa culture managériale.

Face aux enjeux contemporains, son ambition est d'être un acteur porteur d'innovation et de croissance durable, bénéficiant à l'ensemble de son écosystème. Engagé dans une dynamique de progrès à la fois responsable et inclusif, COSUMAR a à cœur de construire avec et pour ses parties prenantes, des modèles compétitifs économiquement, responsables socialement et respectueux de la Terre et des ressources naturelles.

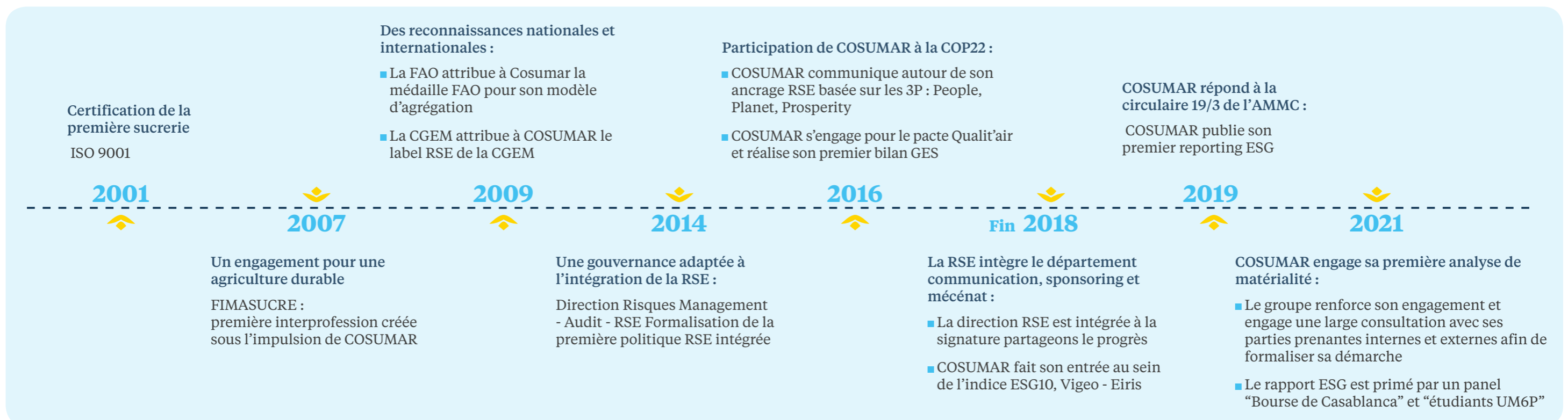
La nouvelle démarche RSE irrigue la culture du Groupe ainsi que l'ensemble de ses activités, partout où il opère, à travers 4 axes stratégiques déclinés en 13 engagements, et qui s'inscrit dans la trajectoire de sa signature « Partageons le progrès ».

Cette démarche a été formalisée au sein d'une charte qui sera déployée, à partir de juin 2022, auprès de l'ensemble des collaborateurs et sera accessible en ligne sur le site web : www.cosumar.ma

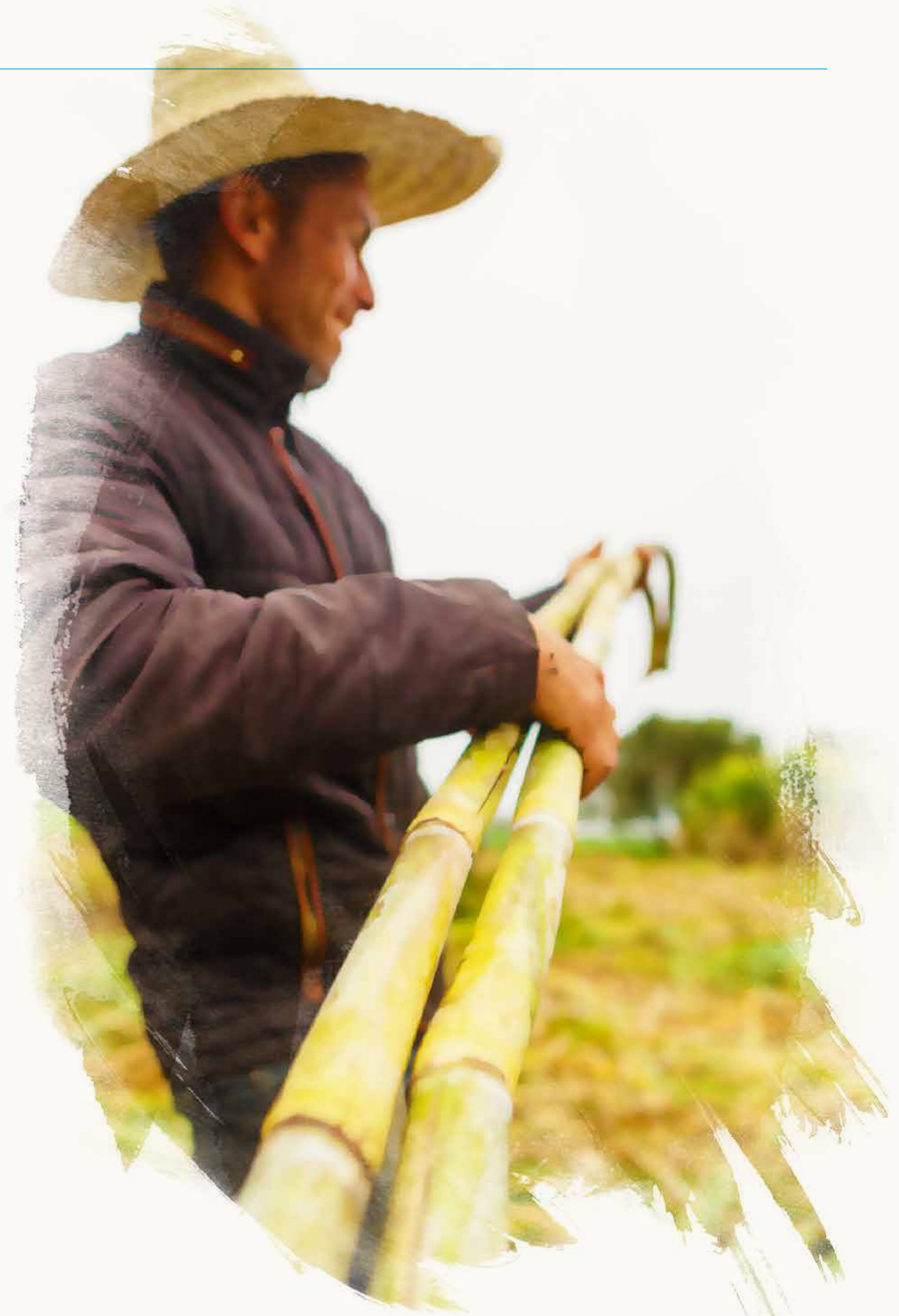
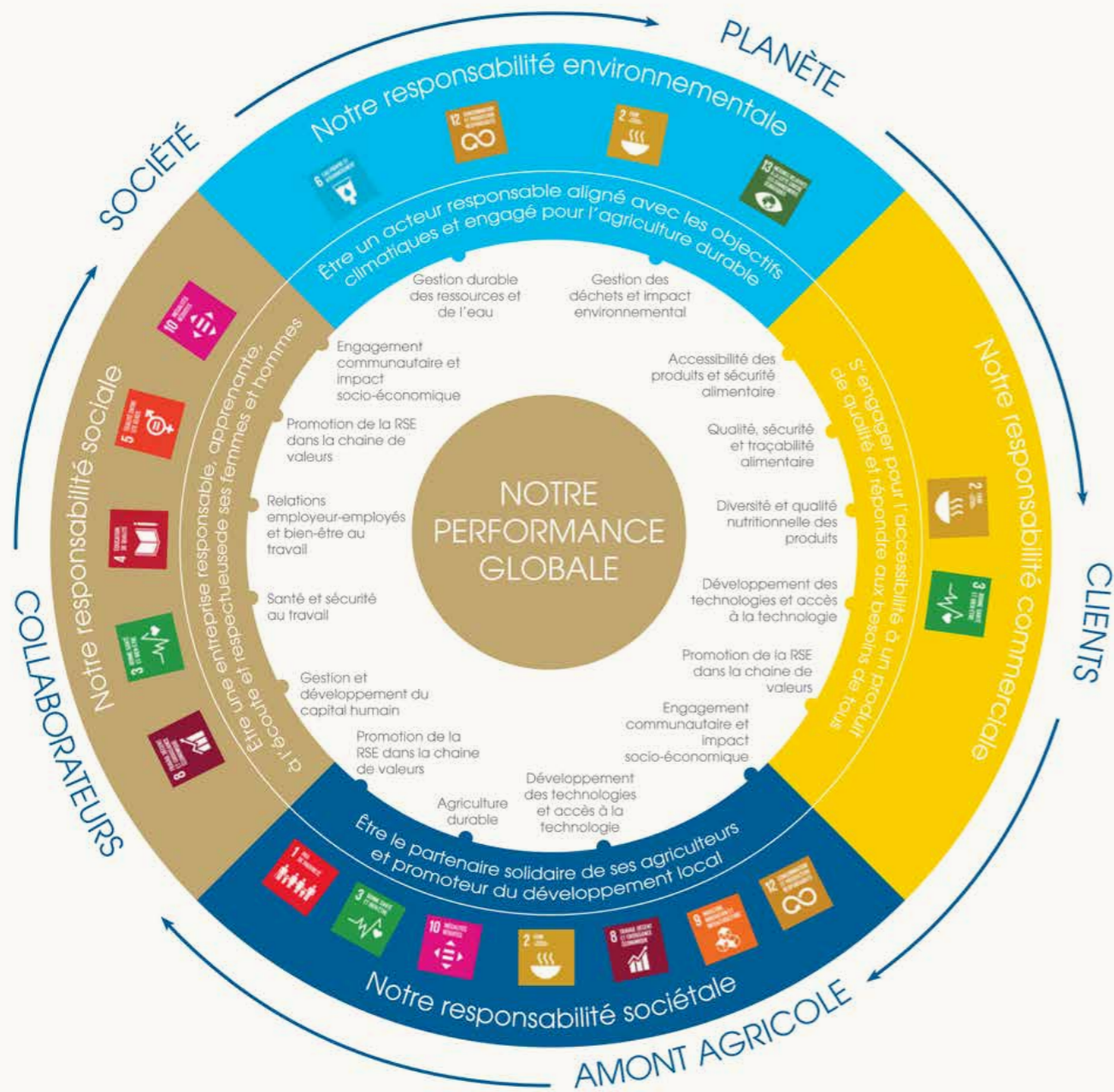
AXES PRIORITAIRES POUR UNE CROISSANCE DURABLE ET UN PROGRÈS PARTAGÉ

Pour la protection et la préservation de la planète	Pour les femmes et les hommes de COSUMAR	Pour nos agriculteurs et les acteurs de nos territoires d'ancrage	Pour nos clients et nos consommateurs
<ul style="list-style-type: none"> ■ Concevoir et mettre en œuvre des solutions innovantes pour la gestion durable des ressources naturelles et l'optimisation de l'eau. ■ Renforcer notre engagement en faveur d'une agriculture raisonnée et durable pour contribuer aux enjeux climatiques et répondre aux attentes de nos agriculteurs. ■ Inscrire nos activités dans une logique d'économie circulaire visant à limiter notre empreinte environnementale 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Maintenir une vigilance continue en matière de santé et de sécurité au travail pour nos collaborateurs et tous les partenaires opérant sur nos sites. ■ Cultiver l'excellence de nos talents par l'accompagnement et le développement de compétences. ■ Veiller à l'environnement professionnel de nos collaborateurs et favoriser les conditions du bien-être au travail. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Cultiver le lien durable et équitable qui nous unit à nos agriculteurs partenaires par le soutien financier, l'accompagnement social et l'encadrement technique. ■ Promouvoir des pratiques responsables tout au long de la chaîne de valeur, en engageant nos fournisseurs et nos partenaires. ■ Développer des technologies et faciliter leur accès, au service de solutions de production et d'approvisionnement durables et responsables. ■ Renforcer notre ancrage local et dynamiser le développement socio-économique des régions et des communautés. 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Garantir à nos clients et à nos consommateurs des produits de qualité, de la production à l'utilisation. ■ Garantir l'accessibilité et la disponibilité de nos produits à l'échelle du royaume ■ Développer des gammes de produits répondant à des besoins nutritionnels spécifiques et accompagner des habitudes et des pratiques alimentaires en évolution rapide.

L'histoire d'un groupe engagé pour un développement durable



La roue de la performance globale du Groupe COSUMAR



Pour les femmes et les hommes de COSUMAR

Le Groupe COSUMAR place la valorisation de son capital humain au cœur de sa politique RSE. Au fil des années, COSUMAR a bâti un environnement de travail qui garantit, en premier lieu, la santé et la sécurité de ses collaboratrices et collaborateurs ainsi que des conditions de travail favorables à leur bien-être et à leur évolution professionnelle au sein de l'entreprise.

Pour soutenir sa performance et son développement, le Groupe est engagé pour une gestion des carrières optimale afin de fidéliser ses collaboratrices et collaborateurs, au moyen d'une gestion de talents rigoureuse, non discriminante et libératrice de potentiels.

Garantir un environnement de travail sain et sécurisé : première préoccupation du Groupe COSUMAR

Une démarche active de prévention et de maîtrise des risques

COSUMAR veille à garantir à toutes les personnes sur ses sites : collaboratrices et collaborateurs, intérimaires et sous-traitants, des conditions et un environnement de travail sûrs. Pour cela, le Groupe a développé une démarche forte de prévention et d'accompagnement, déterminé à atteindre le seul objectif acceptable de zéro accident du travail et zéro maladie professionnelle.

Pour assurer l'identification, la prévention et la maîtrise des risques en matière de santé et de sécurité, COSUMAR s'appuie sur un système de management structuré autour des principes suivants : développer les compétences des collaboratrices et collaborateurs, prestataires et sous-traitants en matière de risques, assurer la conformité des installations à la réglementation et aux normes en vigueur, maîtriser les risques opérationnels et assurer les inspections et les audits. A ce titre, l'ensemble des sites du Groupe répondent au système de management de la santé et de la sécurité au travail ISO 45001, qui vise à améliorer la sécurité des collaboratrices et collaborateurs, réduire les risques sur le lieu de travail et créer des conditions de travail meilleures et plus sûres.

Engagé dans une démarche de progrès et d'amélioration continue en matière de santé et de sécurité, le Groupe a développé une politique et une culture sécurité, articulées autour de la prévention, de l'information et de la sensibilisation. Portées au plus haut niveau du Groupe, elles ont pour objectif d'agir à la fois sur l'organisation et les comportements, afin de prévenir efficacement les accidents.

Les principes et engagements de COSUMAR ont été formalisés dans une charte sécurité, afin qu'ils soient partagés par tous - managers, collaboratrices et collaborateurs et parties prenantes externes - selon les axes prioritaires suivants :

- Développer une culture santé et sécurité au travail en vue de prévenir les préjudices du personnel;
- Respecter les exigences légales et réglementaires ainsi que les autres exigences applicables ;
- Maintenir un système global de management de la Sécurité conçu pour améliorer en permanence notre performance et gérer de manière proactive les risques de nos activités ;
- Développer le capital humain et promouvoir la consultation et la participation des travailleurs pour soutenir la stratégie du Groupe COSUMAR et assurer l'excellence opérationnelle de nos activités.

Un accompagnement comportemental et pédagogique

COSUMAR a mis en place une organisation dédiée, en désignant, au niveau de chaque entité du Groupe, un référent sécurité chargé de piloter les plans de maîtrise et de prévention des risques. Un plan de formation a également été déployé auprès de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs, prestataires et sous-traitants, en vue de développer des compétences techniques et managériales pour la maîtrise des risques opérationnels et majeurs ainsi que pour faire face aux situations d'urgence.

Au cours de l'année 2021, 529 réunions de sécurité ont été tenues et 1726 actions de formation et de sensibilisation ont été mises en place au sein des sites.

En complément des actions de formations, des Comités sécurité Groupe et des Comités sécurité de pilotage des activités des entités ont été mis en place, en vue de renforcer la culture de la santé et de la sécurité au quotidien, à travers des réunions sécurité hebdomadaires et le déploiement en continu de nombreux programmes de prévention et de sensibilisation. C'est dans un souci permanent de sensibilisation et d'accompagnement qu'ont été mise en place: la ritualisation des points sécurité et le partage des bonnes pratiques au démarrage des postes et en début de réunion, le déploiement régulier de campagnes de communication sécurité et les visites de sécurité systématiques sur le terrain, pour engager collectivement en matière de prévention des risques.

COSUMAR organise annuellement une semaine dédiée à la sécurité et ce, sur l'ensemble des sites où le Groupe opère. Cet événement a pour objectif de prévenir les risques professionnels à travers un programme de formation et de sensibilisation et de célébrer les performances en matière de sécurité au travail.

TÉMOIGNAGE

M. Moufdi BOUZEKRAOUI

Directeur Sûreté et Sécurité du Groupe Cosumar

“La sécurité du personnel et des biens dans une entreprise industrielle exige la mise en place d'un ensemble de règles et mesures sécuritaires strictes. Ce niveau d'excellence impose donc une maîtrise du savoir-faire qui impacte également les performances opérationnelles.

Nous avons donc entrepris un vaste programme de transformation sécurité au sein du Groupe COSUMAR, qui intègre une forte composante animation à tous les niveaux managériaux. L'exemplarité est de ce fait une valeur fondamentale dans ce volet et elle commence au plus haut niveau.”

Contexte de la pandémie du Covid-19 : un engagement collectif pour veiller à la santé du capital humain et assurer la continuité de l'activité

L'année 2021 a été marquée par un engagement et une mobilisation de l'ensemble des collaborateurs, qui ont adhéré pleinement à la campagne de vaccination et ont fait preuve d'une grande agilité et de la rigueur nécessaire pour s'adapter aux contraintes organisationnelles induites par le dispositif sanitaire, afin d'assurer la continuité des activités.

Grâce à la mise en place de procédures éprouvées et au respect collectif des protocoles sanitaires, le Groupe a pu réduire l'impact de la crise sur l'ensemble de sa chaîne de valeur et continuer ainsi, d'honorer ses engagements vis-à-vis de ses clients, consommateurs et partenaires.

Pour rappel, depuis le début de la pandémie, COSUMAR a mis en place une série de mesures visant à préserver la santé et la sécurité de ses collaborateurs, ses clients et ses partenaires, pilotées par un Comité alerte et vigilance. Instauré par la Direction Générale du Groupe, ce comité a pour objectifs de veiller aux recommandations des autorités compétentes et à l'application des protocoles sanitaires sur l'ensemble des sites, de mettre à disposition des sites les moyens nécessaires au respect des mesures sanitaires (affichage des consignes de sécurité, masques, gel hydro-alcoolique...) et d'assurer le suivi et la facilitation des opérations de dépistage et de vaccination.

Renforcer la relation employeur-employés et veiller au bien-être des collaborateurs

Favoriser la diversité et l'inclusion au sein du Groupe

Pour COSUMAR, la diversité et l'égalité des chances sont des valeurs fondamentales qui guident la manière de conduire ses activités. Ainsi, le Groupe est attaché à construire une organisation inclusive, où chaque collaborateur est reconnu pour son talent, grâce à un processus de recrutement transparent, ne tolérant aucune discrimination.

Engagé à mener une politique de recrutement par les compétences, le Groupe COSUMAR voit progresser ses effectifs féminins régulièrement. En 2021, le taux de recrutement des femmes a atteint 26%.

Cette nette progression réaffirme la volonté de COSUMAR de développer la diversité du genre au sein de ses métiers et de lutter contre les stéréotypes d'un secteur souvent considéré comme "masculin".

COSUMAR s'engage pour la diversité des genres à travers la campagne digitale #Morocco4diversity

COSUMAR s'est associé à la campagne de communication digitale #Morocco4Diversity lancée par la CGEM en partenariat avec l'International Finance Corporation (IFC) pour la promotion de la diversité des genres et de la parité hommes-femmes dans les entreprises marocaines du privé.

Œuvrer pour une politique sociale au service du bien-être

En tant qu'employeur responsable, COSUMAR place l'engagement de ses collaboratrices et collaborateurs au centre de sa stratégie d'entreprise. Le Groupe s'emploie à créer un environnement de travail et à déployer une politique sociale et humaine en adéquation avec ses valeurs, propice au bien-être de chacun et instaure au quotidien des conditions de communication et de bien-être ensemble favorables.

L'instauration d'un baromètre social régulier permet d'accompagner efficacement et durablement les collaboratrices et collaborateurs et d'adapter en continu la démarche de qualité de vie au travail du Groupe.

Convaincu que le bien-être des collaboratrices et collaborateurs dépend également de leur épanouissement sur le plan personnel, COSUMAR met également à leur disposition de nombreux avantages en ce sens, dont, entre autres, des conventions avec des organismes bancaires et clubs sportifs, la mise à disposition de centres d'estivage et l'octroi de bourses d'excellence aux enfants bacheliers les plus méritants, pour la poursuite de leurs études supérieures...

Nourrir un dialogue social de qualité

COSUMAR promeut une approche du dialogue social de proximité et s'attache à bâtir des relations constructives quotidiennes avec les différentes instances représentatives du personnel et syndicales

Dans le Groupe, le dialogue social est structuré sous forme de réunions d'échange sur une liste de revendications exprimée chaque année par les partenaires sociaux. Ces réunions sont sanctionnées par un protocole d'accord signé par la Direction et les représentants du personnel.

TÉMOIGNAGE

Mme Kaoutar LAANAYA

Directrice Adjointe en charge du Développement RH

“Parce que le Capital Humain est un moteur du développement de l'entreprise, nous veillons à procurer pour l'ensemble de nos collaboratrices et collaborateurs les meilleures conditions de travail pour leur épanouissement et leur bien être.”

Contribuer au développement des collaboratrices et collaborateurs, tout au long de leur carrière

Accompagner et développer les talents, dès leur intégration

Engagé en faveur de la création d'emploi durable et de l'employabilité de ses talents, le Groupe a développé de nombreux programmes destinés à former et à accompagner ses collaboratrices et collaborateurs dès leur intégration et tout au long de leur parcours professionnel.

Ainsi, dès l'arrivée de nouvelles ressources au sein du Groupe, un dispositif d'accueil est enclenché, afin de faciliter son intégration et sa prise de poste. Celui-ci comprend notamment, la remise d'un kit d'accueil incluant le guide du collaborateur contenant toutes les informations essentielles sur le Groupe et sur la vie de l'entreprise, des goodies de bienvenue ainsi que l'ensemble des outils de travail : PC, téléphone et EPI, selon la nature du poste. Un système de parrainage est également mis en place, visant à accompagner la nouvelle recrue individuellement et à lui transmettre toutes les clés de compréhension de la culture d'entreprise et de son fonctionnement.

Chaque nouveau collaborateur bénéficie, durant le parcours d'intégration, de formations métier et soft skills, de séances de coaching ainsi que d'un accompagnement terrain, dispensés par des experts métiers dans le cadre de la COSUMAR Academy. L'objectif étant de l'initier aux métiers du Groupe et d'acquiescer les compétences techniques et managériales nécessaires à la tenue du poste.

Par ailleurs, COSUMAR a mis en place une stratégie de développement continu de compétences, à même de répondre aux besoins internes des différents métiers et d'offrir aux collaboratrices et collaborateurs des opportunités d'évolution de carrière. Le Groupe s'est doté de programmes de formation spécifiques, visant à répondre à des enjeux métiers, tels que les chantiers réglementaires majeurs; à développer la culture d'innovation et d'excellence; à accompagner la prise de fonctions managériales; et à renforcer les compétences managériales des hauts potentiels et accompagner le transfert de compétences vers des postes clés.

En 2021, 1349 jours de formation ont été dispensés au profit des collaboratrices et collaborateurs du Groupe.

Encourager la promotion interne

COSUMAR s'attache également à valoriser les compétences en interne et à créer des passerelles d'évolution au sein du Groupe. A ce titre, la mise en place de dispositifs tels que l'entretien annuel d'évaluation et l'entretien de progrès, permettent d'identifier les talents internes et d'encourager la mobilité des collaborateurs au sein du Groupe. Ce processus est également l'occasion pour les collaborateurs de s'entretenir avec leur manager, dans le cadre d'un échange constructif sur leur performance et leurs aspirations.

25 managers formés aux bonnes pratiques de la RSE, dans le cadre du cycle de formation RSE co-organisé par la CGEM et OXFAM Maroc, au profit des entreprises labellisées RSE

Afin de soutenir la politique RSE de COSUMAR et répondre à des besoins spécifiques liés à ses métiers, 25 middle managers du Groupe ont participé du 16 au 25 novembre 2021 à un cycle de formation RSE co-organisé par la commission entreprise responsable et citoyenne de la CGEM et Oxfam Maroc, autour de la responsabilité sociétale, du développement durable et des conditions de travail dans les entreprises marocaines. Ce programme de formation s'inscrit dans le cadre du projet "jeunes, emploi et participation" soutenu par le Danish Arab Partnership Program et mis en œuvre par Oxfam Maroc en faveur de quelques entreprises labellisées RSE au Maroc.

Indicateurs sociaux

Répartition des collaborateurs par branche d'activité sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
ACHAT	63	62	63
AMONT AGRICOLE	181	178	176
COMMERCIAL	45	61	46
CONDITIONNEMENT	179	176	161
PRODUCTION	695	638	671
Autre (Métier)	240	243	263
Total effectif	1 403	1 358	1 380

Part des femmes par branche d'activité

	2019	2020	2021
ACHAT	11%	23%	30%
AMONT AGRICOLE	7%	4%	5%
COMMERCIAL	44%	16%	13%
CONDITIONNEMENT	1%	1%	1%
PRODUCTION INDUSTRIELLE	1%	3%	4%
Autre (Métier)	26%	28%	29%
Total effectif	8%	9%	10%

Répartition des collaborateurs par nature du contrat de travail (CDI, CDD, intérim...) sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
CDD	0	1	2
CDI	1314	1300	1333
Saisonniers	0	0	0
ANAPEC	89	57	45
Total effectif	1403	1358	1380

Répartition par catégorie (direction, cadres, employés...) sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
Cadre supérieur	49	57	56
Cadre	164	155	174
Maîtrise principale	116	122	139
Maîtrise	765	754	747
Employé	196	193	207
Ouvrier	24	20	12
Stagiaire	89	57	45

Répartition par ancienneté sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
0 - 2 ans	250	200	236
2 - 5 ans	202	169	143
5 - 10 ans	306	303	289
10 - 12 ans	107	118	157
12 - 20 ans	136	201	221
20 - 25 ans	89	80	73
25 ans et plus	313	287	261
Total effectif	1 403	1 358	1 380

Répartition globale par genre sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
Femmes	110	115	134
Hommes	1293	1243	1246
Total effectif	1 403	1 358	1 380

Répartition par catégorie déclinée par genre

	2019	2020	2021
Femmes cadres	41	37	49
Femmes agents	69	78	85
TOTAL FEMMES	110	115	134
Hommes cadres	172	175	181
Hommes agents	1121	1068	1065
TOTAL HOMMES	1 293	1 243	1 246
Total effectif	1 403	1 358	1 380

Promotion interne

	2019	2020	2021
Directeur Adjoint - Directeur	2	4	1
Cadre - Directeur Adjoint	6	8	1
Maîtrise principale - Cadre	0	7	2
Maîtrise - Maîtrise principale	11	10	16
Employé - Maîtrise	56	37	34

Nombre de représentants du personnel sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
	61	61	70

Nombre d'accidents de travail sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
	6	5	8

Nombre de jours de grève sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
	0	0	0

Nombre de démissions sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
Cadre	22	15	14
Codir	0	0	1
Directeur	0	0	1
Directeur Adjoint	0	0	1
Employés	7	3	6
Maîtrises	7	9	4
Total	36	27	27

Nombre de licenciements sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
	0	0	0

Nombre de recrutements sur les trois derniers exercices

	2019	2020	2021
	96	61	121

Taux de recrutement des femmes sur les 6 dernières années :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de recrutement de Femmes	18	12	16	17	15	31
Nombre de recrutement d'hommes	107	69	92	92	46	90
Total des recrutements	125	81	108	109	61	121
Taux de recrutement des femmes	14%	15%	15%	16%	25%	26%

Indicateurs de la formation**Taux de formation de l'effectif sur les trois derniers exercices**

	2019	2020	2021
	34%	14%	44%

Taux de contribution à la formation (budget formation / masse salariale)

	2019	2020	2021
Taux par CA en %	0,013	0,034	0,037

Nombre de jours de la formation

	2019	2020	2021
Nombre de jours homme de formation	2478	1193	1349
Nombre de jours homme de formation moyen par salarié	1,8	0,9	1

Formation en sécurité**281**

Collaboratrices et collaborateurs certifiés en secourisme

265

Collaboratrices et collaborateurs certifiés en intervention d'incendie

82

Référénts sécurité des entités

36

Collaboratrices et collaborateurs certifiés formateurs internes

Pour la protection et la préservation de la planète

De par son activité, COSUMAR est directement concerné par les enjeux liés à la protection de l'environnement et au changement climatique et prend en considération les aspects environnementaux à chaque étape de sa chaîne de valeur.

Depuis plus de vingt ans, le Groupe mène une politique ambitieuse d'innovation et d'investissements consacrés à la modernisation de ses outils industriels et à l'acquisition de technologies propres en faveur d'une agriculture durable et intelligente, conjuguant croissance des rendements, optimisation des ressources naturelles et de l'eau et réduction de son empreinte environnementale.

La Politique Environnementale de COSUMAR

Les enjeux environnementaux liés aux changements climatiques, à la qualité de l'air et des sols, à l'optimisation des ressources en eau et au respect de la biodiversité sont des préoccupations majeures au sein de COSUMAR, pour la filière sucrière et pour la sécurité alimentaire du pays.

En ce sens, le Groupe s'est engagé, à travers une politique environnementale basée sur la responsabilité, l'éthique et le partage de bonnes pratiques, à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réduire l'impact de ses activités. Grâce à un système de management environnemental déjà mis en place, COSUMAR s'inscrit dans une dynamique vertueuse visant l'amélioration en continu de ses performances environnementales, à travers 3 axes stratégiques :

1. Contribuer à l'action pour le climat en faisant la promotion du développement d'une climat-smart agriculture
2. Agir en agro-industriel responsable en respectant les réglementations, en pilotant les performances environnementales et en s'inscrivant dans une transition énergétique vers des solutions à énergies bas carbone.
3. Se concerter, collaborer et écouter ses parties prenantes en faisant preuve de leadership et en adoptant des comportements respectueux des attentes et de l'écosystème.

COSUMAR mène des actions de reboisement et de plantation d'arbres pour lutter contre la désertification et le déboisement

Dans le cadre du programme de développement durable de COSUMAR, le Groupe s'implique dans la préservation et le renforcement de la biodiversité à travers plusieurs initiatives de reboisement et de plantation d'arbres. Parmi les actions menées en 2021 : le reboisement au niveau de toutes les sucreries du Groupe (à l'exception de Surac et Doukkala), le réaménagement des pistes pour les champs des agriculteurs et le réaménagement d'espaces verts au niveau des sites.

Des actions de travaux publics ont été également initiées par les sucreries tels que, le curage du drain d'Ouled Ayad vers dar Ouled Zidouh par SUTA, l'aménagement des pistes des douars de la commune SIDI SLAMA par SUNABEL KEK et la contribution financière dans l'aménagement de la voie de contournement de la ville Sidi Bennour par la sucrerie de Doukkala, d'un montant de 1 Million de Dhs.

Le Groupe COSUMAR va participer à la construction d'un centre de loisirs en contribuant à l'investissement d'une piscine.

Une gestion durable des ressources et de l'eau

Une gestion optimisée et vertueuse de la ressource eau

Dans le contexte actuel de sécheresse et de stress hydrique que connaît le Maroc, la gestion, l'optimisation et la préservation de l'eau revêtent une importance stratégique pour COSUMAR, compte tenu du secteur d'activité dans lequel le Groupe opère.

Afin de mieux préserver les ressources hydriques au niveau de son amont agricole, le Groupe est déjà fortement mobilisé à travers une amélioration continue et une adaptation des matériels et des pratiques d'irrigation : sélection variétale, gestion et planification de l'eau d'irrigation avec les partenaires régionaux, et réalisation d'essais de techniques d'économie d'eau.

COSUMAR a également initié la mise en place d'un système de pilotage de l'irrigation à travers ses 19 stations météorologiques, ce qui permettrait une économie d'eau d'irrigation de 10%. Enfin, dans le cadre du modèle d'agrégation, COSUMAR accompagne les agriculteurs à installer les cultures sucrières au niveau des parcelles équipées en goutte à goutte, générant une économie d'eau d'irrigation de 25% par rapport à l'irrigation traditionnelle.

Sur le plan industriel, le Groupe a réalisé d'importants investissements en équipements techniques afin d'optimiser les circuits d'eau de l'ensemble des processus de fabrication au niveau des sites industriels et de récupérer les eaux condensées après refroidissement et pressage des boues d'épuration à des taux élevés de matière sèche. En 16 ans, le Groupe a réalisé une économie d'eau de 90% dans le traitement de la betterave à sucre, 75% dans le traitement de la canne à sucre et 45% dans l'activité raffinage.

Depuis 2006, des bassins à lagunage naturel et des stations d'épuration pour le traitement des eaux utilisées ont été mis en place. En s'appuyant sur l'utilisation de technologies efficaces et adaptées telles que la décalcification à zéro rejet liquide, l'installation de filtres à boue ou encore la nanofiltration, une partie des effluents traités, riches en éléments fertilisants, sont réutilisés pour l'irrigation des sols.

TÉMOIGNAGE

M. Younes JIBRIL

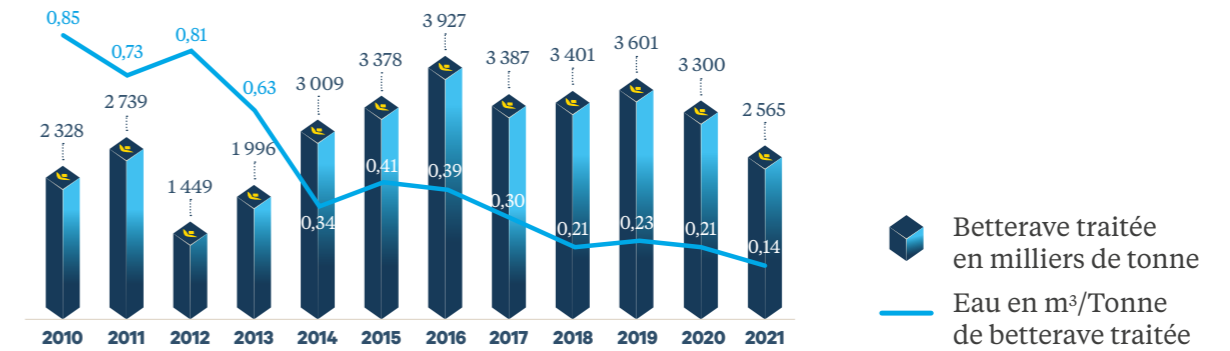
Directeur Énergie - Responsable de la Coordination Technique

“Les risques liés au changement climatique nécessitent d'accélérer la transition vers un modèle « d'économie écologique et circulaire » en s'appuyant sur des pratiques culturelles innovantes et sur la technologie.

Les ressources hydriques est un indicateur de performance dans notre activité. COSUMAR a pris très tôt conscience des enjeux liés aux ressources en eau et a mis en place plusieurs initiatives pour optimiser et réduire notre consommation d'eau.

Entre 2020 et 2021 l'activité extractive a été favorable et nous a permis de réduire notre consommation d'eau de 30%.”

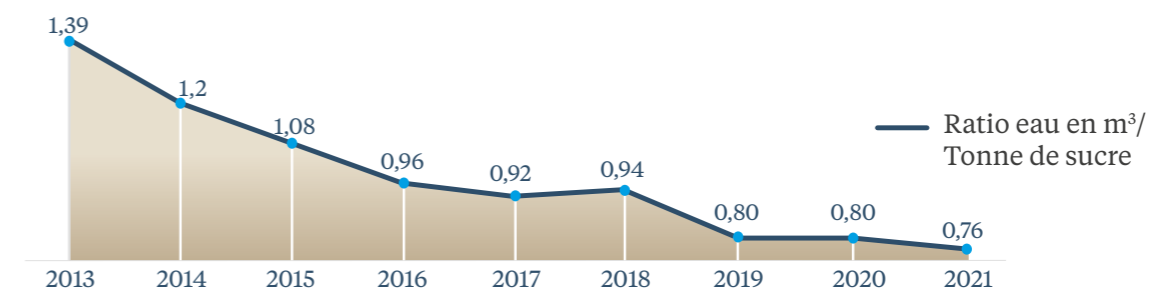
ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'EAU DANS LES SUCRERIES DE BETTERAVES



ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'EAU DANS LES SUCRERIES DE CANNE À SUCRE



ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'EAU DANS L'ACTIVITÉ RAFFINAGE



L'activité de raffinage de sucre brut a enregistré une baisse de 45% de consommation d'eau depuis 2013

Une transition énergétique en marche

Face aux enjeux actuels d’approvisionnement et aux évolutions des prix, COSUMAR accélère la transition énergétique initiée depuis plusieurs années en misant sur la flexibilité de son outil de production, l’efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables.

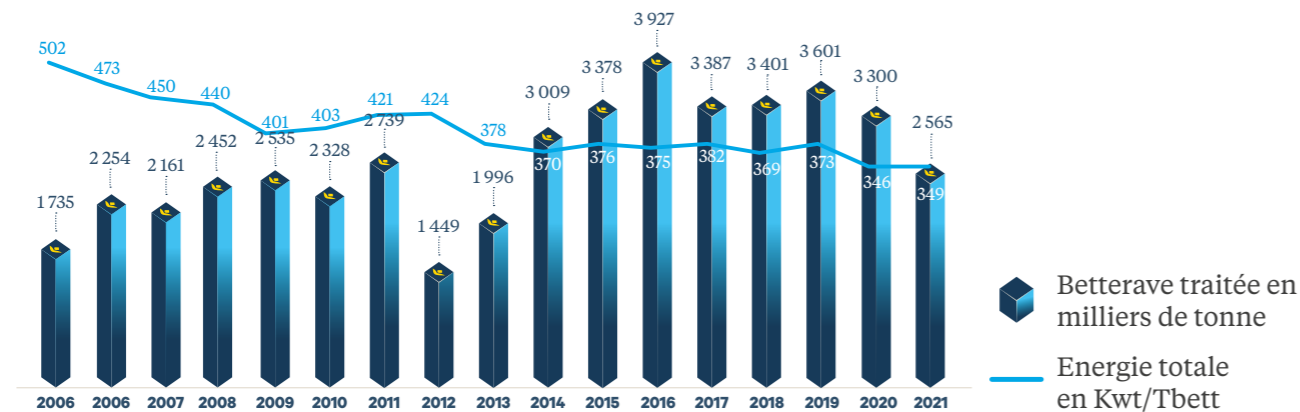
A horizon 2025, le Groupe ambitionne d’atteindre un mix énergétique de 40% de combustibles alternatifs et 60% de charbon, ce qui permettra une réduction supplémentaire de 15% de sa consommation énergétique par rapport à la situation actuelle.

En complément de l’utilisation des combustibles classiques, COSUMAR valorise l’introduction de combustibles alternatifs comme les chaudières à biomasse installées en 2012 au sein de l’unité de Zaïo ou encore la chaudière à bagasse au niveau de la sucrerie de betterave à sucre de SUNABEL.

Au niveau de la raffinerie de Casablanca, un système de compression mécanique de la vapeur a été mis en place pour la récupération et la réutilisation de la vapeur issue du procédé de raffinage de sucre, permettant ainsi, une économie d’énergie de près de 16 000 tonnes de CO₂ par an.

COSUMAR a également lancé des études techniques relatives à l’utilisation de l’énergie solaire pour le séchage et le fonctionnement des lignes de conditionnement de sucre.

ACTIVITÉ BETTERAVIÈRE



Vers une agriculture résiliente et durable

La technologie et l’innovation au service d’une agriculture durable

Pour répondre aux enjeux de l’agriculture durable et de la sécurité alimentaire, COSUMAR investit de manière continue dans la recherche et développement et s’appuie sur la l’agriculture de précision et la digitalisation pour améliorer les rendements des cultures tout en réduisant les coûts énergétiques et les intrants agricoles.

En 2018, les équipes de COSUMAR ont conçu une solution digitale “ATTAISSIR” pour répondre aux exigences des cultures des plantes sucrières ainsi qu’aux attentes de ses 80 000 agriculteurs

partenaires en termes de mobilité, de régulation des intrants, d’encadrement technique et agronomique et de planification des cultures. Dans le cadre de ce dispositif, chaque agriculteur est doté d’une carte à puce assurant ainsi, une traçabilité sur l’ensemble de la chaîne de valeur sucrière, des opérations de programmation de l’arrachage des plantes sucrières jusqu’au paiement par virement bancaire des agriculteurs, en passant par l’encodage automatique des parcelles, l’affectation des machines agricoles, le transport et la livraison des plantes sucrières.

Le Groupe a également mené avec succès son projet pilote initié en 2019, en collaboration avec le Groupe OCP, portant sur la fertilisation intelligente des plantes sucrières. Ce projet respectueux des enjeux environnementaux, s’appuie sur la technologie “Smart Blender”, qui permet de produire des formules d’engrais sur mesure pour l’agriculteur, adaptées à la culture et à la nature de son sol.

Dans les périmètres du Gharb et Tadla, les équipes de la R&D ont développé un concept de traitement localisé des maladies, mauvaises herbes et ravageurs des cultures sucrières, grâce à l’utilisation de drones. Cette innovation permet aux agriculteurs de suivre en temps réel l’état phytosanitaire des parcelles, de maîtriser la quantité des herbicides utilisés et de réaliser une économie en coût de traitement de 1 200 dh / ha.

Des pratiques agricoles alliant productivité et durabilité

Pour faire face aux aléas du changement climatique et sécuriser la production agricole, le Groupe COSUMAR s’inscrit dans une démarche d’intensification durable des cultures en augmentant la densité des semis par hectare et en poursuivant ses efforts pour généraliser la mécanisation du train technique.

Le Groupe a également procédé à la généralisation des semences activées sur l’ensemble des périmètres. Il s’agit d’un procédé qui consiste à initier, de manière précise et contrôlée, les toutes premières étapes de la germination des semences de betteraves, en vue d’obtenir une germination plus rapide et plus homogène dans les champs (4 jours au lieu de 10 jours) et d’économiser l’eau d’irrigation nécessaire à la germination.

En collaboration avec la Fédération des Semences (FNIS) et l’ONSSA, COSUMAR conduit des programmes de R&D annuels de développement variétal dans l’ensemble des périmètres de production, afin d’introduire des variétés performantes et tolérantes aux maladies racinaires et foliaires de la betterave.

TÉMOIGNAGE

M. Zouhair MOULEH

Directeur Adjoint Coordination Production et R&D Amont Agricole

“Le Groupe assure un encadrement technique de proximité grâce à une équipe de conseillers agricoles et ingénieurs pour accompagner les agriculteurs au quotidien, en vue de leur transmettre les bonnes pratiques agricoles. Pour faire face aux défis climatiques et pour assurer un bon rendement à ses partenaires, COSUMAR promeut l’utilisation de l’énergie solaire et de l’irrigation goutte à goutte afin d’optimiser les ressources hydriques disponibles.”

Smart Blender, la fertilisation intelligente

Le Groupe COSUMAR déploie depuis 2019, en partenariat avec le Groupe OCP, un projet pilote de fertilisation sur mesure qui s'appuie sur la solution technologique «Smart Blender ». Il s'agit d'une unité intelligente de production qui fournit des engrais adaptés aux besoins en nutriments de chaque parcelle, sur la base de facteurs déterminants comme la richesse du sol, la culture et son rendement.

Un laboratoire national a été mis en place au niveau des cinq périmètres pour procéder aux analyses d'échantillons de sol de chaque site et identifier les quantités d'engrais à apporter pour une nutrition équilibrée

Au titre de la campagne agricole 2020/2021, avec l'acquisition de 24 unités « Smart Blender », COSUMAR a permis d'améliorer la productivité de la betterave à sucre sur plus de 14 000 ha et de réduire les coûts de la fertilisation de 25% en moyenne, avec 43% au niveau de Doukkala et 50% au niveau de Surac.

À horizon 2023, son utilisation devrait être étendue à l'ensemble des périmètres.

Un process de production responsable et circulaire

Un impact environnemental maîtrisé

COSUMAR a entamé un important programme d'investissement de plus de 10 milliards de dirhams pour la réhabilitation de la filière sucrière et l'utilisation de technologies modernes afin de réduire l'impact de ses activités industrielles sur l'environnement.

Pionnier de l'évaluation du bilan carbone au Maroc, le Groupe a procédé à un premier bilan carbone en 2016 sur l'ensemble de sa chaîne de production qui a permis de mettre en évidence la performance environnementale de COSUMAR, avec 38% de réduction d'émission de gaz à effet de serre depuis 2016. Dans le cadre de sa démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre, le Groupe a entamé une nouvelle étude de son bilan carbone confiée au cabinet Bureau Veritas.

Au titre de la campagne 2020-2021, de nouvelles chaudières de dernière technologie utilisant le charbon propre ont été mises en route au niveau de la sucrerie de SUTA. Outre la performance en termes de rendement et d'efficacité énergétique, elles permettent de réduire de près de 65% les émissions atmosphériques, grâce à un système de filtration conforme aux meilleurs standards internationaux.

Exercice évaluation bilan Carbone	2019	2020	2021
Bilan carbone (KgCO2e/Kg Sucre)	0,526	0,462	0,418

2016 - année de référence à 0,637 kgCO2e/Kg Sucre

En 5 ans, le Groupe a réussi, grâce à des investissements, à réduire son empreinte carbone pour s'aligner avec la volonté du Royaume pour la préservation de l'environnement.

Litiges environnementaux

Aucun litige environnemental impliquant Cosumar n'a été enregistré en 2019, 2020 et 2021. Il s'agit uniquement d'une incompréhension suite à l'installation d'un matériel nouveau au niveau du site de Oulad Ayad. Un dialogue a été engagé avec les médias locaux, ce qui a résolu l'incompréhension et rétabli la situation.

Economie circulaire : des déchets et coproduits valorisés

Dans le cadre de l'amélioration continue de son efficacité industrielle et environnementale, COSUMAR a mis en place de nombreuses initiatives pour la gestion de ses déchets et coproduits. Les déchets de la betterave à sucre sont valorisés en totalité sous forme d'alimentation animale ou d'amendement organique.

La mélasse, coproduit issu du raffinage du sucre, est utilisée comme substrat pour la fabrication de levures alimentaires.

La bagasse, résidu fibreux de la canne à sucre est utilisée comme combustible au niveau des sucreries de cannes et comme combustible alternatif au niveau de la sucrerie de betterave de Sunabel.

Les boues issues du nettoyage sont utilisées pour la fertilisation des sols.

Partenariat de la sucrerie de ZAIO X GEOCYCLE dans le cadre d'un programme d'économie circulaire

Dans le cadre de l'embellissement du paysage de la région, le site de ZAIO a contribué en 2021 à la réhabilitation d'une carrière avoisinante abandonnée en utilisant les écumes de process à hauteur de 13800 tonnes.

Le site de ZAIO a également procédé à un essai de recyclage des résidus de chaudière comme combustible alternatif au petcoke consommé par les cimenteries, en partenariat avec GEOCYCLE, filiale du Groupe LafargeHolcim.

L'essai s'est avéré concluant et servira comme un point de départ vers la valorisation des déchets solides issus du process du site de ZAIO.

Pour nos agriculteurs et les acteurs de nos territoires d'ancrage



Promotion de pratiques responsables tout au long de la chaîne de valeur

Favoriser des modes de culture responsables et durables, en partenariat avec les agriculteurs partenaires

Fort de son rôle d'agrégateur, COSUMAR accompagne les agriculteurs dans leurs changements de pratiques vers des schémas plus durables et productifs à la fois.

Le Groupe sensibilise et encourage les agriculteurs à installer les cultures sucrières au niveau des parcelles équipées en goutte à goutte et à s'équiper en pompage solaire.

L'irrigation au goutte à goutte permettrait aux agriculteurs d'augmenter leurs rendements tout en économisant jusqu'à 25% d'eau d'irrigation par rapport à une irrigation traditionnelle.

Quant à l'utilisation des énergies renouvelables, elle permettrait non seulement de réduire les émissions de gaz à effet de serre mais aussi de réduire le coût de revient des exploitations agricoles et donc impacter positivement la marge de l'agriculteur.

Des guichets uniques en faveur des agriculteurs ont été mis en place au niveau de chaque sucrerie. Ils regroupent tous les services concernés pour le traitement des dossiers relatifs aux installations (Goutte à goutte, solaire ...).

Au plus près de nos agriculteurs partenaires

Le modèle d'agrégateur mis en place par COSUMAR est au cœur de la stratégie de développement de l'amont agricole. COSUMAR soutient près de 80 000 agriculteurs agrégés qui font partie de l'écosystème sucrier du Groupe et bénéficient d'un accompagnement technique, financier et social, visant à améliorer leurs performances agricoles et leur assurer des revenus réguliers.

Les agriculteurs agrégés sont encadrés par 120 techniciens et ingénieurs agronomes sur le terrain, afin de tirer parti des meilleures pratiques agricoles et des innovations R&D et technologiques conduites par le Groupe.

Sur le plan financier, les agriculteurs bénéficient de l'engagement de l'achat de leur récolte par COSUMAR au prix contractuel garanti, d'un appui pour le financement des intrants et du matériel agricole, afin de pallier aux contraintes liées à leurs capacités d'investissement et d'avance de fonds avant les récoltes ainsi que de la prise en charge par le Groupe de l'acheminement des plantes vers les sucreries.

Avec une volonté de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs et de leurs familles, COSUMAR apporte un soutien social à travers la mise en place de plusieurs initiatives dont notamment : une couverture santé, un programme de retraite, des primes de performance et des bourses d'excellence pour les enfants bacheliers.

Enfin, pour encourager la productivité de ses agriculteurs partenaires, le Groupe octroie annuellement un voyage Omra pour les vignes meilleurs agriculteurs des régions.

La technologie au service d'une filière sucrière plus performante

ATTAISSIR, la solution digitale au service de l'amont agricole

Depuis 2018, la plateforme digitale ATTAISSIR accompagne nos agriculteurs partenaires dans l'amélioration des performances de leurs cultures sucrières. Conçue en partenariat avec plusieurs entreprises marocaines dont une start-up, ATTAISSIR a vocation à digitaliser les activités agricoles du Groupe et à faciliter la relation avec ses parties prenantes de l'amont agricole.

Grâce à des cartes à puces remises à l'ensemble des agriculteurs et partenaires agricoles stratégiques, les équipes du Groupe peuvent suivre en temps réel les opérations liées aux activités et assurer la traçabilité de l'ensemble de la chaîne de valeur.

Pour l'agriculteur, ce dispositif permet l'accès à l'information en temps réel, la simplification des procédures relatives à la préparation des campagnes agricoles et à l'achat d'intrants, un meilleur encadrement technique et un meilleur accompagnement au quotidien, une totale transparence pour toutes les transactions financières et une réduction effective du délai de paiement.

Pour les distributeurs et prestataires de services, la plateforme permet d'approvisionner directement les agriculteurs en semences et produits phytosanitaires les mieux adaptés à leurs parcelles et cultures et en quantités nécessaires, et de gérer efficacement les stocks d'intrants agricoles.

La transformation digitale de l'amont agricole passe également par l'utilisation de machines connectées par GPS, qui assurent le suivi en temps réel des opérations agricoles dans des parcelles de plantes sucrières géolocalisées. Ce qui permet d'enregistrer une amélioration des indicateurs agricoles. Le suivi cultural des parcelles permet de déceler toutes les anomalies relatives aux semis ou à l'arrachage. Une alerte est alors transmise au Conseiller agricole, équipé d'un terminal connecté, afin de réajuster les paramètres.

Au total, plus de 100 centres de distributions sont connectés, 2500 équipements équipés d'appareils de lecture de carte et de GPS et plus de 42 000 cartes ont déjà été distribuées.

Durant la crise sanitaire, les fonctionnalités de la plateforme ATTAISSIR ont été pleinement exploitées en vue de protéger la santé des agriculteurs. Ce qui lui a valu d'être primée par la FAO dans la région NENA, comme meilleure initiative innovante pour la protection des agriculteurs et des Groupes vulnérables contre la pandémie du covid-19.

TÉMOIGNAGE

M. El Bouhali MOUSTARIH

Agriculteur de betterave à sucre, périmètre Tadla

“Grâce à la solution ATTAISSIR je gagne du temps quand je veux m'approvisionner en intrants nécessaires en début de campagne. Il suffit que je présente ma carte au Centre de Distribution Agricole pour les recevoir. De même, quand la récolte est livrée, mon compte est automatiquement alimenté du montant de la vente déduit du coût des intrants acquis au démarrage de la campagne. Je peux aussi consulter à tout moment ma situation ou encore l'état d'avancement des opérations mécanisées.”

“E-BUY”, le portail dédié à la relation fournisseurs

Dans le cadre de son programme « Excellence Achats », COSUMAR a mis en place en décembre 2020 un nouveau portail « E-BUY », dédié à la relation fournisseurs.

Ce dispositif vise à fluidifier et à simplifier la relation avec ses fournisseurs au Maroc et à l'étranger, à garantir des appels d'offres ouverts et à gérer en toute transparence le cycle d'achat, de la demande d'achat au suivi des factures. Le portail a enregistré 200 connexions depuis le début de sa mise en ligne. Une hotline est également disponible pour permettre aux partenaires de signaler tout problème.

Une politique d'achat responsable

Pour accompagner la croissance du Groupe, COSUMAR, à travers sa Direction des Achats et des Approvisionnements, accompagne et évalue les fournisseurs en conformité avec sa politique d'achats responsables. Le suivi de la performance responsable des fournisseurs est assurée par un processus d'évaluation reposant sur des critères RSE définis, permettant de les référencer. Le Groupe peut également exiger des audits et des mises à jour de documents attestant notamment du respect des obligations en matière sociale et fiscale, tout au long de la chaîne d'approvisionnement, auprès de chaque fournisseur. A date, la charte achats du Groupe a été signée par 42% des partenaires et fournisseurs du Groupe.

Un acteur engagé envers ses communautés et moteur de l'économie locale

Impliqué dans le bien-être de ses communautés et celui des générations futures, COSUMAR accompagne le développement socio-économique de son écosystème à travers des initiatives à fort impact social et créatrices de richesse durable. Le Groupe agit notamment aux côtés de la société civile, dans les domaines de l'éducation, de l'entrepreneuriat, de l'art et de la solidarité à l'égard des populations vulnérables.

Promouvoir la création d'emploi et l'achat local

Fort de son ancrage national à travers 5 régions, COSUMAR privilégie un approvisionnement local et s'appuie sur un réseau de 699 fournisseurs partenaires locaux, soit 87% de son réseau de fournisseurs global. L'activité du Groupe COSUMAR permet de générer plus de 3000 emplois indirects dans les secteurs industriels et de prestations de services.

Contribuer à l'éducation pour tous

COSUMAR est investi dans l'amélioration des conditions de vie des communautés locales à travers de nombreuses initiatives en faveur de l'éducation. Engagé aux côtés de la Fondation Zakoura depuis 2013, le Groupe a soutenu le déploiement de nombreux programmes d'alphabétisation communautaire, d'éducation parentale et de préscolaire.

Le Groupe contribue également à l'inclusion des jeunes et à la lutte contre l'abandon scolaire à travers de nombreux programmes de soutien et d'accompagnement scolaire, en partenariat avec des acteurs experts dans l'éducation tels que les Fondations AL JISR, SANADY, TIBU ou encore la Fondation Marocaine de l'étudiant.

En 2021, les sucreries ont également conduit diverses initiatives directes en faveur des élèves des écoles locales, dont, entre autres, la distribution de manuels scolaires, l'octroi de PC portables, l'équipement d'une salle d'informatique ou encore des travaux d'aménagement en vue d'améliorer les conditions de scolarité des élèves. Cette année, une campagne médicale ophtalmologique a été organisée par SUTA, au profit de 450 élèves de l'école primaire Assafa d'Ouled Ayad, incluant la distribution de 50 paires de lunettes aux élèves présentant des problèmes de vue.

Initiation des enfants des collaborateurs aux métiers de l'avenir

En partenariat avec la startup « Ibdaa for education » opérant dans le domaine de l'éducation et l'apprentissage des STEM, le Groupe a organisé une activité autour de l'exploration des sciences et des métiers d'avenir, au profit de 60 enfants de ses collaborateurs pendant l'été 2021.

Mise en place d'un programme pilote d'orientation scolaire et professionnelle pour les bacheliers de Sidi Bennour

En 2021, La Fondation SANADY et COSUMAR ont lancé un programme-pilote d'orientation scolaire et professionnelle au profit de 1865 futurs bacheliers de trois lycées publics de la ville de Sidi Bennour, avec la collaboration de la Direction provinciale du Ministère de l'Éducation Nationale à Sidi Bennour.

«TIBU Ouled Ayad by COSUMAR», un centre dédié à l'éducation par le sport, pour les jeunes de Ouled Ayad

Afin de contribuer à l'inclusion et à l'épanouissement des jeunes populations de Ouled Ayad les plus vulnérables, COSUMAR a lancé en mars 2021 en partenariat avec l'ONG TIBU Maroc, le centre «TIBU Ouled Ayad by COSUMAR» en collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale. Ce centre ouvert aux jeunes de 12 à 18 ans de Ouled Ayad, permet à 120 jeunes dont 50% de filles, de profiter d'un programme gratuit d'éducation par le sport favorisant l'apprentissage des langues étrangères et l'initiation au STEM (science, technologie, ingénierie et mathématiques) et au leadership.

Conception et édition d'histoires pour faire découvrir la filière sucrière aux enfants du monde rural

Dans le cadre de sa stratégie de développement de l'éducation dans le monde rural, COSUMAR a conçu et financé l'édition d'une série de cinq histoires pour enfants, en 10 000 exemplaires, portant sur la découverte de la filière sucrière, en collaboration avec la maison d'édition Langages du Sud. Cette série d'histoires, éditée en français et en arabe, a été distribuée auprès de 2427 enfants des écoles primaires parrainées par le Groupe et des orphelinats de ses périmètres d'implantation.

Encourager l'excellence dans l'éducation

COSUMAR est engagé à soutenir et à encourager le développement de l'excellence.

Tous les ans, le Groupe accorde aux bacheliers enfants d'agriculteurs partenaires et aux bacheliers enfants des collaborateurs les plus méritants, des prix d'encouragement allant de 10 000 à 20 000 DH, pour faciliter la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur.

Partenaire de la Fondation Marocaine de l'Étudiant (FME), le Groupe a sponsorisé à l'occasion de son 20^{ème} anniversaire, la conception du Beau Livre de la FME valorisant ses réalisations et les parcours de ses anciens bénéficiaires.

Chiffres clés sur l'engagement pour l'éducation

370

FEMMES BÉNÉFICIAIRES
D'UN PROGRAMME
D'ALPHABÉTISATION
DEPUIS 2013

437

ENFANTS BÉNÉFICIAIRES
D'UN PROGRAMME DE
PRÉSCOLAIRE DEPUIS 2013

1865

FUTURS BACHELIERS
BÉNÉFICIAIRES DU
PROGRAMME-PILOTE
D'ORIENTATION SCOLAIRE
ET PROFESSIONNELLE À
SIDI BENNOUR EN 2021

50

ÉLÈVES DE L'ÉCOLE PRIMAIRE
« ASSAFA » D'OULED AYAD
PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE
VUE ONT BÉNÉFICIÉ DE PAIRES DE
LUNETTES EN 2021

120

JEUNES DE LA COMMUNE
RURALE DE OULED AYAD DONT
50% DE FILLES, BÉNÉFICIENT
D'UN PROGRAMME GRATUIT
D'ÉDUCATION PAR LE SPORT DEPUIS
2021 POUR UNE DURÉE DE 3 ANS

450

ÉLÈVES DE L'ÉCOLE PRIMAIRE
« ASSAFA » DE LA RURAL
OULED AYAD ONT BÉNÉFICIÉ
D'UNE CONSULTATION
OPHTALMOLOGIQUE EN 2021

10 000 DH à 20 000 DH

PRIX D'ENCOURAGEMENT ANNUELS, EN FAVEUR DES MEILLEURS
BACHELIERS ENFANTS D'AGRICULTEURS PARTENAIRES ET
DE COLLABORATEURS

Insuffler l'esprit entrepreneurial et soutenir l'autonomisation des femmes rurales

L'entrepreneuriat et l'autonomisation économique des femmes, en particulier dans le monde rural représentent des axes fondamentaux de la stratégie d'engagement sociétal du groupe COSUMAR.

Le Groupe est ainsi engagé dans plusieurs actions favorisant le développement socio-économique et l'inclusion des femmes rurales tels que le parrainage de programmes d'alphabétisation dans les régions de son implantation, le soutien des coopératives féminines dans le rural et l'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin.

Afin de promouvoir l'émergence d'un tissu de TPE dynamique et performant dans les régions, COSUMAR propose également plusieurs dispositifs d'accompagnement et de formation ainsi qu'une facilitation d'accès au financement en partenariat avec les institutions bancaires partenaires.

Participation de Cosumar au concours national « Lalla Al Moutaaouina » en faveur des coopératives féminines

COSUMAR a participé au concours national « Lalla Al Moutaaouina » initié par le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire et l'Office du Développement de la Coopération pour renforcer l'intégration de l'approche genre à travers la promotion et le soutien des coopératives féminines. COSUMAR a octroyé une contribution financière à deux coopératives féminines situées dans les provinces de Sidi Bennour et de Fkih Ben Saleh.

La caravane "Al Ibdaâ" pour le soutien de l'entrepreneuriat et l'innovation dans le monde rural

En soutien à l'entrepreneuriat dans le monde rural, COSUMAR a lancé en 2020, en partenariat avec la Fondation de Recherche, de Développement et d'Innovation en Sciences et Ingénierie (FRDISI), la caravane itinérante Al Ibdaâ pour la créativité et l'innovation. Cette initiative vise à aller à la rencontre des citoyens porteurs de projets d'auto-entrepreneuriat d'innovation dans le monde rural et en quête d'accompagnement sur des thématiques ouvertes telles que l'agriculture, l'environnement, la technologie ou encore le social. En 2021, 10 porteurs de projets ont été accompagnés dans le cadre de la caravane Al Ibdaâ et ont bénéficié d'un programme d'incubation et d'un financement pour le lancement du projet à hauteur de 100 000 DH par porteur de projet, dont 2 femmes entrepreneures accompagnées dans le rural.

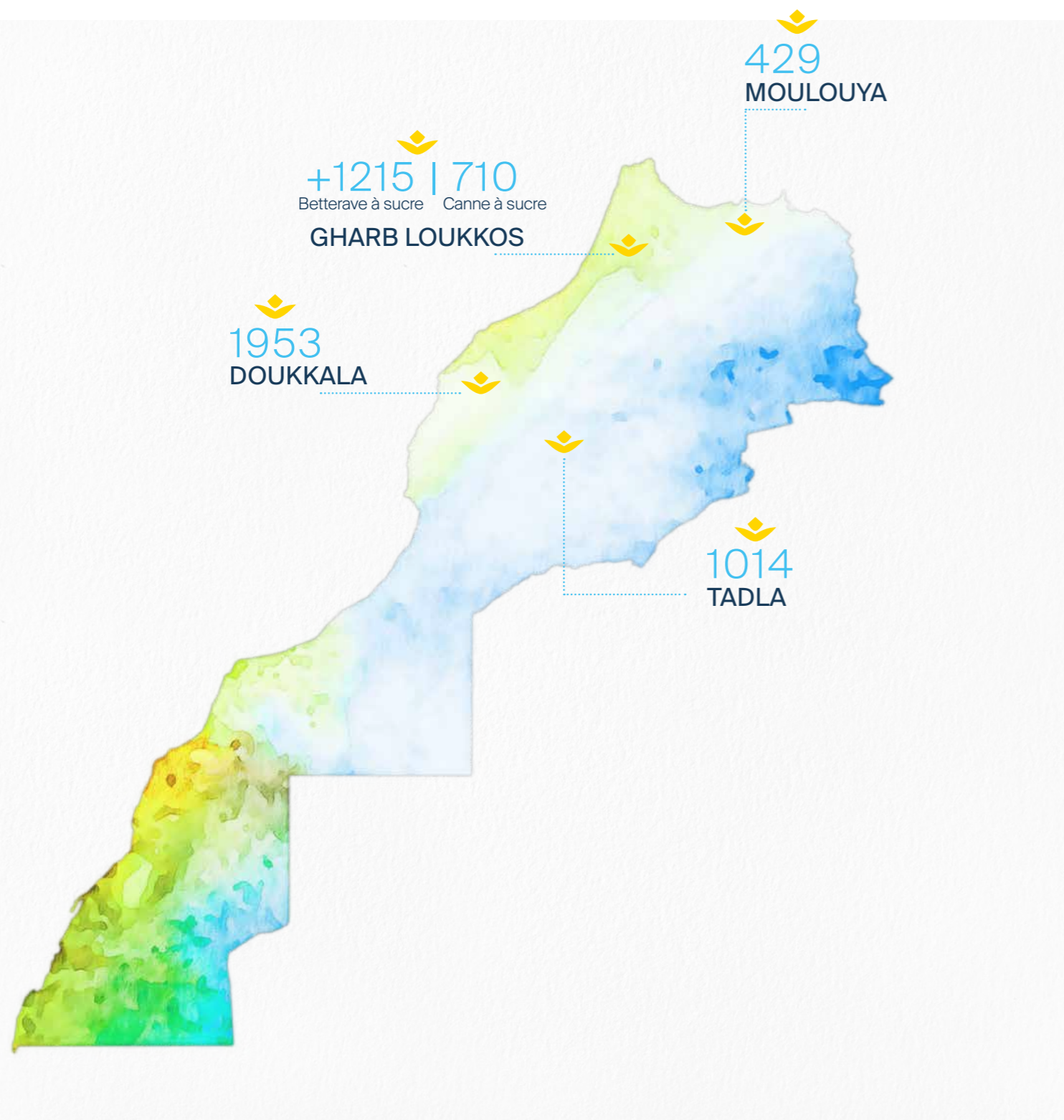
COSUMAR partenaire du programme d'incubation KLUSTER de la CFCIM

Dans le cadre de sa démarche visant à soutenir l'écosystème startup, COSUMAR est partenaire du KLUSTER de la Chambre Française de Commerce et d'Industrie du Maroc (CFCIM), qui a pour vocation de soutenir de jeunes entrepreneurs innovants à travers un programme d'incubation. Le Groupe a dispensé, dans ce cadre, un programme de mentorat en faveur de la startup « Izi Protéine », spécialisée dans la production de biofertilisants, visant à l'accompagner sur le plan agricole et R&D et a pu lancer une collaboration avec la startup « Ibdaa for education » opérant dans le domaine de l'éducation et l'apprentissage des STEM en organisant une activité autour de l'exploration des sciences et des métiers d'avenir en faveur des enfants des collaborateurs de COSUMAR.

L'inclusion socio-économique des partenaires des écosystèmes agricoles régionaux

Le Groupe a mis en place un programme d'inclusion socio-économique par la création de PME spécialisées dans les activités agricoles et comprenant des distributeurs d'intrants, des prestataires de matériel agricole et des transporteurs, afin de leur permettre de se structurer, à travers le statut d'auto-entrepreneur. En partenariat avec les institutions bancaires partenaires, COSUMAR propose également un dispositif de financement à des conditions avantageuses. Au total, plus de 360 entreprises ont été créées dans le monde rural et bénéficient aujourd'hui d'un statut légal et reconnu.

LES EMPLOIS INDIRECTS CRÉÉS À L'ÉCHELLE DE L'ENSEMBLE DES SITES D'IMPLANTATION



Promouvoir l'art et la créativité

COSUMAR a fait appel à l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Casablanca (ESBAC) et au studio Placebo, spécialisée dans l'art urbain pour l'habillage de ses espaces.

La collaboration avec l'ESBAC a fait l'objet d'un concours au profit des étudiants de 4^{ème} année, autour de la conception design de mobilier et la représentation artistique des valeurs de l'univers de la marque corporate COSUMAR et de la marque produit Enmer.

Les candidats finalistes retenus ont obtenu un prix de 10 000 DH chacun et ont pu travailler en synergie avec des maîtres artisans pour la réalisation d'oeuvres artistiques.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place un programme d'inclusion socio-économique par la création de PME spécialisées dans les activités agricoles et comprenant des distributeurs d'intrants, des prestataires de matériel agricole et des transporteurs, afin de leur permettre de se structurer, à travers le statut d'auto-entrepreneur. COSUMAR a conclu des conventions bancaires afin de les faire bénéficier d'un dispositif de financement à des conditions avantageuses.

Au total, plus de 360 entreprises ont été créées dans le monde rural et bénéficient aujourd'hui d'un statut légal et reconnu.

Total des PME créées jusqu'en 2021

Périmètre	PME créées	Chiffre d'affaires (Dhs) consolidé	Nombre d'emplois créés
Total Groupe	360	852 277 255	5 321

Distributeurs des intrants agricoles

Périmètre	Nombre	Chiffre d'affaires (Dhs)	Nombre d'employés
Doukkala	29	137 543 655	87
Tadla	34	150 000 000	102
Moulouya	6	39 271 346	18
Gharb-Loukkos Betterave à sucre	21	171 798 422	63
Gharb-Loukkos Canne à sucre	13	38 124 962	39
Total Groupe	103	536 738 385	309

Prestataires des travaux mécaniques

Périmètre	Nombre	Chiffre d'affaires (Dhs)	Nombre d'employés
Doukkala	111	43 084 515	666
Tadla	32	40 000 000	192
Moulouya	31	11 022 820	186
Gharb-Loukkos Betterave à sucre	78	16 611 086	468
Gharb-Loukkos Canne à sucre	1	17 800 000	50
Total Groupe	253	128 518 214	1 562

Transporteurs

Périmètre	Nombre	Chiffre d'affaires (Dhs)	Nombre d'employés
Doukkala	1 (TRACOMS)	17 078 708	1 200
Tadla	1 (INTISSAR)	50 000 000	720
Moulouya	1 (TMR)	10 084 665	225
Gharb-Loukkos Betterave à sucre	1 (STGL)	58 497 317	684
Gharb-Loukkos Canne à sucre	1 (STGL)	51 359 967	621
Total Groupe	4	187 020 656	3 450*

*3 450 dont 1 000 auto-entrepreneurs

Main d'œuvre saisonnière

Sucrerie	Nombre
COSUMAR Doukkala	365
SUTA	352
COSUMAR ZAIO	272
SUNABEL	350
SURAC	303
Total Groupe	1 642*

*1 642 soit 5 millions de jours/Homme travaillés



Pour nos clients et nos consommateurs

Si la mission de COSUMAR est d'assurer les besoins en sucre du marché national, le Groupe partage également une conviction forte : la diversité des comportements et des pratiques alimentaires est une composante essentielle de la richesse de la culture marocaine. COSUMAR s'est engagé à la respecter. Son engagement porte non seulement sur la qualité et la sécurité de ses produits, mais aussi sur leur diversité et la manière de les concevoir et de les distribuer, au plus près de ses consommateurs.

Le Groupe travaille en permanence à l'évolution de son portefeuille de produits alliant tradition et innovation, pour répondre aux différentes attentes des consommateurs. Le Groupe s'inscrit également dans une approche de marketing responsable, veillant à transmettre à ces consommateurs des informations produits claires, fiables et complètes.

La procédure de gestion des prospections et de traitement des nouveaux clients de COSUMAR

Pour répondre au besoin de développement de ses activités, le Groupe COSUMAR identifie et intègre de nouveaux clients selon une procédure qui a pour objet de définir les modalités de gestion des prospections et de traitement des nouveaux clients.

Le référencement d'un prospect peut se faire suite à la demande de ce dernier, ou dans le cadre d'une démarche prospective menée par COSUMAR.

Afin de permettre l'approvisionnement optimal de l'ensemble du territoire national, les responsables des ventes du circuit traditionnel BtoB définissent un plan de prospection des clients répartis par segment et par territoire géographique.

Ce plan de prospection est traduit par un planning de prospection mensuel validé lors des réunions commerciales.

A l'issue de la validation du planning des visites mensuelles, les responsables des ventes et chefs d'agences planifient les rendez-vous de visite à partir de la base de données prospects disponible sur la plateforme commerciale Salesforce.

Des enquêtes terrain et des visites des locaux des prospects sont ensuite conduites pour s'assurer de la situation financière du prospect et s'enquérir de son potentiel logistique.

Le prospect fait l'objet d'une qualification commerciale objective selon les principaux critères d'éligibilité : l'activité, la présence géographique et le portefeuille clients; les moyens logistiques (capacités de stockage, moyens de transport d'approvisionnement et de distribution, parc logistique); la capacité financière; l'organisation; les moyens humains et le potentiel des ventes estimé.

Sécuriser les approvisionnements en sucre : une priorité

La consommation nationale de sucre est d'environ à 1,2 million de tonnes par an, soit environ 34 kilos par personne et par an. Fort de sa position d'acteur unique de la production de sucre au Maroc, COSUMAR est engagé à contribuer à la sécurité alimentaire du pays à travers le développement continu de la filière sucrière.

La responsabilité de l'approvisionnement du marché national a conduit le Groupe à réaliser d'importants investissements pour l'amélioration continue de ses capacités et des procédés de production, de conditionnement et de stockage du produit fini, afin de garantir à la fois la qualité et répondre aux attentes de ses consommateurs et de ses clients industriels, grossistes et grandes et moyennes surfaces.

Le Groupe respecte en continu les obligations réglementaires de disposer d'un stock de sécurité en sucre afin de couvrir les besoins du pays. Pour assurer l'accessibilité de ses produits sur l'ensemble du territoire, COSUMAR s'appuie sur son circuit de distribution maîtrisé de 12 points de vente et agences, à travers le Royaume.

Protéger la santé-sécurité des consommateurs et garantir un lien de confiance

La qualité des produits est un pilier fondamental du Groupe COSUMAR. L'ensemble des sites de production répondent au Système de Management Intégré QSE.

En plus de se conformer strictement aux normes de rigueur répondant déjà aux exigences locales et internationales, en matière de sécurité alimentaire et de traçabilité, le Groupe s'est doté des standards les plus élevés et s'inscrit dans un processus d'amélioration continue qui irrigue toutes les Directions, sites et implantations, afin d'améliorer constamment ses pratiques, ses process et sa performance.

Le Groupe adopte une approche orientée consommateur, en intégrant la qualité dès la conception des produits et en étant à l'écoute des retours clients et consommateurs. Dans ce cadre, COSUMAR a mis en place un numéro vert qui permet de s'inscrire dans un lien de proximité avec les consommateurs et d'améliorer en continu son service client.

Une plateforme digitale Salesforce a également été mise en place au profit de tous nos clients afin de fluidifier et d'optimiser la gestion de la relation commerciale d'une part, et de simplifier la remontée et le traitement des réclamations d'autre part.

Accompagner des pratiques alimentaires et des attentes en évolution rapide

Les comportements sociaux et culturels liés à l'alimentation sont en pleine mutation. Pour y répondre, COSUMAR a choisi la voie d'une plus grande proximité avec ses consommateurs, à travers la conduite d'une étude approfondie du marché lancée en 2020, sur l'ensemble du Royaume, pour connaître, analyser, comprendre et décrypter les comportements et les habitudes de consommation.

Dans une logique d'ouverture et de transparence, COSUMAR utilise ses emballages pour transmettre des informations pertinentes et facilement compréhensibles aux consommateurs, telles qu'un étiquetage complet comprenant la composition et la valeur nutritionnelle du produit ou encore la mise en avant du procédé de fabrication, du champs au produit fini. Le Groupe s'appuie également sur sa présence sur les plateformes digitales pour apporter davantage d'information et de pédagogie sur son écosystème et ses produits.

Sur le volet BtoB, COSUMAR entretient des relations privilégiées avec ses clients industriels et GMS et mène régulièrement des études de satisfaction sur la qualité perçue des produits et de leurs emballages. Grâce au traitement régulier des informations du marché, le Groupe s'adapte constamment aux besoins de ses clients et propose une personnalisation de son offre en termes de produits et de conditionnements.

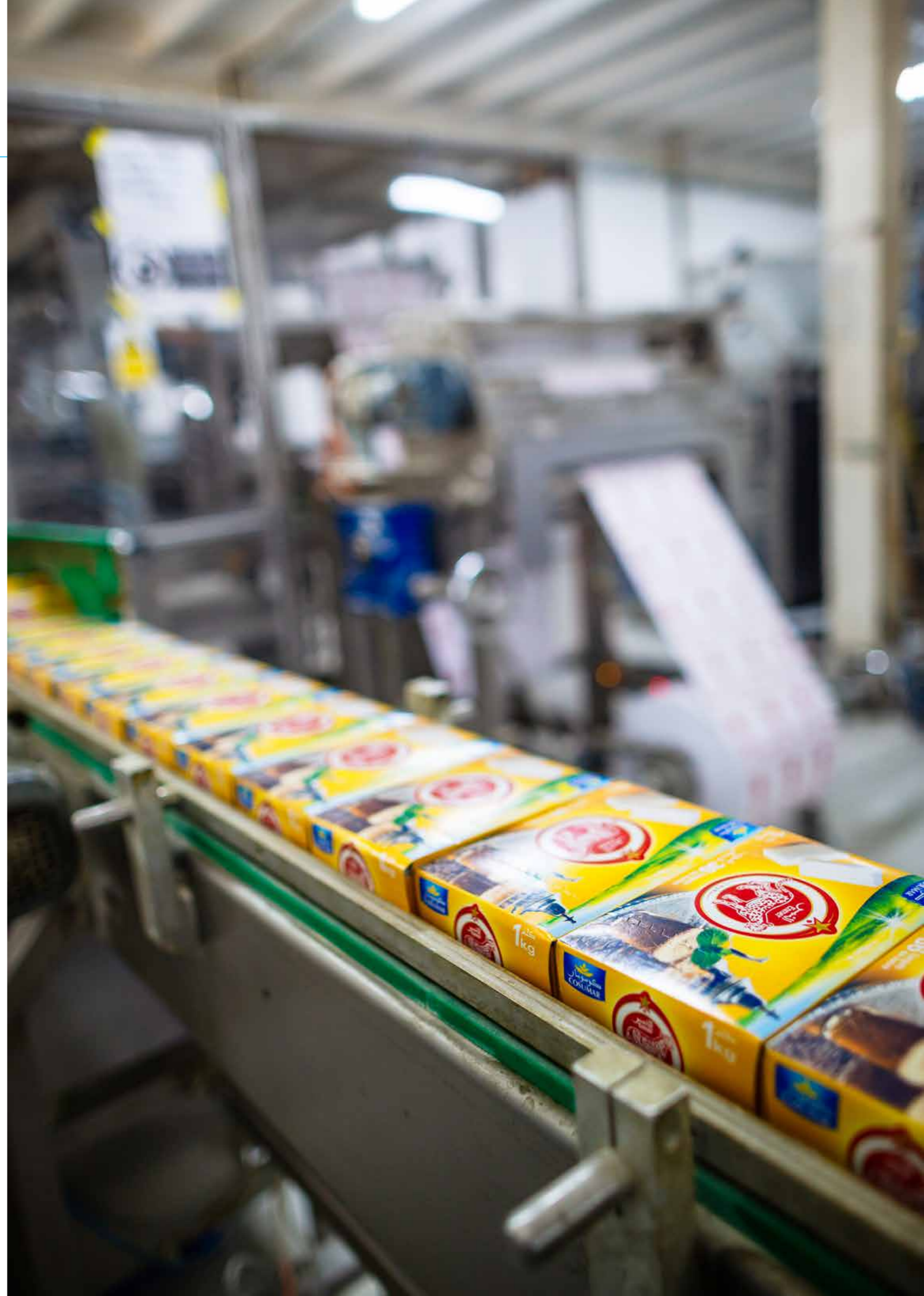
TÉMOIGNAGE

Mme Hanane LYOUBI

Directrice Adjointe en charge du Marketing

“La nouvelle stratégie marketing a été déployée pour répondre aux nouveaux enjeux du marché. Pour cela, une nouvelle étude needscope a été lancée afin d'identifier les nouvelles tendances de consommation”*

*Approche qualitative permettant d'analyser les besoins fonctionnels et identitaires des consommateurs, ainsi que leurs besoins émotionnels, grâce à l'utilisation de techniques projectives.




Tables de concordance



Table de concordance des documents formalisés

Documents formalisés	Numéro(s) de page(s)
Charte RSE du groupe Cosumar	80
Code déontologique	71
Code éthique et de conduite	71
Politique environnementale	95
Politique sociale	88
Politique sécurité	85
Charte sécurité	85
Politique achats responsables	105


Tables de concordance 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) - COSUMAR



Afin de faciliter la lecture du présent document, la table de concordance ci-après permet de faire le lien entre les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) et les informations communiquées dans le rapport ESG 2021 de COSUMAR.



ODD	Objectifs	Cibles	Numéro(s) de page(s)
	Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	1.3 Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient	88

ODD	Objectifs	Cibles	Numéro(s) de page(s)
	Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	2.2 : D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en réalisant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation parmi les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées	116
		2.3 D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier les femmes, les autochtones, les exploitants familiaux, les éleveurs et les pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et intrants, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emploi autres qu' agricoles	103
		2.4 D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols	98-99
		3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable	88
	Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge	3.9 D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses, à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol	85

ODD	Objectifs	Cibles	Numéro(s) de page(s)
	Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	4.2 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire	105-106-107-108-109
		4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat	89
		4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle	105-106-107-108-109
	Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	5.1 Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles	87
		6.3 D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant considérablement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau	96
	Garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable	6.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau	96
		6.5 D'ici à 2030, mettre en œuvre une gestion intégrée des ressources en eau à tous les niveaux, y compris au moyen de la coopération transfrontière	96

ODD	Objectifs	Cibles	Numéro(s) de page(s)
	Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.	98-99
		8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.	108-109
		8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.	88-89
		8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation	105-106
		8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.	103
		8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.	85-103

ODD	Objectifs	Cibles	Numéro(s) de page(s)
	Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	9.2 Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et, d'ici à 2030, augmenter nettement la contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut, en fonction du contexte national, et la multiplier par deux dans les pays les moins avancés.	99
		9.3 Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés.	109
		9.4 D'ici à 2030, moderniser l'infrastructure et adapter les industries afin de les rendre durables, par une utilisation plus rationnelle des ressources et un recours accru aux technologies et procédés industriels propres et respectueux de l'environnement, chaque pays agissant dans la mesure de ses moyens.	98-99
		9.5 Renforcer la recherche scientifique, perfectionner les capacités technologiques des secteurs industriels de tous les pays, en particulier des pays en développement, notamment en encourageant l'innovation et en augmentant considérablement le nombre de personnes travaillant dans le secteur de la recherche et du développement pour 1 million d'habitants et en accroissant les dépenses publiques et privées consacrées à la recherche et au développement d'ici à 2030.	98-99
	Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre	10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre	87
		10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière	87

ODD	Objectifs	Cibles	Numéro(s) de page(s)
	Établir des modes de consommation et de production durables	12.2 D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles	95
		12.3 D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte	101
		12.5 D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation	101
		12.a Aider les pays en développement à se doter des moyens scientifiques et technologiques qui leur permettent de s'orienter vers des modes de consommation et de production plus durables	104
	Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	13.1 Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat	100

Tables de concordance AMMC

La présente table de concordance reprend les informations requises par la circulaire n°03/19 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC) du 20 février 2019 et renvoie aux paragraphes du présent document où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

		Numéro(s) de page(s)
Informations générales		
1	Décrire le profil de l'émetteur et de son groupe, sa stratégie en matière de responsabilité sociétale et environnementale, ainsi que les référentiels adoptés pour l'élaboration du rapport, le cas échéant	37-80-81
2	Décrire le périmètre du reporting ESG et les entités du groupe pour lesquelles les informations sont fournies, en justifiant, le cas échéant, les écarts avec le périmètre de consolidation de l'émetteur	36
3	Insérer une analyse de la matérialité des différents aspects ESG. Cette partie devrait expliquer l'analyse sous-tendant le choix de l'émetteur par rapport aux axes ESG considérés comme pertinents et présentés dans le rapport ESG. Présenter, le cas échéant, les seuils de matérialité adoptés	77-78-79
4	Insérer une note méthodologique décrivant le processus d'identification, de collecte, de traitement et de compilation les informations extra financières, ainsi que les limites attachées à cette méthodologie. Les indicateurs quantitatifs ainsi que les méthodes de calculs retenues, doivent être clairement définis et précisés	36
5	Insérer, le cas échéant, l'attestation du vérificateur externe qui a revu les informations ESG contenues dans le rapport	-
6	Insérer, le cas échéant, des explications relatives aux parties du référentiel qui ne sont pas adoptées par l'émetteur (comply or explain)	54
Informations environnementales		
1	Présenter l'ensemble des activités de l'émetteur ayant un impact sur l'environnement (telles les activités polluantes). Chiffrer le cas échéant, lesdits impacts	De 95 à 101
2	Décrire la politique de l'émetteur en matière d'environnement, notamment les mesures prises pour limiter les impacts environnementaux de ses activités et les normes et objectifs fixés en la matière	De 95 à 101
3	Décrire tout litige ou poursuite, relatif aux problématiques d'ordre environnemental, dont l'émetteur fait l'objet	100
3.1	Les actions et mesures mises en place pour évaluer et minimiser les impacts environnementaux de l'activité	De 95 à 101
3.2	Les mesures de gestion et d'élimination des déchets	101
3.3	Les consommations d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que les mesures mises en place pour l'optimisation de ces consommations	De 95 à 101

		Numéro(s) de page(s)
Informations sociales		
1	Préciser les grandes lignes de la politique de gestion des ressources humaines, notamment en matière de :	
1.1	Recrutement	87
1.2	Rémunération	88
1.3	Gestion des carrières	89
1.4	Formation (y compris le nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation pendant la période par rapport à l'effectif global, ainsi que le budget de formation de la période par rapport à la masse salariale globale)	93
1.6	Mesures prises pour l'égalité entre les femmes et les hommes.	87
2	Fournir l'effectif de l'émetteur sur les trois derniers exercices, en indiquant :	
2.1	La répartition par branche d'activité	90
2.2	La répartition par nature du contrat de travail (CDI, CDD, intérim...)	90
2.3	La répartition par catégorie (direction, cadres, employés...), déclinée par genre	90
2.4	La répartition globale par genre	91
2.5	La répartition par ancienneté	91
3	Indiquer tout schéma d'intéressement et de participation du personnel en précisant la date, la nature, les principales modalités de ces contrats ainsi que les sommes affectées à ce titre pour chacune des trois dernières années	N.A.
4	Fournir les indicateurs suivants sur les trois derniers exercices :	
4.1	Nombre de représentants du personnel ;	91
4.2	Nombre de jours de grève par exercice ;	92
4.3	Nombre d'accidents de travail par exercice ;	92
4.4	Nombre de licenciements par exercice (par catégorie) ;	92
4.5	Nombre de démissions par exercice (par catégorie) ;	92
4.6	Nombre de recrutements par exercice (par catégorie) ;	92
4.7	Nombre et nature des litiges sociaux (collectifs ou individuels) par exercice	Aucun litige n'a été enregistré
Informations relatives à la Gouvernance et à l'Éthique		
1	Composition de l'organe de gouvernance :	
1.1	Membres exécutifs et non exécutifs,	44
1.3	Dates de nomination des membres de l'organe de gouvernance, et date d'expiration de leur mandat	44
1.4	Fonctions au sein de l'instance de gouvernance, représentation des parties prenantes,	44
1.5	La parité, et les règles suivies en la matière	44

		Numéro(s) de page(s)
1.6	Nombre de mandats par administrateur,	De la page 45 à 53
1.7	Existence de comités spécialisés, et le cas échéant leurs compositions respectives	62-63-64
1.8	Assiduités aux séances du conseil (nombre de réunions du conseil durant la période, taux de présence effective de chaque administrateur)	54
1.9	Rémunération des administrateurs	54
1.11	Avec les actionnaires : informations communiquées aux actionnaires	65
1.12	Processus d'évaluation de la performance de l'instance de gouvernance par rapport aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux	54
2	Ethique, déontologie et prévention de la corruption	70-71
2.1	Actions engagées pour prévenir la corruption	70-71
2.2	Mesures prises en réponse à des incidents de corruption	71
Informations sur les parties prenantes		
1	Impact économique et social de l'activité de la société sur les populations riveraines ou locales et développement régional : création d'emplois, investissement dans les domaines de la santé, de la culture, l'éducation	De la page 105 à 111
2	Impact des investissements en matière d'infrastructures et de services publics	105
3	Actions correctives mises en place au sein des activités comprenant des impacts négatifs significatifs potentiels ou avérés sur les communautés locales	95
4	Conditions de dialogue avec les parties prenantes	74-75
5	Politiques et critères de sélection des parties prenantes (clients, fournisseurs, partenaires ...)	105-115

Tables de concordance Global Reporting Initiative (GRI)

La Global Reporting Initiative (GRI) est une initiative internationale à laquelle participent des entreprises, et d'autres parties prenantes. Elle établit un référentiel permettant de rendre compte des différents degrés de performance en matière de développement durable. Le présent document a été préparé en conformité avec la norme GRI : option de conformité essentielle, selon le tableau de concordance ci-dessous.

Code GRI	Indicateur GRI	Numéro(s) de page(s)
GRI-101	Principes généraux	
GRI-102	Informations générales	
102-1	Nom de l'organisation	1
102-2	Activités, marques, produits et services	7-17
102-3	Lieu géographique du siège	18-19
102-4	Lieu géographique des sites d'activité	18-19
102-5	Capital et forme juridique	42
102-6	Marchés desservis	18-19
102-7	Taille de l'organisation	22-23-24-25
102-8	Informations concernant les employés et les autres travailleurs	90-91
102-9	Description de la chaîne d'approvisionnement	16
102-10	Modifications significatives de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement	16
102-11	Principe de précaution ou approche préventive	70-71
102-12	Initiatives externes - Chartes, principes et autres initiatives en matière économique, environnementale et sociale, développés en externe et auxquels l'organisation a souscrit ou donné son aval	41
102-13	Affiliations à des associations ou à des organisations nationales ou internationales	41
102-16	Valeurs, principes, normes et règles de l'organisation en matière de comportement, tels que les codes de conduite et codes d'éthique	70-71
102-17	Mécanismes internes et externes pour obtenir des conseils sur les comportements éthiques et respectueux de la loi et les questions liées à l'intégrité de l'organisation	70-71
102-18	Structure de gouvernance de l'organisation, y compris les comités de l'instance supérieure de gouvernance Comités responsables des décisions relatives aux impacts économiques, environnementaux et sociaux	68-69
102-19	Processus de délégation des pouvoirs de l'instance supérieure de gouvernance aux cadres dirigeants et autres salariés concernant les thèmes économiques, environnementaux et sociaux	68-69
102-20	Cadres dirigeants responsables des thèmes économiques, environnementaux et sociaux, dépendant directement ou non, de l'instance supérieure de gouvernance	73
102-21	Consultation des parties prenantes au sujet des enjeux économiques, environnementaux et sociaux	77-78

Code GRI	Indicateur GRI	Numéro(s) de page(s)
102-22	Composition de l'instance supérieure de gouvernance et de ses comités	De la page 44 à 53 et 62-63-64
102-23	Président de l'instance supérieure de gouvernance	42
102-26	Rôles de l'instance supérieure de gouvernance et des cadres dirigeants dans le développement, l'approbation et l'actualisation de la mission, des valeurs ou énoncés de mission, stratégies, politiques et objectifs de l'organisation concernant les impacts économiques, environnementaux et sociaux	68
102-28	Processus d'évaluation de la performance de l'instance supérieure de gouvernance relatif aux thèmes économiques, environnementaux et sociaux	54
102-31	Examen des impacts, risques et opportunités économiques, environnementaux et sociaux	77-78-79
102-32	Comité ou poste de plus haut niveau qui examine et approuve de façon officielle le rapport de développement durable de l'organisation et s'assure que tous les aspects matériels sont traités	73
102-40	Liste des groupes de parties prenantes avec lesquels l'organisation a noué un dialogue	74-75
102-42	Critères retenus pour l'identification et la sélection des parties prenantes avec lesquelles établir un dialogue	74-75
102-43	Approche de l'organisation pour impliquer les parties prenantes, y compris la fréquence du dialogue par type et par groupe de parties prenantes	74-75
102-44	Enjeux et préoccupations clés soulevées dans le cadre du dialogue avec les parties prenantes et la manière dont l'organisation y a répondu, notamment par son reporting. Groupes de parties prenantes qui ont soulevé chacun des enjeux et questions clés	76
102-45	Entités incluses dans les états financiers consolidés de l'organisation ou documents équivalents	36
102-46	Définition du contenu du rapport et des périmètres de l'enjeu	36
102-47	Liste des enjeux pertinents	81
102-49	Changements substantiels concernant le champ d'étude et le périmètre des aspects, par rapport aux précédentes périodes de reporting	36
102-50	Période de reporting pour les informations fournies	36
102-51	Date du dernier rapport publié	30 avril 2021
102-52	Cycle de reporting (annuel, bisannuel par exemple)	Annuel
102-55	Index du contenu GRI pour l'option choisie	Option de conformité
GRI-103	Approche managériale	
103-1	Explication de l'enjeu pertinent et de son périmètre	77-78-79
103-2	L'approche managériale et ses composantes	80
GRI-201	Performance économique	
201-1	Valeur économique directe générée et distribuée	22

Code GRI	Indicateur GRI	Numéro(s) de page(s)
201-2	Implications financières et autres risques et opportunités dus au changement climatique	96
201-3	Obligations liées au régime à prestations déterminées et autres régimes de retraite	169
GRI-203	Impacts économiques indirects	
203-1	Investissements dans les infrastructures et mécénat	De la page 105 à 115
203-2	Impacts économiques indirects significatifs	De la page 107 à 111
GRI-204	Politique achats	
204-1	Part de dépenses auprès de fournisseurs locaux	38-39-105
GRI-205	Lutte contre la corruption	
205-2	Communication et formation sur les politiques et procédures en matière de lutte contre la corruption	71
GRI 301	Matières	
301-1	Matières utilisées par poids ou par volume	24-25
GRI-302	Energie	
302-1	Consommation énergétique au sein de l'organisation	98
302-4	Réduction de la consommation énergétique	98
302-5	Réductions des besoins énergétiques des produits et services	98
GRI-303	L'eau	
303-1	Volume total d'eau prélevé par source	96
GRI-305	Émissions	
305-5	Réduction des émissions de gaz à effet de serre	100
GRI-308	Evaluation environnementale des prestataires	
308-1	Nouveaux prestataires sélectionnés selon des critères environnementaux	105
GRI-401	Emploi	
401-1	Nombre total et pourcentage de nouveaux salariés embauchés et taux de rotation du personnel par tranche d'âge, sexe et zone géographique	90-91-92
GRI-403	Santé et sécurité au travail	
403-5	Services de santé au travail	86-87

Code GRI	Indicateur GRI	Numéro(s) de page(s)
403-6	Promotion de la santé des travailleurs	85-86
403-7	Prévention et réduction des impacts sur la santé et la sécurité au travail directement liés aux relations d'affaires	85
403-8	Travailleurs couverts par un système de management de la santé et de la sécurité au travail	85
403-9	Accidents du travail	92
GRI -404	Formation et éducation	
404-2	Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière	89
GRI-405	Diversité et égalité des chances	
405-1	Composition des instances de gouvernance et répartition des salariés par catégorie professionnelle, en fonction du sexe, de la tranche d'âge, et d'autres indicateurs de diversité	49-90-91-92
GRI-414	Evaluation sociale des fournisseurs	
414-1	Nouveaux fournisseurs contrôlés sur des critères sociaux	105
GRI-417	Marketing et certifications	
417-1	Exigences pour l'information sur les produits et services et certifications	40

Comptes annuels et rapports

04



Rapport de gestion du conseil d'administration à l'assemblée générale ordinaire exercice 2021

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire conformément à vos statuts, pour vous présenter les résultats de l'exercice 2021 et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes arrêtés au 31 décembre 2021.

1- Environnement de marché

L'évolution par segment de produit et des parts de marché s'établit comme suit :

(En milliers de tonnes)

	2021	%	2020	%	Évolution	
					Absolu	%
Pains	329,3	27,5	332,6	29,1	-3,3	-1,0
Lingots -Morceaux	178,0	14,9	173,0	15,2	5,0	2,9
Granulés	690,1	57,6	635,4	55,7	54,8	8,6
Total	1197,4	100,0	1140,9	100,0	56,5	5,0

Le taux de croissance du marché national s'établit à +5,0% à fin 2021 par rapport à l'exercice précédent (+56,5 mt). Cette évolution est tirée principalement par le segment des granulés qui progresse de +8,6%.

L'augmentation du volume des ventes sur le marché local, est portée par la reprise de la consommation en raison de l'allègement des mesures sanitaires pour lutter contre la propagation du Covid-19.

La répartition des ventes entre COSUMAR et ses filiales se présente ainsi :

(En milliers de tonnes)

	2021			2020		
	COSUMAR	Filiales	Marché	COSUMAR	Filiales	Marché
Pains	281,2	48,1	329,3	280,7	51,8	332,6
Lingots -morceaux	178,0	0,0	178,0	173,0	0,0	173,0
Granulés	431,2	258,9	690,1	378,2	257,1	635,4
Total	890,4	307,0	1197,4	832,0	308,9	1140,9
Part de marché (%)	74,4	25,6	100,0	72,9	27,1	100,0

Pain :

Ce segment occupe 27,5% du marché. Ses ventes enregistrent un retrait de -3,3 mt, cédant ainsi 1 point par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Lingots -morceaux :

Les ventes des lingots-morceaux s'élèvent à 178 mt en 2021, enregistrant une progression de +2,9% entre les deux exercices.

Granulés :

Ce segment occupe 57,6% du marché. Ses ventes marquent une évolution de +8,6%, avec une augmentation de la quote-part de COSUMAR (62,5% en 2021, contre 59,5% en 2020).

COSUMAR a assuré l'approvisionnement de 74,4% du marché national contre 72,9% en 2020.

2- Faits marquants

2-1 Amont agricole

- Emblavement de 44.426 ha de betterave contre 55.408 ha l'année précédente ;
- Production de sucre blanc fin de campagne de 388 mt contre 526 mt en 2020 ;

2-2 Financier

- EBE consolidé IFRS en 2021 ressort à 1.847 Mdh contre 1.830 Mdh en 2020 et RNPG en 2021 à 763 Mdh contre 810 Mdh en 2020.

2-3 Ressources humaines

La structure des effectifs permanents pour l'exercice 2021 se présente comme suit :

	2021	2020
Directeurs et cadres	230	210
Maîtrises	886	875
Employés	206	189
Ouvriers	58	77
Total permanent	1380	1351

L'effectif augmente de 29 personnes depuis le début de l'exercice (115 recrutements et 86 départs).

2-4 Projets QSE

L'activité QSE a été marquée par les actions suivantes :

A) Sucrierie Doukkala

- Réussite de l'audit de renouvellement QSE selon les normes ISO 9001, 14001, 45001 ;
- Réussite de l'audit de certification ISO 50001 relative à l'efficacité énergétique ;
- Réussite de l'audit de suivi du Label TAHCEINE.

B) Sucrierie Zaïo

- Réussite de l'audit de renouvellement de la certification QSE, selon les normes ISO 9001 V2015, ISO 14001 V2015 et ISO 45001 V2018 ;
- Réussite de l'audit de suivi du Label TAHCEINE.

C) Suta

- Réussite de l'audit de renouvellement de la certification Amont Agricole ISO 9001 version 2015 ;
- Réussite de l'évaluation d'accréditation ISO 17025 version 2018 du laboratoire de réception et laboratoire de contrôle ;
- Réussite de l'audit de suivi de la certification ISO 50001 ;
- Réussite de l'audit de suivi du Label TAHCEINE ;

D) Sunabel

- Réussite des audits des évaluations de surveillance et de contrôle d'accréditation NM ISO/CEI 17025 :2018 des laboratoires de contrôle et de réception (usines MBK et KEK) ;
- Réussite de l'audit de suivi n°2 du SMI QSE selon les normes ISO 9001 V 2015, ISO 14001 V 2015, ISO 45001 V 2018, ISO 50001 V 2018, ISO 17025 V 2018 (usine KEK) ;
- Réussite de l'audit de suivi du Label TAHCEINE pour les deux usines.

E) Surac

- Réussite de l'audit ECOCERT de certification pour la production du sucre Bio à SURAC MBK ;
- Réussite de l'audit d'accréditation laboratoire norme ISO 17025 V 2017 pour les deux usines ;
- Réussite de l'audit de suivi QSE suivant les versions ISO 9001 V 2015, ISO 14001 V 2015 et transition vers ISO 45001 V 2018 au lieu de OHSAS 18001 V 2007 pour les deux usines ;
- Réussite de l'audit de suivi du Label TAHCEINE pour les deux usines.

2-5 Investissements

Les investissements consolidés à fin décembre 2021 s'élèvent à 268,4 Mdh et se détaillent ainsi :

	(En millions de dirhams)	
	2021	2020
COSUMAR SA	159,9	218,9
Filiales	108,5	246,0
Total	268,4	464,9

Ces investissements concernent principalement :

- Les projets de renforcement de la capacité de stockage de sucre brut ;
- L'efficacité énergétique ;
- Les travaux de mise à niveau et de maintenance de l'outil industriel.

3- Activité COSUMAR

3-1 Chiffre d'Affaires :

Le Chiffre d'Affaires commercial s'établit à 7 552,8Mdh, enregistrant une hausse de 573,2 Mdh (+8,2%) comparativement à fin décembre 2020, et s'explique comme suit :

	(En millions de dirhams)			
	2021	2020	Évolution	
			Absolu	%
Ventes de sucre	7 213,8	6 561,0	652,9	10,0
Ventes de coproduits				
- Mélasse	165,0	172,8	-7,8	-4,5
- Pellets, pulpe et divers	174,0	245,8	-71,8	-29,2
Total	7 552,8	6 979,6	573,2	8,2

Cette évolution du Chiffre d'Affaires est expliquée principalement par la hausse du volume des ventes locales de sucre consécutive à la reprise de la consommation de sucre à un niveau normal d'avant la pandémie ainsi que la croissance du Chiffre d'Affaires à l'export.

La ventilation des ventes par segment de produits est comme suit :

	(En milliers de tonnes)			
	2021	2020	Évolution	
			Absolu	%
Pain	281,2	280,7	0,4	0,2
Lingots -Morceaux	178,0	173,0	5,0	2,9
Granulés	1 085,6	1 024,9	60,7	5,9
Total sucre	1 544,7	1 478,6	66,1	4,5
Mélasse	114,6	128,2	-13,6	-10,6
Pellets & pulpes	73,5	131,1	-57,6	-43,9

Le volume des ventes de sucre total (local et export) s'établit à 1.544,7 mt, enregistrant une hausse de +4,5% (+66,1 mt) comparativement à fin décembre 2020 suite à l'augmentation du volume des ventes des granulés.

3-2 Production

3-2-1 Activité de raffinage

La production conditionnée de la raffinerie a évolué comme suit :

	(En milliers de tonnes)			
	2021	2020	Évolution	
			Absolu	%
Pain	230,6	223,3	7,3	3,3
Lingots -Morceaux	177,4	170,1	7,3	4,3
Granulés	966,6	886,3	80,3	9,1
Total	1 374,6	1 279,7	94,9	7,4

La production s'établit à 1.374,6 mt en augmentation de +7,4% comparée à 2020.

3-2-2 Activité sucrerie de Doukkala

- Poursuite de la mise en place du plan d'action contre COVID-19 au niveau de la sucrerie et de l'ensemble de l'écosystème sucrier : agriculteurs, transporteurs et prestataires des travaux mécaniques et intrants ;
- Baisse de la superficie semée : 10,7 mha contre 18,1 mha en 2020 suite à la baisse significative des réserves des barrages au moment des semis ayant pour conséquence la suppression de la dotation d'irrigation d'eau accordée à la betterave à sucre ;
- Amélioration du rendement à l'hectare de 3,4 points (73,2 contre 69,8 t/ha) en 2020 ;
- Amélioration du taux d'extraction de 6,2 points (86,1% contre 79,9%) en 2020, effet de l'amélioration des performances industrielles de l'usine ;

Les données de la campagne betteravière 2021 se résument ainsi :

Sucrerie Sidi Bennour	2021	2020
Démarrage usine (date)	08-mai	24-avr
Superficie récoltée (mha)	10,7	18,1
Rendement (t/ha)	73,2	69,8
Betterave traitée (mt)	718,6	1 147,6
Richesse cossette (%)	16,0	16,7
Taux d'extraction (%)	86,1	79,9
Sucre extrait (mt)	99,0	153,4
Mélasse commercialisable (mt)	28,7	48,3
Pellets / Pulpes (mt)	44,5	100,2

3-2-3 Activité sucrerie de Zaio

L'activité de l'exercice 2021 a été marquée par les événements majeurs suivants :

- Poursuite de la mise en place du plan d'action contre COVID-19 au niveau de l'usine et de l'ensemble de l'écosystème sucrier : agriculteurs, transporteurs et prestataires des travaux mécaniques et intrants ;
- Superficie récoltée de 4,3 mha contre 3,8 mha suite aux conditions hydriques et climatiques défavorables ;
- Amélioration du taux d'installation de système d'irrigation en goutte à goutte de 1,2 mha contre 1,0 mha la campagne précédente ;

Les données de la campagne betteravière 2021 se résument ainsi :

Sucrerie de Zaïo	2021	2020
Démarrage usine (date)	25-mai	06-juin
Superficie récoltée (mha)	4,3	3,8
Rendement (t/ha)	59,8	60,2
Betterave traitée (mt)	239,2	219,4
Richesse cossette (%)	16,6	17,5
Taux d'extraction (%)	80,0	80,9
Sucre extrait (mt)	31,7	31,0
Mélasses commercialisables (mt)	12,9	11,7
Pellets / Pulpes (mt)	23,7	27,1

4- Comptes Sociaux

Les principaux indicateurs financiers se résument comme suit :

	(En Mdh)	
	2021	2020
Chiffre d'Affaires commercial	7 552,8	6 979,6
Résultat d'exploitation	1 016,3	927,6
Résultat financier	156,5	57,3
Résultat non courant	-17,9	-124,7
Résultat avant impôts	1 154,8	860,2
Résultat net	845,9	593,8
Marge brute d'autofinancement	1 054,2	824,6
Investissements	159,9	218,9
Effectif	879	855

4-1 Le résultat d'exploitation s'établit à 1.016,3 Mdh à fin décembre 2021, marquant une hausse de 88,6 Mdh (+9,6%) par rapport à la même période de l'année précédente, grâce à l'augmentation des volumes de ventes nationales et l'amélioration des performances industrielles des sites de production.

4-2 Le résultat financier s'établit à 156,5 Mdh, en hausse de 99,2 Mdh. Cette amélioration est liée principalement à l'amélioration de l'endettement courant l'année 2021, l'augmentation des remontées des dividendes des filiales et un résultat de change en amélioration par rapport à l'exercice précédent

4-3 Le résultat non courant ressort à -17,9 Mdh soit une amélioration de 106,8 Mdh par rapport à la même période de l'exercice écoulé, expliquée principalement par la participation de COSUMAR en 2020 à l'élan de solidarité nationale à travers un don de 100 Mdh au Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie du COVID-19.

4-4 Par conséquent, le résultat net ressort à 845,9 Mdh, en augmentation de 252,1Mdh (+42,5%) par rapport aux réalisations de 2020.

4-5 Situation financière

Les principaux indicateurs financiers se résument ainsi :

	(En Mdh)	
	2021	2020
Capitaux propres & assimilés	4 418,1	4 186,9
Fonds de roulement	287,7	-43,2
Besoin en fonds de roulement	540,5	816,5
Endettement net	252,8	859,7

La situation financière à fin décembre 2021 est marquée par :

- Les capitaux propres et assimilés marquent une hausse de 231,2 Mdh par rapport à fin 2020 ;
- Le fonds de roulement augmente de 330,9 Mdh par rapport à l'exercice précédent, effet de l'augmentation du résultat net par rapport à l'exercice précédent ;
- Le BFR affiche une amélioration de 276 Mdh ;
- Par conséquent, l'endettement net ressort à 252,8 Mdh, en nette amélioration par rapport à l'année précédente.

5- Activité filiale

5-1 Chiffre d'Affaires

	Quantité (mt)		Valeur	
	2021	2020	2021	2020
Pain	48,2	51,8	256,8	276,1
Granulés	258,9	257,1	1 097,6	1 091,4
Sucre blanc	307,1	308,9	1 354,4	1 367,4
Mélasses	97,3	132,4	141,4	183,8
Pellet/Pulpe	215,9	276,3	178,6	224,6
Bagasse			8,2	6,3
Divers			46,6	36,9
Total			1 729,2	1 818,9

Le Chiffre d'Affaires des filiales atteint 1.729,2 Mdh en 2021 enregistrant une baisse de 90 Mdh (-4,9%) comparativement à 2020. Cette évolution émane principalement de la baisse du volume des ventes des coproduits par rapport à l'année précédente suite à une campagne agricole moins importante.

5.2. Amont agricole

		Canne		Betterave	
		2021	2020	2021	2020
Superficie récoltée	(mha)	9,1	10,2	29,4	33,6
Rendement	(t/ha)	72,1	77,5	51,8	63,3
Richesse Réception	(%)	12,5	12,4	16,8	17,2
Tonnage réceptionné	(mt)	652,7	792,5	1524,8	2122,6

Au niveau des périmètres canniers, le tonnage réceptionné affiche une baisse de 140 mt suite principalement à la baisse du rendement à l'hectare de 5,4 points.

S'agissant des périmètres betteraviers, le tonnage réceptionné affiche également une baisse de 598 mt, en raison de la baisse du rendement à l'hectare de 11,5 points et des superficies récoltées de 4,2 mha.

5.3. Activité industrielle

		Canne		Betterave	
		2021	2020	2021	2020
Tonnage traité	(mt)	652,7	792,5	1 398,5	1 939,6
Richesse traitée	(%)	12,2	12,1	16,5	16,9
Extraction sucre blanc	(mt)	59,3	68,6	198,4	272,7
Taux d'extraction	(%)	74,2	71,4	86,1	83,0
Mélasses	(mt)	28,5	36,3	47,1	90,3
Pellet/Pulpe	(mt)			201,2	301,6

La production de sucre blanc en 2021 s'établit à 257,6 mt affichant ainsi une baisse de 84 mt par rapport à l'année écoulée. L'amélioration des taux d'extraction des usines a atténué en partie les effets de la baisse du volume de traitement de 140 mt au niveau des périmètres canniers et de 541 mt au niveau des périmètres betteraviers.

5-4. Résultats sociaux agrégés filiales

	(En Mdh)			
	Évolution			
	2021	2020	Absolu	%
Chiffre d'Affaires	1 729,2	1 818,9	-89,7	-4,9
Résultat d'exploitation	413,6	484,6	-71,0	-14,7
Résultat financier	-4,8	-24,7	19,9	-80,5
Résultat non courant	-96,9	-24,0	-72,9	NS
Résultat net	208,4	345,3	-136,8	-39,6
Marge brute d'autofinancement	404,6	505,7	-101,1	-20,0
Investissements	108,5	246,0	-137,5	-55,9
Effectif permanent	501	496	5	1

5-4-1 Le résultat d'exploitation agrégé des filiales s'établit en 2021 à 413,6 Mdh en diminution de 71 Mdh (-14,7%) comparativement à 2020, expliquée principalement par le retrait de la production de sucre blanc suite à une campagne agricole moins importante et difficile, atténuée par l'amélioration des performances industrielles des sites de production notamment les taux d'extraction ;

5-4-2 Le résultat financier a connu une amélioration de 19,9 Mdh par rapport à 2020.

5-4-3 Le résultat non courant à fin 2021 enregistre une baisse de 72,9 Mdh par rapport à la même période en 2020.

6- Activité Groupe

6-1 Production

6-1-1 Extraction

		Groupe		COSUMAR SA		Filiales	
		2021	2020	2021	2020	2021	2020
Superficie récoltée	(mha)	53,5	65,6	15,0	21,9	38,5	43,8
Rendement	(t/ha)	60,2	67,1	69,4	68,1	56,6	66,6
Tonnage traité	(mt)	3 009,0	4 099,1	957,7	1 366,9	2 051,3	2 732,1
Richesse traitée	(%)	15,5	16,0	16,1	16,9	15,1	15,5
Extraction équivalent blanc	(mt)	388,4	525,7	130,7	184,4	257,6	341,3
Taux d'extraction	(%)	83,5	80,3	84,5	80,1	83,0	80,4
Mélasses	(mt)	117,1	186,4	41,5	59,9	75,6	126,5
Pellet/pulpe	(mt)	269,5	428,9	68,2	127,3	201,2	301,6

Les conditions climatiques difficiles ont impacté la campagne agricole, mais grâce aux efforts des équipes et partenaires agricoles, la baisse de la production de sucre local a été atténuée et s'est élevée à 388 mt contre 526 mt la campagne précédente.

6-1-2 Raffinage

	Groupe		COSUMAR SA		Filiales	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Raffinage (mt)	1 390,9	1 339,1	1 387,1	1 325,7	3,8	13,4

Le niveau de la production de l'activité raffinage est en augmentation de +51,8 mt suite au retrait de la production locale.

6-2 Comptes consolidés

	(En Mdh)			
	2021	2020	Évolution	
			Absolu	%
Chiffre d'Affaires	9 112,5	8 630,2	482,3	5,6
EBE	1 847,4	1 829,6	17,8	1,0
Résultat d'exploitation courant	1 408,1	1 414,5	-6,4	-0,4
Autres produits et charges d'exploitation non courants	-98,0	-141,4	43,4	-30,7
Résultat des activités opérationnelles	1 310,1	1 273,0	37,1	2,9
Résultat financier	-61,8	-65,0	3,2	-4,9
Résultat net des activités poursuivies	840,7	818,0	22,7	2,8
Résultat net	764,0	811,1	-47,1	-5,8
Résultat net part du groupe	763,0	809,8	-46,8	-5,8
Capacité d'autofinancement opérationnelle	1 784,3	1 661,6	122,7	7,4
Investissements	-268,4	-464,9	196,5	-42,3
Effectif fin de période	1 380	1 351	29,0	2,1

6-2-1 Augmentation du Chiffre d'Affaires consolidé du Groupe de +5,6% par rapport à l'année précédente, expliquée principalement par la confirmation de la reprise de la consommation et des ventes nationales ainsi que par la croissance du Chiffre d'Affaires de l'export.

6-2-2 Le résultat d'exploitation courant à fin 2021 atteint 1.408,1 Mdh, en diminution de 6,4 Mdh par rapport à fin 2020 expliqué principalement par une campagne moins importante au niveau des sucreries.

6-2-3 Les autres produits et charges d'exploitation non courants augmentent de 43,4 Mdh, expliquée principalement par la participation de COSUMAR à l'élan de solidarité nationale à travers un don de 100 millions de dirhams au Fonds Spécial pour la gestion de la pandémie du COVID-19 en 2019.

6-2-4 Le résultat des activités opérationnelles s'établit à 1.310,1Mdh contre 1.273,0 Mdh à fin 2020, enregistrant ainsi une augmentation de 37,1 Mdh ;

6-2-5 Le résultat financier marque une amélioration de 3,2 Mdh par rapport aux réalisations de 2020 ;

6-2-6 En conséquence, le résultat net part du groupe ressort à 763,0 Mdh, en diminution de 46,8 Mdh par rapport à l'exercice écoulé.

6-2-7 Situation financière

Les principaux indicateurs financiers se résument comme suit :

	(En Mdh)			
	2021	2020	Évolution	
			Absolu	%
Capitaux propres	5 419,4	5 211,7	207,7	4,0
Capitaux propres - part du Groupe	5 411,4	5 204,0	207,4	4,0
BFR opérationnel	1 534,5	2 237,6	-703,1	-31,4
Endettement net	403,1	1 614,2	-1 211,1	-75,0

La situation financière est marquée à fin 2021 par :

- Les capitaux propres consolidés en 2021 atteignent 5.419,4 Mdh, en augmentation de 207,7 Mdh;
- Le besoin en fonds de roulement s'allège de 703,1 Mdh en 2021 par rapport à 2020 ;
- L'endettement net ressort à 403,1 Mdh, en nette amélioration par rapport à l'année précédente.

Les dettes fournisseurs au 31 Décembre 2021 se répartissent comme suit :

Tableau de Répartition des Dettes Fournisseurs COSUMAR SA au 31-12-2021

	(A)		(B)		Montants des dettes échues			
	Montant des dettes Fournisseurs à la clôture A=B+C+D+E+F		Montant des dettes non échues		(C)	(D)	(E)	(F)
			Dettes échues de moins de 30 jours	Dettes échues entre 31 et 60 jours	Dettes échues entre 61 et 90 jours	Dettes échues de plus de 90 jours		
	44111000	52 027 741,78	36 215 104,69	6 237 826,14	182 074,69	-	9 392 736,26	
	44113000	13 621 920,07	11 613 447,17	633 650,24	453 322,03	103 307,67	818 192,96	
	44114000	85 801 248,87	85 801 248,87					
Date de Clôture Exercice N-1	44116000	133 623,48	133 623,48					
	44171000	92 830 493,85	37 616 767,72	2 158 985,96	7 337 679,95	8 089 523,65	37 627 536,57	
	44178000	2 720 275,83	2 720 275,83					
	44179000	118 371,81	118 371,81					
	44179999	20 156 864,28	6 555 630,81	13 063 945,71	242 903,36	192 227,88	102 156,52	
	44819999	2 610 644,16					2 610 644,16	
	44111000	63 768 998,12	39 457 817,76	18 116 506,83	1 537 174,64	186 309,52	4 471 189,37	
	44113000	16 620 222,80	16 309 717,78	184 750,00	582,10	10 148,50	115 024,42	
	44114000	58 234 516,76	58 234 516,76					
Date de Clôture Exercice N	44116000	133 623,48	133 623,48					
	44171000	100 133 561,69	36 463 827,22	1 312 948,36	542 977,54	185 002,22	61 628 806,35	
	44178000	3 147 350,27	3 147 350,27					
	44179000	2 283 397,23	2 283 397,23					
	44179999	14 921 630,66	10 020 056,22	65 428,57	24 141,32		4 812 004,55	
	44819999	2 610 644,16					2 610 644,16	

7- Conventions visées à l'article 57 de la Loi sur les Sociétés Anonymes :

Nous vous présentons, ci-joint, le tableau récapitulatif des conventions visées à l'article 57 de la loi sur les sociétés anonymes au cours de l'exercice 2021.

Société	Objet de la Convention	Modalités / méthode de calcul / délai de paiement	Flux résultats 2021		Solde Bilan 2021 - reste à payer/à encaisser	
			Charges	Produits	Reste à payer	Reste à encaisser
SUNABEL	Prestation de Conditionnement de sucre	16Kg : 700DH/HT/T		87 897,60	-	87 897,60
SURAC	Prestation de Conditionnement de sucre	1Kg : 321DH/HT/T 2Kg : 267DH/HT/T	2 792 836,50	-	749 539,65	
SURAC	Prestation de Raffinage du Sucre	50Kg : 600DH/HT/T	2 294 700,00	-	1 916 113,92	
SUTA	Prestation de Conditionnement de sucre	1Kg : 321DH/HT/T 2Kg : 267DH/HT/T 16Kg : 700DH/HT/T	2 902 666,41	-	1 810 075,87	
SUCRUNION	Prestation de Conditionnement de sucre	25Kg : 1011DH/HT/T	1 926 396,23	-	326 818,80	
SUNABEL	Rémunération de gestion	0.425% C.A HT sans subvention		2 949 569,01		513 945,07
SUNABEL	Prestation Commerciale	40DH/HT/T		5 034 552,20		1 135 864,42
SURAC	Rémunération de gestion	0.425% C.A HT sans subvention		1 463 456,65		321 605,76
SURAC	Prestation Commerciale	40DH/HT/T		2 472 367,20		504 313,20
SUTA	Rémunération de gestion	0.425% C.A HT sans subvention		2 996 043,15		501 710,70
SUTA	Prestation Commerciale	40DH/HT/T		4 773 389,60		2 033 633,60
SUCRUNION	Rémunération de gestion	0.85% C.A HT		433 770,06		105 828,19
SUCRUNION	Prestation Commerciale	35DH/HT/T		223 802,60		55 730,50
Société	Objet de la Convention	Modalités / méthode de calcul / délai de paiement	Charges	Produits	Reste à payer	Reste à encaisser
COSUMAT-RADE	Location des machines			293 399,87		293 399,87
WILMACO	Intérêt sur Compte Courant	5.25%		2 015 562,49		630 583,33
SUCRUNION	Intérêt sur Compte Courant	2.50%	43 593,95		00,00	
SUNABEL	Intérêt sur Compte Courant	2.50%	291 345,43		19 483,33	
SUTA	Intérêt sur Compte Courant	2.50%	8 349,99		8 349,99	

8- Perspectives

Les opérations de plantation de canne et de semis de betterave sont finalisées dans un contexte où dans la grande partie des périmètres sucriers, la sécheresse, les retards de pluie et le niveau faible des barrages dédiés à l'eau d'irrigation ont rendu les préparatifs de la campagne très difficiles. La mobilisation exceptionnelle de l'ensemble des équipes de l'amont agricole, des partenaires agriculteurs et institutionnels ont permis d'atténuer l'impact des conditions climatiques sur le programme de semis qui a enregistré une baisse de 13,7% en termes de superficies semées par rapport à la campagne précédente.

Le Groupe COSUMAR maintiendra ses efforts et mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour l'accompagnement de ses partenaires agriculteurs afin d'assurer un bon déroulement de la campagne sucrière 2021-2022.

La raffinerie de Durrah en Arabie Saoudite a démarré son exploitation et sa commercialisation au début du troisième trimestre 2021 et a atteint sa capacité nominale de production au quatrième trimestre 2021. Des actions commerciales sont en cours de déploiement pour accompagner la montée en cadence de la production.

Vos Commissaires aux comptes feront dans leur rapport l'analyse des comptes et du bilan.

Ceux-ci font apparaître un bénéfice net comptable de 845.872.298,68 dirhams dont nous vous proposons l'affectation suivante :

Bénéfice net comptable	845.872.298,68 DH
Report à nouveau sur exercices antérieurs	(+) 1.232.729,74 DH
Solde	847.105.028,42 DH
Réserve facultative	(-) 279.000.000,00 DH
Dividende	(-) 566.922.858,00 DH
Solde	1.182.170,42 DH

que nous vous proposons de reporter à nouveau.

Le dividende total à distribuer s'élèverait à 566.922.858,00 DH, soit 6,00 DH par action.

Nous vous proposons de fixer sa date de mise en paiement à compter du 29 juillet 2022 selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

Nous vous donnons maintenant lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article 56 de la Loi 17-95, établi par vos Commissaires aux comptes.

En application des dispositions de l'article 142 de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée, nous vous présentons ci-après la liste des mandats, fonctions et emplois des membres de notre conseil d'administration dans d'autres sociétés, au cours de l'exercice 2021:

M. Hicham BELMRAH

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
MAMDA	Président Directeur Général
MCMA	Président Directeur Général
Mutuelle Attamine Chaabi	Président du Directoire
MAMDA RE	Administrateur Directeur Général
RYAD RESORT DEVELOPPEMENT	Président du Conseil d'Administration
OLEA CAPITAL	Président du Conseil d'Administration
SUNABEL	Président du Conseil d'Administration
SURAC	Président du Conseil d'Administration
SUTA	Président du Conseil d'Administration
SUCRUNION	Président du Conseil d'Administration

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
COMAGUIS	Président du Conseil d'Administration
DURRAH ADVANCED DEVELOPMENT COMPANY	Vice-Président du Conseil d'Administration
WILMACO	Administrateur
MCR	Vice-Président du Conseil d'Administration
EURESA	Membre du Conseil de la gérance

M. Abdellaziz Abarro

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
AFRIMINES	Gérant
AB2 CONSULT	Gérant

M. Khalid Cheddadi

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
AFMA	Représentant de la CIMR Administrateur
AL MADA HOLDING	Représentant de la CIMR Administrateur
AKILAM	Président Directeur Général
AKWA AFRICA	Représentant de la CIMR Administrateur
A6 IMMOBILIER	Représentant de la CIMR Administrateur
ATLAS HOSPITALITY MOROCCO	Administrateur
AUTO HALL	Administrateur
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
BANQUE POPULAIRE	Représentant de la CIMR Administrateur
SOCIETE DES BOISSONS DU MAROC	Représentant de la CIMR Administrateur
CFG BANK	Représentant de la CIMR Administrateur
CIMENTS DU MAROC	Représentant de la CIMR Administrateur
CIMR	Président Directeur Général
CREDIT IMMOBILIER & HOTELIER	Administrateur
EQDOM	Représentant de la CIMR Administrateur
HPARTNER	Représentant de la CIMR membre
IMC	Président du Conseil d'administration
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Représentant de la CIMR Administrateur
LAFARGE HOLCIM MAROC	Représentant de la CIMR Administrateur
LARBEL	Gérant
LESIEUR CRISTAL	Président du Conseil d'administration
OLEA CAPITAL FUND	Représentant de la CIMR Administrateur
OLEA TRADING	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE BERTIN	Administrateur
OLEA CAPITAL SOCIETE CENTRALE D'EXPLOITATION	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE III	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE II	Administrateur
OLEA CAPITAL SLE I	Administrateur
RAMICAL	Président Directeur Général

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
RISMA	Représentant de la CIMR Administrateur
SAPRESS	Représentant de la CIMR Administrateur
SICAV CIMR AJIAL	Président Directeur Général
SICAV CIMR ATTADAMOUN	Président Directeur Général
SICAV CIMR FONCIA	Gérant
SICAV CIMR IDDIKHAR	Président Directeur Général
SICAV PREVOYANCE	Président Directeur Général
SICAV TRESO PLUS	Président Directeur Général
SOCHPRESS	Représentant de la CIMR Administrateur
SOMED	Représentant de la CIMR Administrateur
SONASID	Représentant de la CIMR Administrateur
UPLINE VENTURES	Représentant de la CIMR Administrateur
WARAK PRESS W	Représentant de la CIMR Administrateur

M. Jean-Luc Robert Bohbot

Entité	Administrateur/ emplois ou fonctions
CHELSEA ESTATES NZ PTY LIMITED	Administrateur
PIONEER SUGAR MILLS PTY. LTD	Administrateur
WILMAR AUSTRALIA PTY LIMITED	Administrateur
WILMAR AUSTRALIA HOLDINGS PTY LIMITED	Administrateur
WILMAR SUGAR PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN AUSTRALIA PTY LTD)	Administrateur
WILMAR BIOETHANOL (AUSTRALIA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN BIOETHANOL PTY LTD)	Administrateur
WILMAR ETHANOL (AUSTRALIA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN ETHANOL PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA HOLDINGS PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN HOLDINGS PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (HERBERT) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (HERBERT) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA INVESTMENTS PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN INVESTMENTS PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (INVICTA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (INVICTA) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (KALAMIA) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (KALAMIA) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR AUSTRALIA LIMITED (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN LIMITED)	Administrateur
WILMAR SUGAR PLANE CREEK PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN PLANE CREEK PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR (PROSERPINE) PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN (PROSERPINE) PTY LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR REFINING INVESTMENTS PTY LTD (FORMERLY KNOWN AS SUCROGEN REFINING INVESTMENTS PTY LTD)	Administrateur
SUGAR AUSTRALIA PTY LIMITED	Administrateur
THE HAUGHTON SUGAR COMPANY PTY. LIMITED	Administrateur

Entité	Administrateur/ emplois ou fonctions
WILMAR SUGAR AUSTRALIA TRADING PTY. LTD.	Administrateur
RAIZEN E WILMAR AÇUCAR LTDA	Administrateur
CSC SUGAR, LLC	Administrateur
WILMAR SUGAR AMERICA INC.	Administrateur et Président
SHREE RENUKA SUGARS LIMITED (LISTED ON BSE LTD & NATIONAL STOCK EXCHANGE OF INDIA LTD)	Administrateur
WILMAR SUGAR INDIA PRIVATE LIMITED	Administrateur
NEW ZEALAND SUGAR COMPANY LIMITED	Administrateur
WILMAR SUGAR PTE. LTD.	Administrateur et Directeur Général
WILMAR SUGAR HOLDINGS PTE. LTD	Administrateur
RAIZEN AND WILMAR SUGAR PTE. LTD	Président Directeur Général
WILMAR AGRI TRADING DMCC	Administrateur et Directeur

M. Mohamed Hicham Chebihi Hassani

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
La COMPAGNIE FINANCIERE HOLDING ATLAS	Président Directeur Général Représentant de l'administrateur Sefin Holding
Atlas CAPITAL FINANCE	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
ATLAS CAPITAL MANAGEMENT	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
ATLAS CAPITAL BOURSE	Représentant de l'Administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
ATLAS PORTOFOLIO MANAGEMENT	Représentant de l'administrateur Compagnie Financière Holding Atlas
VIDAL ASSURANCES	Président Directeur Général
ATLAS CAPITAL REAL ESTATE MANAGEMENT	Président Directeur Général
JARDIN DE SAFI	Président Directeur Général
INETUM CONSULTING MAROC	Président Directeur Général

M. Loo Cheau Leong

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Leverian Holding Pte Ltd Singapore	Administrateur
Josovina Commodities Trading Ltd Labuan - Malaysia	Administrateur
Wilmar Tea Pte. Ltd.- Singapore	Administrateur
Olenex Holdings B.V. The Netherlands	Member of Supervisory Board
Wilmar Trading (Thailand) Co., Ltd.	Administrateur
Wilmar-Delta Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Delmar Pte. Ltd. Singapore	Administrateur

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Sona Oils Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Shun Yi Holdings Limited - British Virgin Islands	Administrateur
Kenspot International Pte Ltd Singapore	Administrateur
Kerry Oils & Grains (China) Private Limited Singapore	Administrateur
Wilmar China Investments (Yihai) Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar China Investments Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar China New Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar China Northeast Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Consultancy Services Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Fujian Investments Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Golden Sea Investment Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Great Ocean Investment Pte Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Trading (Asia) Pte. Ltd Singapore	Administrateur
Wilmar Trading (China) Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Yihai China Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Yihai Flour Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Yihai Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
WCP Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
WCL Holdings Limited Bermuda	Administrateur
Wilmar China Holdings Limited Mauritius	Administrateur
Wii Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Equatorial Africa Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Africa Investments Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Africa Resources Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Tanzania Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar PZ International Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
African Oil Palm Limited Mauritius	Administrateur
Wilmar GF Singapore Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Trading Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar Australia Limited Australia	Administrateur
Wilmar Sugar SA Switzerland	Administrateur et Président
Alfa Trading Limited	Administrateur
Wilmar Agri Trading DMCC UAE	Administrateur
Shree Renuka Sugars Limited (listed on BSE Ltd and the National Stock Exchange of India Limited) Indida	Administrateur et membre du Comité d'Audit

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Wilmar Sugar Americas Trading Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Josovina Commodities Pte Ltd Singapore	Administrateur
Yihai Kerry-Hyseas Trading Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
Wilmar Sugar USA Inc. Delaware	Administrateur et trésorier
Wilmar Sugar Americas, S. de R.L. de Mexico	Administrateur
PT Sinar Meadow International Indonesia - Indonesia	Administrateur
Investment Holdings Pte. Ltd. Singapore	Administrateur
CK Investment Holdings Pte.Ltd. - Singapore	Administrateur

M. Kwek Ju-Yang, Mark

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Wilmar Sugar Pte Ltd	Senior Manager
Wilmar Sugar USA Inc.	Administrateur et Secrétaire
Wilmar Sugar India Private Limited	Administrateur
Wilmar Sugar Americas, S. de R.L. de C.V.	Administrateur
Raizen and Wilmar Sugar Pte. Ltd.	Administrateur
Wilmar Sugar Americas Trading Pte. Ltd. (formerly known as Wilmar Sugar Americas Pte. Ltd.)	Administrateur

M. Vishesh Kathuria

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Durrah Advanced Development Co	Membre du Comité de Risque et d'Audit

M. Régis Karim Salamon

Aucun mandat

M. Virgilio Lopes Fagundes

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Raizen and Wilmar Sugar Pte Ltd	Administrateur et Chief Marketing Officer
CSC Sugar LLC	Administrateur

MAMDA, représentée par M. Hicham Belmrah

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
BCP	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
RISMA	Membre du Conseil de Surveillance
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
Afriquia SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA Africa	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
Resort Co	Administrateur
UIR	Membre du Conseil de Surveillance
FUIR	Administrateur
SURAC	Administrateur
SUNABEL	Administrateur
ODYSSEY INTERNATIONAL	Membre du Conseil de Surveillance
OPCI EDUCAPITAL	Administrateur
ALHIF	Membre du Conseil de Surveillance
YAMED EDUCATION	Administrateur
MSF	Administrateur
AM INVEST	Administrateur
MASSSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur
NEBETOU	Membre du Conseil de Surveillance
AMLAK DEV	Administrateur
ACI	Administrateur
3P FUND	Membre du Conseil de Surveillance
UPLINE INVEST FUND	Administrateur
CAP MEZZANINE	Administrateur

RCAR représenté par Mme Ouafae Mriouah

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
Marsa Maroc	Administrateur Membre du Comité Stratégie et investissements Présidente du Comité Nomination, Rémunération et Gouvernance
JFC V	Administrateur
Chwiter Jdid (Ex SAI Mdiq)	Administrateur
FUIR	Administrateur
Cap Mezzanine II	Administrateur

Wafa Assurance, représentée par M. Mohamed Ramses Arroub

Entité	Administrateur/emplois ou fonctions
LA COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCE (ATTI-JARI ASS. TUNISE)	Administrateur
Wafa Assurance VIE SENEGAL	Administrateur
Wafa Assurance SENEGAL SA Non Vie	Administrateur
Wafa Assurance Vie CAMEROUN	Administrateur
PRO Assurance SA CAMEROUN	Administrateur
Wafa Assurance Vie Côte d'Ivoire	Administrateur
Wafa Assurance SA Côte d'Ivoire	Administrateur
A6 Immobilier	Administrateur
ACAMSA	Administrateur
Inter Mutuelles Assistance	Membre du Conseil de Surveillance
SUTA	Administrateur
SUCRUNION	Administrateur
MOROCCAN INFRASTRUCTURE FUND (MIF)	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
MARSA MAROC	Membre du Conseil de Surveillance
Wafa TAKAFUL	Administrateur

Les résolutions que nous vous soumettons sont conformes à nos propositions et nous vous invitons à les approuver.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comptes sociaux

BILAN ACTIF

Exercice du 1/01/2021 au 31/12/2021

	ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRÉCÉDENT
		BRUT	AMORTISSEMENT ET PROVISIONS	NET	NET
	Immobilisations en non-valeur (A)	104 232 047,06	44 172 409,46	60 059 637,60	80 906 047,01
	Frais préliminaires	2 099 914,30	2 099 914,30	-	419 982,86
	Charges à répartir sur plusieurs exercices	102 132 132,76	42 072 495,16	60 059 637,60	80 486 064,15
	Primes de remboursement des obligations	-	-	-	-
	Immobilisations incorporelles (B)	84 253 031,28	28 096 120,73	56 156 910,55	62 016 031,14
	Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-
	Brevets, marques, droits et valeurs similaires	53 533 177,10	25 319 687,73	28 213 489,37	34 072 609,96
	Fonds commercial	30 622 333,78	2 776 433,00	27 845 900,78	27 845 900,78
	Autres immobilisations incorporelles	97 520,40	-	97 520,40	97 520,40
	Immobilisations corporelles (C)	6 315 861 183,79	4 360 014 524,17	1 955 846 659,62	2 029 206 776,33
	Terrains	616 986 277,89	923 374,40	616 062 903,49	616 295 982,09
	Constructions	838 194 285,26	483 225 475,12	354 968 810,14	284 723 347,10
	Installations techniques, matériel et outillage	4 403 119 435,74	3 598 500 274,47	804 619 161,27	891 744 191,46
	Matériel de transport	40 647 576,55	33 327 595,76	7 319 980,79	9 335 758,23
	Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	290 112 612,52	244 037 804,42	46 074 808,10	46 385 924,21
	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	126 800 995,83	-	126 800 995,83	180 721 573,24
	Immobilisations financières (D)	2 059 602 100,42	1 250 090,99	2 058 352 009,43	2 058 006 798,99
	Prêts immobilisés	5 009 105,63	1 250 090,99	3 759 014,64	3 946 551,84
	Autres créances financières	1 934 431,66	-	1 934 431,66	1 401 684,02
	Titres de participation	2 052 658 563,13	-	2 052 658 563,13	2 052 658 563,13
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Écart de conversion - Actif (E)	-	-	-	-
	Diminution des créances immobilisées	-	-	-	-
	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
	TOTAL I (A+B+C+D+E)	8 563 948 362,55	4 433 533 145,35	4 130 415 217,20	4 230 135 653,47
	Stocks (F)	1 808 740 959,39	28 479 320,23	1 780 261 639,16	1 488 249 445,31
	Marchandises	-	-	-	3 254 179,80
	Matières et fournitures consommables	946 801 384,43	28 479 320,23	918 322 064,20	417 809 532,03
	Produits en cours	436 896 531,96	-	436 896 531,96	533 647 955,51
	Produits intermédiaire et produits résiduels	5 280 164,00	-	5 280 164,00	21 126 931,24
	Produits finis	419 762 879,00	-	419 762 879,00	512 410 846,73
	Créances de l'actif circulant (G)	2 938 448 785,58	27 241 064,49	2 911 207 721,09	2 089 731 610,55
	Fournisseurs débiteurs, avances & comptes	40 904 384,95	13 740 438,73	27 163 946,22	62 659 883,96
	Clients et comptes rattachés	877 888 701,70	13 500 625,76	864 388 075,94	562 851 941,27
	Personnel	2 286 811,74	-	2 286 811,74	5 701 016,19
	État	1 787 014 754,52	-	1 787 014 754,52	1 290 478 444,65
	Compte d'associés	47 000 000,00	-	47 000 000,00	-
	Autres débiteurs	175 187 787,66	-	175 187 787,66	160 639 274,12
	Comptes de régularisation actif	8 166 345,01	-	8 166 345,01	7 401 050,36
	Titres et valeurs de placement (H)	-	-	-	520 099 179,74
	Écarts de conversion-Actif (I) (Éléments circulants)	50 979 722,96	-	50 979 722,96	23 391 576,60
	TOTAL II (F+G+H+I)	4 798 169 467,93	55 720 384,72	4 742 449 083,21	4 121 471 812,20
	TRÉSORERIE - ACTIF	654 541 629,60	-	654 541 629,60	91 353 365,13
	Chèques et valeurs à encaisser	45 814 735,22	-	45 814 735,22	24 304 827,16
	Banques, T G et C C P	606 817 766,27	-	606 817 766,27	63 721 767,74
	Caisses, Régies d'avances et accreditifs	1 909 128,11	-	1 909 128,11	3 326 770,23
	TOTAL III	654 541 629,60	-	654 541 629,60	91 353 365,13
	TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	14 016 659 460,08	4 489 253 530,07	9 527 405 930,01	8 442 960 830,80

BILAN PASSIF

Exercice du 1/01/2021 au 31/12/2021

	PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
FINANCEMENT PERMANENT	CAPITAUX PROPRES	3 927 112 672,71	3 648 163 232,03
	Capital social ou personnel (1)	944 871 430,00	944 871 430,00
	Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé	944 871 430,00	944 871 430,00
	dont versé	944 871 430,00	944 871 430,00
	Primes d'émission, de fusion et d'apport	175 981 922,22	175 981 922,22
	Écarts de réévaluation	-	-
	Réserve légale	94 487 143,00	94 487 143,00
	Autres réserves	1 864 667 149,07	1 838 667 149,07
	Report à nouveau (2)	1 232 729,74	373 840,25
	Résultats nets en instance d'affectation (2)	-	-
	Résultat net de l'exercice (2)	845 872 298,68	593 781 747,49
	Total des capitaux propres (A)	3 927 112 672,71	3 648 163 232,03
	Capitaux propres assimilés (B)	490 998 737,60	538 741 808,26
	Subventions d'investissement	3 054 985,54	3 891 648,54
	Provisions réglementées	487 943 752,06	534 850 159,72
	Dettes de financement (C)		
	Emprunts obligataires		
	Autres dettes de financement		
	Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
Écart de conversion - Passif (E)	-	-	
Augmentation de créances immobilisées			
Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A + B + C + D + E)	4 418 111 410,31	4 186 905 040,29	
PASSIF CIRCULANT	Dettes du passif circulant (F)	4 125 336 124,96	2 714 291 530,26
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 777 074 562,59	2 448 954 618,17
	Clients créditeurs, avances et acomptes	10 965 304,04	13 331 260,19
	Personnel	8 491 834,90	7 186 516,74
	Organismes sociaux	15 480 119,16	12 035 676,16
	État	55 083 447,79	64 193 101,23
	Comptes d'associés	84 481 861,00	32 996 211,60
	Autres créanciers	23 326 690,97	28 769 720,51
	Comptes de régularisation - passif	150 432 304,51	106 824 425,66
	Autres provisions pour risques et charges (G)	64 522 785,41	27 729 376,60
	Écarts de conversion Passif (éléments circulants) (H)	12 129 950,64	42 883 934,58
	TOTAL II (F + G + H)	4 201 988 861,01	2 784 904 841,44
	TRÉSORERIE	TRÉSORERIE PASSIF	907 305 658,69
Crédits d'escompte		-	-
Crédits de trésorerie		740 000 000,00	1 200 000 000,00
Banques de régularisation		167 305 658,69	271 150 949,07
TOTAL III		907 305 658,69	1 471 150 949,07
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	9 527 405 930,01	8 442 960 830,80	

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéfice (+), déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (Hors Taxes) Exercice du 1/01/2021 au 31/12/2021

	NATURE	OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		PROPRES À L'EXERCICE	CONCERNANT LES EXERCICES PRÉCÉDENTS		
		(1)	(2)	3= 1 + 2	(4)
EXPLOITATION	I Produits d'exploitation	9 745 861 306,04	7 978,94	9 745 869 284,98	9 402 991 671,87
	Ventes de marchandises (en l'état)	3 416 140,00	-	3 416 140,00	7 678 333,60
	Ventes de biens et services produits	7 549 391 387,94	7 978,94	7 549 399 366,88	6 971 905 982,16
	Chiffres d'affaires	7 552 807 527,94	7 978,94	7 552 815 506,88	6 979 584 315,76
	Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	-205 246 158,52	-	-205 246 158,52	179 217 033,50
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation	2 369 369 799,36	-	2 369 369 799,36	2 213 861 231,36
	Autres produits d'exploitation	557 730,00	-	557 730,00	376 265,00
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	28 372 407,26	-	28 372 407,26	29 952 826,25
	TOTAL I	9 745 861 306,04	7 978,94	9 745 869 284,98	9 402 991 671,87
	II Charges d'exploitation	8 773 002 303,53	-43 396 535,52	8 729 605 768,01	8 475 343 274,12
	Achats revendus (2) de marchandises	3 254 179,80	-	3 254 179,80	6 906 656,08
	Achats consommés (2) de matières et fournitures	7 574 114 449,26	-44 584 068,74	7 529 530 380,52	7 379 471 165,20
Autres charges externes	546 510 874,17	970 600,54	547 481 474,71	469 239 030,36	
Impôts et taxes	17 625 737,70	-	17 625 737,70	19 279 816,40	
Charges de personnel	364 750 370,80	216 932,68	364 967 303,48	330 833 723,24	
Autres charges d'exploitation	1 550 000,00	-	1 550 000,00	960 000,01	
Dotations d'exploitation	265 196 691,80	-	265 196 691,80	268 652 882,83	
TOTAL II	8 773 002 303,53	-43 396 535,52	8 729 605 768,01	8 475 343 274,12	
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			1 016 263 516,97	927 648 397,75	
FINANCIER	IV PRODUITS FINANCIERS	274 709 936,48	-	274 709 936,48	160 382 948,08
	Produits des titres de participation et autres titres financiers	149 120 351,00	-	149 120 351,00	128 969 990,00
	Gains de change	84 425 164,17	-	84 425 164,17	17 157 321,45
	Intérêts et autres produits financiers	17 772 844,71	-	17 772 844,71	10 881 602,70
	Reprises financières : transferts de charges	23 391 576,60	-	23 391 576,60	3 374 033,93
	TOTAL IV	274 709 936,48	-	274 709 936,48	160 382 948,08
	V CHARGES FINANCIÈRES	118 188 048,03	-	118 188 048,03	103 066 681,67
	Charges d'intérêts	35 624 191,14	-	35 624 191,14	50 361 250,60
	Pertes de change	31 584 133,93	-	31 584 133,93	29 313 854,47
	Autres charges financières	-	-	-	-
Dotations financières	50 979 722,96	-	50 979 722,96	23 391 576,60	
TOTAL V	118 188 048,03	-	118 188 048,03	103 066 681,67	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)			156 521 888,45	57 316 266,41	
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)			1 172 785 405,42	984 964 664,16	
NON COURANT	VIII PRODUITS NON COURANTS	102 446 040,53	13 058 385,20	115 504 425,73	196 986 420,39
	Produits de cessions d'immobilisations	775 855,30	-	775 855,30	41 126,00
	Subvention d'équilibre	-	-	-	-
	Reprises sur subventions d'investissement	836 663,00	-	836 663,00	886 663,00
	Autres produits non courants	11 306 380,01	13 058 385,20	24 364 765,21	14 954 103,31
	Reprises non courantes : transferts de charges	89 527 142,22	-	89 527 142,22	181 104 528,08
	TOTAL VIII	102 446 040,53	13 058 385,20	115 504 425,73	196 986 420,39
	IX CHARGES NON COURANTES	133 119 196,72	333 632,75	133 452 829,47	321 719 989,06
	Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	202 236,34	-	202 236,34	30 886,45
	Subventions accordées				
Autres charges non courantes	61 090 963,37	333 632,75	61 424 596,12	167 154 409,96	
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	71 825 997,01	-	71 825 997,01	154 534 692,65	
TOTAL IX	133 119 196,72	333 632,75	133 452 829,47	321 719 989,06	
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	-30 673 156,19	12 724 752,45	-17 948 403,74	-124 733 568,67	
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII+ ou - X)			1 154 837 001,68	860 231 095,49	
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	308 964 703,00		308 964 703,00	266 449 348,00	
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)			845 872 298,68	593 781 747,49	
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	10 123 017 283,05	13 066 364,14	10 136 083 647,19	9 760 361 040,34	
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	9 333 274 251,28	-43 062 902,77	9 290 211 348,51	9 166 579 292,85	
XVI RÉSULTAT NET (XIV - XV)	789 743 031,77	56 129 266,91	845 872 298,68	593 781 747,49	

(1) Variation de stock : stock final - stock initial; augmentation (+); diminution (-).
(2) Achats revendus ou consommés : achats - variation de stocks.

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (E S G)

I TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (T F R)			EXERCICE	EXERCICE PRÉCÉDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'état)	3 416 140,00	7 678 333,60
	2	- Achats revendus de marchandises	3 254 179,80	6 906 656,08
I	=	MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	161 960,20	771 677,52
	+	PRODUCTION DE L' EXERCICE : (3 + 4 + 5)	7 344 153 208,36	7 151 123 015,66
II	3	Ventes de biens et services produits	7 549 399 366,88	6 971 905 982,16
	4	Variation de stocks de produits	-205 246 158,52	179 217 033,50
	5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	0,00
	-	CONSOMMATION DE L'EXERCICE : (6 + 7)	8 077 011 855,23	7 848 710 195,56
III	6	Achats consommés de matières et fournitures	7 529 530 380,52	7 379 471 165,20
	7	Autres charges externes	547 481 474,71	469 239 030,36
IV	=	VALEUR AJOUTÉE : (I + II + III)	(732 696 686,67)	(696 815 502,38)
V	8	Subventions d'exploitation	2 369 369 799,36	2 213 861 231,36
	9	- Impôts et taxes	17 625 737,70	19 279 816,40
	10	- Charges du personnel	364 967 303,48	330 833 723,24
	=	EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (E B E)	1 254 080 071,51	1 166 932 189,34
	=	OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (I B E)	-	-
	11	+ Autres produits d'exploitation	557 730,00	376 265,00
	12	- Autres charges d'exploitation	1 550 000,00	960 000,01
	13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	28 372 407,26	29 952 826,25
	14	- Dotations d'exploitation	265 196 691,80	268 652 882,83
VI	=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)	1 016 263 516,97	927 648 397,75
VII	+ ou -	RÉSULTAT FINANCIER	156 521 888,45	57 316 266,41
VIII	=	RÉSULTAT COURANT (+ ou -)	1 172 785 405,42	984 964 664,16
IX	+ ou -	RÉSULTAT NON COURANT	(17 948 403,74)	(124 733 568,67)
	15	- Impôts sur les résultats	308 964 703,00	266 449 348,00
X	=	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)	845 872 298,68	593 781 747,49
II CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F) - AUTOFINANCEMENT				
	1	Résultat de l'exercice	845 872 298,68	593 781 747,49
		* Bénéfice	845 872 298,68	593 781 747,49
		* Perte	-	-
	2	+ Dotations d'exploitation (1)	236 679 423,11	238 332 218,44
	3	+ Dotations financières (1)	0,00	0,00
	4	+ Dotations non courantes (1)	61 417 934,56	153 815 692,65
	5	- Reprises d'exploitation (2)	-	-
	6	- Reprises financières (2)	0,00	0,00
	7	- Reprises non courantes (2) (3)	89 161 005,22	61 272 191,08
	8	- Produits de cession d'immobilisations	775 855,30	41 126,00
	9	+ Valeurs nettes d'amortissement des imm cédées	202 236,34	30 886,45
I		CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (C A F)	1 054 235 032,17	924 647 227,95
	10	- Distributions de bénéfices	566 922 858,00	661 410 001,00
II		AUTOFINANCEMENT	487 312 174,17	263 237 226,95

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs & passifs circulants & à la trésorerie.

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs circulants & à la trésorerie.

(3) Y compris les reprises sur subventions d'investissement.

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I Synthèse des masses du bilan					
MASSES	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variation (a-b)		
			Emplois (c)	Ressources (d)	
1	Financement permanent	4 418 111 410,31	4 186 905 040,29	-	231 206 370,02
2	Moins actif immobilisé	4 130 415 217,20	4 230 135 653,47	-	99 720 436,27
3	= Fonds de roulement fonctionnel (1-2)	(A) 287 696 193,11	-43 230 613,18	-	330 926 806,29
4	Actif circulant	4 742 449 083,21	4 121 471 812,20	620 977 271,01	-
5	passif circulant	4 201 988 861,01	2 784 904 841,44	-	1 417 084 019,57
6	= Besoins de financement global (4-5)	(B) 540 460 222,20	1 336 566 970,76	-	796 106 748,56
7	= Trésorerie nette (actif-passif) (A - B)	-252 764 029,09	-1 379 797 583,94	1 127 033 554,85	-
II Emplois et Ressources					
		EXERCICE		EXERCICE PRÉCÉDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)					
AUTOFINANCEMENT (A)		487 312 174,17		263 237 226,95	
Capacité d'autofinancement		1 054 235 032,17		924 647 227,95	
- Distribution de bénéfices		566 922 858,00		661 410 001,00	
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		775 855,30		1 488 979,56	
Cession d'immobilisations incorporelles					
Cession d'immobilisations corporelles		775 855,30		41 126,00	
Cession d'immobilisations financières					
Récupérations sur créances Immobilisées					
Récupération sur prêts immobilisés				1 447 853,56	
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS (C)		-		-	
Augmentations de capital, apports					
Subventions d'investissement					
Provision durable					
AUGMENTATIONS DES DETTES DE FINANCEMENT (D)		-		-	
TOTAL I. DES RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)		488 088 029,47		264 726 206,51	
II. EMPLOIS STABLE DE L'EXERCICE (FLUX)					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		157 161 223,18		210 110 834,17	
Acquisition d'immobilisations incorporelles				3 957 773,39	
Acquisition d'immobilisations corporelles		156 816 012,74		206 153 060,78	
Acquisition d'immobilisations financières		345 210,44			
Augmentation des créances immobilisées					
Augmentation des prêts immobilisés					
REMBOURSEMENTS DES CAPITAUX PROPRES (F)		-		-	
REMBOURSEMENTS DES DETTES DE FINANCEMENT (G)		-		100 099 396,00	
EMPLOIS EN NON-VALEURS (H)		-		100 099 396,00	
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		157 161 223,18		310 210 230,17	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)		- 796 106 748,56		297 185 051,55	
IV VARIATION DE LA TRÉSORERIE		1 127 033 554,85		-	
TOTAL GÉNÉRAL		1 284 194 778,03		607 395 281,72	

ÉTAT DES DÉROGATIONS

INDICATION DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III Dérogations aux règles d'établissement des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I Changements affectant les méthodes	NÉANT	NÉANT
II Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	108 490 858,06	-	-	-	-	4 258 811,00	-	104 232 047,06
* Frais préliminaires	2 099 914,30							2 099 914,30
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	106 390 943,76					4 258 811,00		102 132 132,76
* Primes de remboursement obligations	-							-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	84 253 031,28	-	-	-	-	-	-	84 253 031,28
* Immobilisation en recherche et développement	-							-
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	53 533 177,10							53 533 177,10
* Fonds commercial	30 622 333,78							30 622 333,78
* Autres immobilisations incorporelles	97 520,40							97 520,40
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 164 720 464,54	156 816 012,74	-	115 215 639,54	4 547 747,43	1 127 546,06	115 215 639,54	6 315 861 183,79
* Terrains	616 986 277,89							616 986 277,89
* Constructions	738 067 650,12	41 219 187,07		58 907 448,07				838 194 285,26
* Installations techniques, matériel et outillage	4 302 160 285,03	50 579 906,96		50 379 243,75				4 403 119 435,74
* Matériel de transport	44 306 723,74	622 020,17		266 580,07	4 547 747,43			40 647 576,55
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements	282 477 954,52	3 099 836,41		5 662 367,65		1 127 546,06		290 112 612,52
* Autres immobilisations corporelles Informatiques	-							-
* Immobilisations corporelles en cours	180 721 573,24	61 295 062,13					115 215 639,54	126 800 995,83

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Raison sociale de la société émettrice	Numéro Identifiant	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur Comptable Nette 5	Extraits des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice 9
							Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	
DURRAH		Raffinerie	1 084 720 000,00	43,275%	447 449 211,54	447 449 211,54	31/12/2021			
SUTA	6140900	Sucrierie	231 263 300,00	99,84%	849 266 480,16	849 266 480,16	31/12/2021	822 443 749,78	82 139 779,39	80 808 840,00
SURAC	3700758	Sucrierie	146 926 800,00	100%	400 998 794,28	400 998 794,28	31/12/2021	296 763 399,82	35 516 055,15	
SUNABEL	3727033	Sucrierie	190 173 300,00	99,15%	248 869 758,24	248 869 758,24	31/12/2021	700 638 702,42	90 791 852,82	67 881 312,00
AGA INGENIEURIE	3315260	Formation	5 150 000,00	23,30%	1 200 000,00	1 200 000,00	31/05/2021	17 451 586,78	-42 788,40	-
BANQUE POPULAIRE	1084612	Finance	Variable	0,00%	60 000,00	60 000,00	31/12/2021			4 400,00
CELACO	1085018	Immobilier	3 000 000,00	43,00%	1 290 000,00	1 290 000,00	31/12/2021	8 622 721,10	1 222 327,00	425 799,00
SGA		Commerciale	20 000 000,00	0,00%	100,00	100,00	31/12/2021			
SUCRUNION	1642682	Sucrierie	25 000 000,00	99,99%	24 999 600,00	24 999 600,00	31/12/2021	21 359 312,21	1 767 542,28	
GAFA SUGAR CO. LTD.		Sucrierie	1 119 200,00	100%	1 119 200,00	1 119 200,00	31/12/2021			
Sté WINCOMAR		Sucrierie	999 900,00	100%	999 900,00	999 900,00	31/12/2021			
WILMACO	26122221	Industrie	153 300 000,00	45,00%	68 985 000,00	68 985 000,00	31/12/2021	142 667 387,82	-8 647 712,79	
COMAGUIS		Industrie	12 919 175,60	55,00%	7 420 518,91	7 420 518,91	31/12/2021			
Total			1 874 571 675,60		2 052 658 563,13	2 052 658 563,13		2 009 946 859,93	202 747 055,45	149 120 351,00

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature	Montant début d'exercice	Dotations			Reprises			Montant fin d'exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	1 250 090,99							1 250 090,99
2 Provisions réglementées	534 850 159,72			41 417 934,56			88 324 342,22	487 943 752,06
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	536 100 250,71	0,00	0,00	41 417 934,56	0,00	0,00	88 324 342,22	489 193 843,05
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	55 432 950,36	28 517 268,69			28 229 834,33			55 720 384,72
5 Autres provisions pour risques et charges	27 729 376,60		50 979 722,96	10 408 062,45		23 391 576,60	1 202 800,00	64 522 785,41
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
SOUS TOTAL (B)	83 162 326,96	28 517 268,69	50 979 722,96	10 408 062,45	28 229 834,33	23 391 576,60	1 202 800,00	120 243 170,13
TOTAL (A + B)	619 262 577,67	28 517 268,69	50 979 722,96	51 825 997,01	28 229 834,33	23 391 576,60	89 527 142,22	609 437 013,18

TABLEAU DES CRÉANCES

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	6 943 537,29	3 990 731,20	1 702 715,10	1 250 090,99	-	-	-	-
Prêts immobilisés	5 009 105,63	2 056 299,54	1 702 715,10	1 250 090,99				
Autres créances financières	1 934 431,66	1 934 431,66						
TOTAL	6 943 537,29	3 990 731,20	1 702 715,10	1 250 090,99	-	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	2 938 448 785,58	-	2 911 207 721,09	27 241 064,49	-	1 787 014 754,52	67 541 917,70	-
Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes.	40 904 384,95		27 163 946,22	13 740 438,73				
Clients & comptes rattachés	877 888 701,70		864 388 075,94	13 500 625,76				
Personnel	2 286 811,74		2 286 811,74	-				
État	1 787 014 754,52		1 787 014 754,52	-		1 787 014 754,52		
Comptes d'associés	47 000 000,00		47 000 000,00	-			47 000 000,00	
Autres débiteurs	175 187 787,66		175 187 787,66	-			20 541 917,70	
Comptes de régularisations-Actif	8 166 345,01		8 166 345,01	-				
TOTAL	2 938 448 785,58	-	2 911 207 721,09	27 241 064,49	-	1 787 014 754,52	67 541 917,70	-

TABLEAU DES DETTES

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ÉCHÉANCE			Autres analyse			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Échues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'État et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par des effets
DE FINANCEMENT								
* Emprunts obligataires								
* Autres dettes de financement								
TOTAL								
DU PASSIF CIRCULANT	4 125 336 124,96	-	4 125 336 124,96	-	-	55 083 447,79	-	3 363 729 405,83
* Fournisseurs	3 777 074 562,59		3 777 074 562,59					3 363 729 405,83
* Clients créditeurs consignation	10 965 304,04		10 965 304,04					
* Personnel	8 491 834,90		8 491 834,90					
* Organismes sociaux	15 480 119,16		15 480 119,16					
* État	55 083 447,79		55 083 447,79			55 083 447,79		
* Comptes d'associés	84 481 861,00		84 481 861,00					
* Autres créanciers	23 326 690,97		23 326 690,97					
* Comptes de régular Passif	150 432 304,51		150 432 304,51					
TOTAL	4 125 336 124,96	-	4 125 336 124,96	-	-	55 083 447,79	-	3 363 729 405,83

ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS HORS OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL

ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
Avals et cautions	893 250 000,00	474 546 000,00
Engagements en matière de pensions de retraites et obligations similaires		
Autres engagements donnés	13 572 000,00	21 579 000,00
TOTAL (1)	906 822 000,00	496 125 000,00
(1) dont engagements à l'égard d'entreprises liées ...	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	MONTANTS EXERCICE	MONTANTS EXERCICE PRÉCÉDENT
Avals et cautions	72 953 087,64	72 104 012,17
Autres engagements reçus	4 333,57	206 464,48
TOTAL (2)	72 957 421,21	72 310 476,65

TABLEAU DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

TIERS CREDITEURS OU DEBITEURS	MONTANT COUVERT PAR LA SÛRETÉ	NATURE (1)	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET (2) (3)	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLÔTURE
Sûretés données					
Sûretés reçues	4.333,57				4.333,57
Prêt pour acquisition de logement	4.333,57	Hypothèque	Divers	Personnel	4.333,57

(1) Gage : 1- Hypothèque : 2- Nantissement : 3- Warrant : 4- Autres : 5- (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) (entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Chiffre d'affaires	9 112,5	8 630,2
Autres produits de l'activité	2 672,1	3 401,1
Produits des activités ordinaires	11 784,6	12 031,3
Achats	(8 783,3)	(9 142,5)
Autres charges externes	(687,3)	(618,8)
Frais de personnel	(427,6)	(400,0)
Impôts et taxes	(39,0)	(40,5)
Amortissements et provisions d'exploitation	(441,2)	(421,9)
Autres produits et charges d'exploitation nets	1,9	6,8
Charges d'exploitation courantes	(10 376,5)	(10 616,9)
Résultat d'exploitation courant	1 408,1	1 414,5
Autres produits et charges d'exploitation non courants	(98,0)	(141,4)
Résultat des activités opérationnelles	1 310,1	1 273,0
Résultat financier	(61,8)	(65,0)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	1 248,3	1 208,1
Impôts exigibles	(412,4)	(357,0)
Impôts différés	4,7	(33,1)
Résultat net des entreprises intégrées	840,7	818,0
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(76,7)	(6,8)
Résultat net des activités poursuivies	764,0	811,1
Résultat des activités abandonnées		
Résultat de l'ensemble consolidé	764,0	811,1
Intérêts minoritaires	(1,0)	(1,4)
Résultat net - Part du groupe	763,0	809,8

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Résultat de l'exercice	764,0	811,1
Écart de conversion des activités à l'étranger	13,4	(29,1)
Pertes et profits relatifs à la réévaluation des AFS	0,0	0,0
Écarts actuariels sur les obligations des régimes à prestations définies	3,8	(3,6)
Résultat Global	781,1	778,4
Intérêts Minoritaires	(1,0)	(1,4)
Résultat Global net - Part du Groupe	780,1	777,1

ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	Capital	Primes d'émission et de fusion	Réserves non distribuées	Écarts de conversion	Variation de l'exercice des écarts actuariels	Total Part du Groupe	Intérêt minoritaire	Total
Au 1er janvier 2020	944,9	176,0	3.975,6	1,2	-2,4	5.095,4	6,8	5.102,2
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur			-4,5		0,0	-4,5	0,0	-4,5
Corrections des erreurs N-1 :			-2,5			-2,5		-2,5
Montants retraités à l'ouverture	944,9	176,0	3.968,7	1,2	-2,4	5.088,4	6,8	5.095,2
Variation CP pour 2020								
Résultat net de la période			809,8			809,8	1,4	811,1
Pertes et profits de conversion				(29,1)		-29,1		-29,1
Gains / pertes actuariels					-3,6	-3,6		-3,6
Résultat global total de l'année	0,0	0,0	809,8	-29,1	-3,6	777,1	1,4	778,4
Dividendes distribués			-661,4			-661,4	-0,5	-661,9
Autres transactions avec les actionnaires		0,0				0,0		0,0
Total des transactions avec les actionnaires	0,0	0,0	-661,4	0,0	0,0	-661,4	-0,5	-661,9
Au 31 décembre 2020	944,9	176,0	4.117,0	-27,8	-6,0	5.204,0	7,6	5.211,7
Au 1er janvier 2021	944,9	176,0	4.117,0	-27,8	-6,0	5.204,0	7,6	5.211,7
Effets des changements de méthode comptable/correction d'erreur						0,0		0,0
Corrections des erreurs N-1 :			-5,8			-5,8		-5,8
Montants retraités à l'ouverture	944,9	176,0	4.111,2	-27,8	-6,0	5.198,3	7,6	5.205,9
Variation CP pour 2021								
Résultat net de la période			763,0			763,0	1,0	764,0
Pertes et profits de conversion				13,4		13,4		13,4
Gains / pertes actuariels					3,8	3,8		3,8
Résultat global total de l'année	0,0	0,0	763,0	13,4	3,8	780,1	1,0	781,1
Dividendes distribués			-566,9			-566,9	-0,7	-567,6
Autres transactions avec les actionnaires		0,0				0,0		0,0
Total des transactions avec les actionnaires	0,0	0,0	-566,9	0,0	0,0	-566,9	-0,7	-567,6
Au 31 décembre 2021	944,9	176,0	4.307,3	-14,5	-2,2	5.411,4	7,9	5.419,4

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF (En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Goodwill	196,1	196,1
Immobilisations incorporelles	26,7	33,5
Immobilisations corporelles	4 403,2	4 547,5
Immobilisations en droit d'usage	66,4	77,8
Immeubles de placement	63,7	63,7
Participations dans les entreprises associées	305,4	374,5
Autres actifs financiers	253,9	248,6
- Prêts et créances	115,3	109,9
- Actifs disponibles à la vente	138,6	138,6
Actif non courant	5 315,4	5 541,6
Autres actifs financiers	45,1	5,9
- Instruments dérivés de couverture	45,1	5,9
Stocks et en-cours	2 335,7	2 410,8
Créances clients	900,7	572,2
Autres débiteurs courants	2 886,6	2 378,1
Trésorerie et équivalent de trésorerie	671,8	632,2
Actif courant	6 839,9	5 999,2
TOTAL ACTIF	12 155,3	11 540,8

PASSIF (En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Capital	944,9	944,9
Primes d'émission et de fusion	176,0	176,0
Réserves	3 542,1	3 301,2
Écart de conversion	-14,5	-27,8
Résultat net part du groupe	763,0	809,8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la société mère	5 411,4	5 204,0
Intérêts minoritaires	7,9	7,6
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	5 419,4	5 211,7
Provisions	132,1	51,1
Avantages du personnel	133,3	136,2
Dettes financières non courantes	76,9	86,4
- Dettes envers les établissements de crédit	1,6	1,6
- Dettes liées aux contrats à droit d'usage	75,3	84,8
Impôts différés Passifs	744,3	749,0
Autres créditeurs non courants	22,7	26,6
Passif non courant	1.109,3	1.049,3
Dettes financières courantes	1 047,5	2 204,0
- Dettes envers les établissements de crédit	1 047,5	2 159,9
- Instruments dérivés de couverture		44,0
Dettes fournisseurs courantes	4 170,4	2 727,1
Autres créditeurs courants	408,7	348,8
Passif courant	5 626,7	5 279,9
TOTAL PASSIF	6 736,0	6 329,2
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	12 155,3	11 540,8

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(En millions de dirhams)	31-déc-21	31-déc-20
Résultat net de l'ensemble consolidé	764,0	811,1
Ajustements pour		
Dotations aux amortissements et provisions, pertes de valeur	509,7	412,9
Autres ajustements	80,2	(19,0)
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	1 353,9	1 205,0
Élimination de la charge (produit) d'impôts	407,6	390,1
Élimination du coût de l'endettement financier net	24,7	65,1
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net impôt	1 786,2	1 660,2
Incidence de la variation du BFR	699,4	(623,6)
Impôts payés	(412,4)	(357,0)
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	2 073,2	679,6
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(268,4)	(464,9)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,8	7,2
Autres flux	(4,1)	(27,2)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(271,6)	(484,8)
Remboursement d'emprunts	(0,0)	(50,2)
Variation de dettes résultant de contrats de location	(9,5)	(1,9)
Dividendes payés aux actionnaires de la société mère	(566,9)	(661,4)
Dividendes payés aux minoritaires des filiales	(0,7)	(0,5)
Coût de l'endettement financier net	(24,7)	(65,1)
Variation des comptes d'associés	(47,7)	3,7
Flux net de trésorerie provenant des activités de financement	(649,5)	(775,4)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 152,0	(580,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à l'ouverture	(1 527,7)	(947,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie net à la clôture	(375,7)	(1 527,7)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 152,0	(580,7)

RÉSUMÉ DES NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1.1. Référentiel comptable

En application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 6.3 de la circulaire n°07/09 du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) du 15 juillet 2009, les états financiers consolidés du Groupe Cosumar sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales adoptées au sein de l'Union Européenne au 31 décembre 2021 et telles que publiées à cette même date.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations SIC et IFRIC (Standards Interpretations Committee et International Financial Reporting Interpretations Committee).

Le Groupe suit régulièrement les dernières publications de l'IASB et de l'IFRIC.

En 2019, l'IFRS 16 et l'IFRIC 23 sont entrées en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2019 :

- La norme IFRS 16 relative aux contrats de location. À cet effet, l'ensemble des contrats de location du Groupe COSUMAR répondant aux critères énoncés par la norme apparaissent dans le bilan de la société ;
- L'IFRIC 23 lié à l'incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat.

En 2018, L'IFRS 9 instruments financiers, remplace la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39. La nouvelle norme est applicable de manière obligatoire au 1^{er} janvier 2018.

Les dispositions de la norme sur le classement, l'évaluation et la dépréciation des instruments financiers sont appliquées par le Groupe et n'ont pas d'incidence sur les comptes de 2018 et leurs comparatifs.

L'analyse du risque crédit client est réalisée selon une procédure interne bien définie qui met en place des lignes directrices claires, des examens réguliers en matière de crédit et un suivi rigoureux des créances douteuses.

Les créances clients sont mesurées au coût amorti. Le Groupe COSUMAR applique une approche simplifiée basée sur les pertes attendues à maturité.

Il n'y a aucun impact matériel sur la dépréciation des comptes clients et des prêts à long terme lié à l'application de l'IFRS 9.

En 2018, L'IFRS 15, qui remplace IAS 11 Contrats de Construction, IAS 18 Revenu des activités ordinaires et leurs interprétations, est appliquée sur une base rétrospective du 1^{er} janvier 2018.

Conformément à IFRS 15, l'ensemble des contrats de la société COSUMAR avec ses clients répond aux critères énoncés par la norme à savoir la substance commerciale des contrats, l'approbation des modalités du contrat clairement identifiées par les différentes parties (prix, produit et/ou prestation, conditions et modalités de paiement).

Le chiffre d'affaires est reconnu à la livraison au moment du transfert du contrôle du bien ou du service au client.

IFRS 15 n'a pas d'impact matériel sur le Groupe COSUMAR puisque plus de 99% des ventes du Groupe concernent des livraisons de sucre raffiné et de coproduits à un moment précis.

En 2013, Le Groupe a adopté les changements normatifs prévus par le référentiel IFRS en matière de la norme IAS 19 révisée dont l'évolution est la suppression de la règle du corridor pour la reconnaissance des écarts actuariels. Ces derniers sont désormais reconnus en intégralité l'année de leur constatation en contrepartie des autres éléments du résultat global ainsi que l'utilisation d'une table de mortalité générationnelle.

En 2010, le Groupe a ainsi appliqué au niveau des présents états financiers la norme IFRS 3 révisée « Regroupement des entreprises » dont la principale évolution est que le Goodwill n'est déterminé qu'à la date de la prise de contrôle et que, dès 2010, il n'est plus possible de l'ajuster au-delà de la période d'évaluation. Désormais, les acquisitions complémentaires après la prise d'un contrôle majoritaire ne modifient plus le montant du Goodwill.

En 2009, le Groupe COSUMAR avait opté, dans le cadre de la norme IAS 1 révisée, pour la présentation du résultat global en deux états :

- État détaillant les composants du résultat (état du résultat) ;
- État commençant par le résultat et détaillant les autres éléments du résultat global (état du résultat global).

1.2. Principes de consolidation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux principes édictés par les IFRS.

Toutes les sociétés du Groupe Cosumar sont consolidées à partir de comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2021.

Conformément aux dispositions des IFRS, il n'y a pas d'exemption au périmètre de consolidation du Groupe. Les participations non significatives sont traitées en tant que titres AFS.

1.3. Immobilisations corporelles

Règle spécifique à la première adoption :

Dans le cadre de la première application des normes IFRS et conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, la société a procédé à l'évaluation à la juste valeur au 1er janvier 2006 de l'ensemble de ses actifs immobilisés incorporels et corporels, et a retenu cette valorisation comme coût présumé. Les évaluations à la juste valeur ont été réalisées par des experts indépendants.

Principes applicables depuis le 1^{er} janvier 2006 :

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique ou de fabrication initial, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués en fonction des durées d'utilisation (durée d'utilité).

Le mode d'amortissement retenu par le Groupe est le mode linéaire.

1.4. Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient ou de leur valeur nette de réalisation.

Le coût de revient correspond au coût d'acquisition ou aux coûts de production encourus pour amener les stocks dans l'état et à l'endroit où ils se trouvent. Ces derniers comprennent, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation des stocks correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité diminué des coûts estimés pour achever les produits et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.5. Avantages du personnel

Les engagements du Groupe au titre des régimes de couverture maladie à prestations définies et des indemnités de fin de carrière sont déterminés, conformément à la norme IAS 19, sur la base de la méthode des unités de crédit projetées, en tenant compte des conditions économiques propres au Maroc. Les engagements sont couverts par des provisions inscrites au bilan au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés.

Les indemnités de départ en retraite font également l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte de la probabilité de la présence des salariés dans le Groupe, à leur date de départ en retraite. Cette provision est actualisée à chaque clôture.

NOTE 2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2021

SOCIÉTÉ	% DE CONTRÔLE	% D'INTÉRÊT	MÉTHODE DE CONSOLIDATION
COSUMAR (mère)	100,00%	100,00%	Intégration Globale
SUNABEL	99,15%	99,15%	Intégration Globale
SURAC	100,00%	100,00%	Intégration Globale
SUTA	99,84%	99,84%	Intégration Globale
Durrah Advanced Development	43,28%	43,28%	Mise en équivalence

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
COSUMAR S.A.
8, Rue El Mouatamid Bnou Abbad
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 26 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société **COSUMAR S.A.**, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 4.418.111.410,31 MAD dont un bénéfice net de 845.872.298,68 MAD. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société **COSUMAR S.A** au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés identifiées	Notre réponse
Les titres de participation et les créances rattachées figurent au bilan de votre société au 31 décembre 2021 pour un montant net de MMAD 2.053.	Nos travaux ont consisté principalement à : <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice.	
Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.	

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 22 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

 37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
 Casablanca
 Abdeslam BERRADA ALLAM
 Associé

DELOITTE AUDIT

 Bd Sidi Mohammed Benabdellah
 Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage
 La Marina - Casablanca
 Sakina BENSOUÏDA KORACHI
 Associée



Aux actionnaires du
Groupe Cosumar
 8, Rue El Mouatamid Bnou Abbad
 Casablanca

RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Cosumar S.A. et de ses filiales (Groupe Cosumar), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés 5.419,4 millions de dirhams dont un bénéfice net consolidé de 764 millions de dirhams. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée. Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune question clé de l'audit à communiquer.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 22 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

 Abdeslam BERRADA ALLAM
 Associé

DELOITTE AUDIT

 Sakina BENSOUDA KORACHI
 Associée



Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina – Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de la société
COSUMAR S.A.
8, Rue El Moutamid Bnou Abbad
Casablanca

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

1.1. Convention de location des machines SMART BLENDER entre Cosumar et Cosumatrade (convention écrite)

Personnes Concernées : Cosumatrade est une filiale détenue à 100% par Sunabel. Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Sunabel. Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Sunabel (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022). Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar et Sunabel.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit la mise à disposition par Cosumar à Cosumatrade de neuf machines Smart Blender pour servir les agriculteurs betteraviers, dans le cadre de la production des engrais sur mesure (Smart Blender).

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2021

Montants comptabilisés :
Le montant comptabilisé en produit en 2021 au titre de cette convention s'élève à 293 KMAD totalement encaissé au 31 décembre 2021.

1.2. Convention de prestations de raffinage entre Cosumar et Surac (Convention écrite)

Personnes Concernées :
Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Surac. Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Surac (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022). Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar et Surac.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit des prestations de raffinage du sucre entre Cosumar et Surac dans le cadre de l'optimisation de l'outil de production.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2021
- Rémunération : 600 MAD (hors taxes) par tonne de sucre.
- Tonnage raffiné en 2021 : 3.824,5 tonnes

Montants comptabilisés :
Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 2.295 KMAD, décaissé à hauteur de 379 KMAD au 31 décembre 2021.

1.3. Convention de prestations de conditionnement entre Cosumar et Sunabel (Convention écrite)

Personnes Concernées :
Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Sunabel. Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Sunabel (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022). Monsieur Jean Luc Bohbot est administrateur de Cosumar et Sunabel.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit des prestations de conditionnement du sucre entre Cosumar et Sunabel dans le cadre de l'optimisation de l'outil de production.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2021
- Rémunération : 700 MAD (hors taxes) par tonne pour le pain 16 kg
- Tonnage conditionné en 2021 : 125,5 tonnes

Montants comptabilisés :
Le montant comptabilisé en produits au titre de l'exercice 2021 s'élève à 87 KMAD non encore encaissé au 31 décembre 2021.

1.4. Convention de prestations de conditionnement entre Cosumar et Surac (Convention écrite)

Personnes Concernées :
Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Surac. Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Surac (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022). Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar et Surac.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit des prestations de conditionnement du sucre entre Cosumar et Surac dans le cadre de l'optimisation de l'outil de production.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2021
- Rémunération : 321 MAD (hors taxes) par tonne pour le granulé 1 kg ;
267 MAD (hors taxes) par tonne pour le granulé 2 kg.
- Tonnage conditionné en 2021 : 10.229,5 tonnes

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021 s'élève à 2.793 KMAD décaissé à hauteur de 2.044 KMAD au 31 décembre 2021.

1.5. Convention de prestations de conditionnement entre Cosumar et Suta (Convention écrite)

Personnes Concernées :

Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Suta
Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Suta (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022)
Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar et Suta.
Monsieur Mohamed Ramses Arroub est Administrateur de Cosumar et Suta.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit des prestations de conditionnement du sucre entre Cosumar et Suta dans le cadre de l'optimisation de l'outil de production.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2021
- Rémunération : 700 MAD (hors taxes) par tonne pour le pain 12 kg ;
267 MAD (hors taxes) par tonne pour le granulé 2 kg.
- Tonnage conditionné en 2021 : 8.661,14 tonnes

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021 s'élève à 2.903 KMAD décaissé à hauteur de 1.093 KMAD au 31 décembre 2021.

1.6. Convention de gestion de trésorerie entre Cosumar & WILMACO (Convention écrite)

Personnes Concernées :

Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Wilmaco
Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Administrateur de Wilmaco (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022)

Nature et objet de la convention : La convention prévoit les termes et conditions de mise à disposition et remboursement des avances octroyées par COSUMAR et de faciliter le financement des projet WILMACO.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2021
- Rémunération : Taux directeur plus 3,75% l'an.

Montants comptabilisés :

Le solde du compte courant débiteur de Wilmaco s'élève à 47 MMAD au 31 décembre 2021.
Le montant comptabilisé en produits en 2021 au titre de cette convention s'élève à 2.016 KMAD, encaissé à hauteur de 1.385 KMAD au 31 décembre 2021.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1. Convention de gestion de trésorerie entre Cosumar, Suta, Sunabel et Sucrunion (Convention écrite)

Personnes Concernées :

Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar, Suta, Sunabel et Sucrunion.
Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Suta, Sunabel et Sucrunion (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022)
Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar, Suta, Sunabel et Sucrunion.
Monsieur Mohamed Ramses Arroub est Administrateur de Cosumar, Suta et Sucrunion.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit la centralisation des opérations de trésorerie dans le but d'optimiser à la fois le recours au crédit et le placement des excédents de trésorerie.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2006
- Durée : une année renouvelable par tacite reconduction
- Rémunération : un taux annuel de 2,5% pour les comptes courants créditeurs et un taux annuel de 5% pour les comptes courants débiteurs

Montants comptabilisés :

(KMAD)	Solde Compte Courant au 31.12.2021	Charges de l'exercice 2021	Décaissements durant l'exercice 2021
Suta	15 000	8	0
Sunabel	35 000	291	272
Sucrunion	0	44	44

2.2. Convention de prestations de services entre Cosumar et Sucrunion (Convention écrite)

Personnes Concernées :

Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Sucrunion
Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Sucrunion (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022)
Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar et Sucrunion.
Monsieur Mohamed Ramses Arroub est Administrateur de Cosumar et Sucrunion.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit des prestations de services fournies par Sucrunion à Cosumar dans le cadre de l'accompagnement et le développement des produits et services dans le marché de l'industrie pharmaceutique.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : Octobre 2015

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2021 s'élève à 1.926 KMAD décaissé à hauteur de 1.599 KMAD au 31 décembre 2021.

2.3. Convention de prestations de services entre Cosumar et les sociétés Suta, Sunabel, et Surac (Convention écrite)

Personnes Concernées :

Monsieur Hicham Belmrah, est Président du Conseil d'Administration de Cosumar, Suta, Sunabel et Surac.

Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Suta, Sunabel et Surac (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022)

Monsieur Mohamed Ramses Arroub, Administrateur de Cosumar et Suta.

Monsieur Jean Luc Bohbot, Administrateur de Cosumar, Surac, Sunabel et Suta

Nature et objet de la convention : La convention prévoit la réalisation de prestations de services fournies aux sociétés Suta, Sunabel et Surac par Cosumar dans les domaines du contrôle de gestion, de l'assistance à l'investissement, de l'assistance financière, de la gestion des ressources humaines, du marketing, de l'assistance commerciale, de l'assistance informatique et de l'audit.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 2006
- Durée : une année renouvelable par tacite reconduction
- Rémunération : 0,425% du chiffre d'affaires hors taxes et MAD 40 par tonne de sucre vendue

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé par Cosumar en produits en 2021 au titre de cette convention s'élève à 19.689 KMAD encaissé à hauteur de 14.678 KMAD au 31 décembre 2021.

2.4. Convention de prestations de services entre Cosumar et Sucrunion (Convention écrite)

Personnes Concernées :

Monsieur Hicham Belmrah est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Sucrunion

Monsieur Amine Louali est Directeur Général de Cosumar et Directeur Général / Administrateur de Sucrunion (dont le mandat est arrivé à terme le 06 Avril 2022)

Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur de Cosumar et Sucrunion.

Monsieur Mohamed Ramses Arroub est Administrateur de Cosumar et Sucrunion.

Nature et objet de la convention : La convention prévoit la réalisation de prestations de services fournies à la société Sucrunion par Cosumar dans les domaines du contrôle de gestion, de l'assistance à l'investissement, de l'assistance financière, de la gestion des ressources humaines, du marketing, de l'assistance commerciale, de l'assistance informatique et de l'audit.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : Avril 2007
- Durée : une année renouvelable par tacite reconduction
- Rémunération : 0,85% du chiffre d'affaires hors taxes et MAD 35 par tonne de sucre vendue.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé par Cosumar en produits en 2021 au titre de cette convention s'élève à 658 KMAD encaissé à hauteur de 496 KMAD au 31 décembre 2021.

2.5. Conventions conclues entre Cosumar et Wilmar

Personne Concernée :

Monsieur Jean Luc Bohbot est Administrateur commun de Wilmar et de Cosumar.

2.5.1. Contrat de prestations de services :

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la réalisation par Wilmar au profit de Cosumar de prestations dans les domaines de la stratégie, de l'assistance technico-commerciale, de l'assistance à l'investissement et de l'assistance financière.

Modalités essentielles :

- Date d'effet : 16 octobre 2013
- Durée : renouvelable par tacite reconduction
- Rémunération : 0,425% du chiffre d'affaires hors taxes plafonnée à 12.550 KMAD.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 12.550 KMAD non décaissé au 31 décembre 2021.

Le solde de la dette relative à cette convention s'élève à MMAD 63 au 31 décembre 2021.

2.5.2. Convention d'achat de sucre brut :

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la réalisation d'opérations d'approvisionnement de sucre brut auprès de Wilmar.

Modalités essentielles :

- Tonnage sucre brut acheté en 2021 : 824.165,9 Tonnes.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention pour l'achat de sucre brut s'élève à 3.250.289 KMAD décaissé à hauteur de KMAD 2.849.521 au 31 décembre 2021.

2.5.3. Convention de vente de sucre blanc :

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la réalisation d'opérations de vente de sucre blanc par Cosumar S.A à Wilmar.

Modalités essentielles :

- Tonnage sucre blanc vendu en 2021 : 381.327,5 Tonnes.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en produits en 2021 au titre de cette convention pour la vente de sucre blanc s'élève à 1.810.186 KMAD encaissé à hauteur de KMAD 1.640.028 au 31 décembre 2021.

2.6. Convention conclue entre Cosumar et MCMA

Personne Concernée :

Monsieur Hicham Belmrah, est Président du Conseil d'Administration de Cosumar et Président Directeur Général de MCMA.

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la couverture assurance fournie par MCMA dans le domaine multirisque (incendie et autres).

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 2.780 KMAD
Le montant comptabilisé en produits en 2021 au titre de cette convention s'élève à 4.692 KMAD

2.7. Convention conclue entre Cosumar et AXA assurances Maroc

Personne Concernée :

Monsieur Khalid Cheddadi, est Administrateur commun de Cosumar et AXA assurances Maroc.

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la couverture Assurance fournie par AXA assurance à Cosumar S.A. dans les domaines multirisque (incendie et autres) et retraite complémentaire AXA Futuris.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 3.998 KMAD
Le montant comptabilisé en produits en 2021 au titre de cette convention s'élève à 646 KMAD

2.8. Convention conclue entre Cosumar et CIMR

Personne Concernée :

Monsieur Khalid Cheddadi, est Administrateur de Cosumar et Président Directeur Général de CIMR.

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la prestation de caisse de retraite fournie par la CIMR en faveur des salariés de la Cosumar.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 18.027 KMAD

2.9. Convention conclue entre Cosumar et CDG Capital

Personne Concernée :

Madame Ouafae Mriouah est Administrateur de Cosumar et Directeur Général Délégué / Administrateur de CDG Capital.

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la mise en place d'une ligne de facilité de caisse Cosumar chez CDG Capital.

Modalités essentielles :

- Montant la ligne de crédit : 280.000 KMAD
- Taux débiteur : 3,20%

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 5.977 KMAD

2.10. Convention conclue entre Cosumar et Wafa assurance

Personne Concernée :

Monsieur Mohamed Ramses Arroub est Administrateur de Cosumar et Président Directeur Général de Wafa assurance.

Nature et objet de la convention : Cette convention prévoit la couverture Assurance fournie par Wafa assurance à Cosumar S.A. dans les domaines du social (décès, Invalidité..) et multirisque (incendie et autres).

Modalités essentielles :

- Date effet : Janvier 2010
- Durée : Une année renouvelable par tacite reconduction.

Montants comptabilisés :

Le montant comptabilisé en charges en 2021 au titre de cette convention s'élève à 49.827 KMAD
Le montant comptabilisé en produits en 2021 au titre de cette convention s'élève à 10.192 KMAD

Casablanca, le 22 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

DELOITTE AUDIT



Sakina BENSOU DA KORACHI
Associée



البركة تجميعنا
Partageons le Progrès
Sharing Progress